

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Les Rapports entre le Commerce Extérieur de la Chine et sa Situation Financière

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 1^{er} décembre 1919, à 3 heures

PAR

OUANG FUNG Y

Président : M. DESCHAMPS, professeur
Suffragants { *M. SOUCHON, professeur*
 { *M. RIST, professeur.*

PARIS

JOUVE & C^o, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1919

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Les Rapports entre le Commerce Extérieur de la Chine et sa Situation Financière

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 1^{er} décembre 1919, à 3 heures



PAR

OUANG FUNG Y

Président : M. DESCHAMPS, *professeur*

Suffragants { M. SOUCHON, *professeur*
 { M. RIST, *professeur*.

PARIS

JOUE & C^o, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1919

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES RAPPORTS
ENTRE LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA CHINE
ET SA SITUATION FINANCIÈRE

INTRODUCTION

Dès lors que le mercantilisme a pu se concevoir et se pratiquer longtemps, on ne peut pas lui refuser toute appréciation, surtout lorsqu'on envisage la situation financière d'un pays, au lieu de se placer sur le terrain de l'économie de l'humanité. Les mercantilistes attirent d'autant plus qu'ils ne présentent que des vues superficielles qu'il n'est pas besoin de chercher pour les saisir. Car, du moment que la monnaie sépare le troc en deux transactions, les marchandises perdent leur relation immédiate. Au point de vue logique et économique, ce n'est qu'une apparence. Mais au point de vue financier, cette apparence n'est pas moins intéressante que la réalité. Sans pencher autrement vers le mercantilisme, il faut reconnaître l'importance de la préoccupation financière devant le commerce international, et l'action

immédiate et considérable de celui-ci sur la situation financière nationale.

En rapprochant la situation financière de la Chine d'aujourd'hui de celle de l'époque où elle restait hors de toutes relations commerciales internationales, on constate une différence frappante. Pour ceux qui s'attachent à la vieille théorie du mercantilisme, le commerce extérieur de la Chine doit être condamné, parce qu'il semble qu'elle ne l'ait fait qu'au détriment de ses finances. En effet, la Chine n'est entrée pleinement en relations commerciales avec d'autres pays qu'au milieu du xix^e siècle ; on fait dater de l'année 1842, c'est-à-dire de la guerre de l'opium, la porte-ouverte de la Chine, et c'est aujourd'hui qu'elle souffre plus que jamais d'embarras financiers ; ce n'est pas accidentellement qu'elle tombe dans une crise. La situation actuelle est créée par de longues années dont le point de départ ne remonte pas au delà la date de la porte-ouverte. C'est à ce sujet qu'on peut faire une remarque assez frappante.

Le fardeau le plus lourd pour les finances de la Chine est la dette étrangère. Or, jusqu'en 1865, la Chine n'avait jamais été débitrice de l'étranger. Cette date correspond aux premiers besoins d'argent de la Chine, de cet argent qu'elle ne pouvait pas trouver chez elle. Soixante-dix-sept ans se sont écoulés depuis la porte-ouverte (1842). A partir de 1865, la Chine n'hésite pas à demander à l'étranger emprunt

sur emprunt. Les sommes grossissent, les puissances créancières se multiplient, et le revenu annuel du pays s'absorbe de plus en plus dans les intérêts de ces dettes. On est conduit, par cette observation, à dire que sans le commerce extérieur qui épuise l'argent du pays, la Chine ne se serait pas trouvée dans une situation pareille.

Cette remarque n'est pas dénuée de toute vérité, mais il faut se garder de conclure que les dettes contractées à l'étranger ne servent à la Chine qu'à remplir le déficit que le commerce extérieur lui a infligé. On ne doit l'admettre que sous certaines réserves. D'abord, on recourt à l'emprunt non seulement pour entretenir les services existants du pays, mais aussi pour l'employer dans des entreprises nouvelles qui n'auraient pas pu attirer l'attention d'un peuple fermé, par exemple, la construction de chemins de fer, l'établissement de lignes télégraphiques, etc. En second lieu, ce n'est pas seulement pour raisons économiques que la Chine emprunte, mais aussi pour causes politiques, par exemple lorsqu'il s'est agi des emprunts de guerre et d'indemnités en 1894, 1895 et 1900. En troisième lieu, pendant longtemps les diverses puissances, désireuses de conquérir en Chine la prépondérance, ont montré un empressement extraordinaire à y verser leurs capitaux ; ce n'est pas toujours un besoin péremptoire qui a obligé la Chine à contracter des emprunts étrangers. En quatrième

lieu, un mauvais fonctionnement de l'administration a été une cause de gaspillage financier, surtout dans l'emploi de l'argent emprunté, qui, livré en grosses masses, est affecté à des services non réguliers où le contrôle fait défaut ou bien existe à peine, ce qui encourage l'administration à conclure de nouvelles dettes. Telles sont les considérations qui diminuent, dans une certaine mesure, la responsabilité du commerce extérieur relativement à la situation financière déplorable d'aujourd'hui en Chine. Néanmoins, on ne peut pas nier complètement cette responsabilité devant le fait positif qui fera l'objet d'une grande partie de notre étude, à savoir la position de la balance du commerce de la Chine.

La balance du commerce montre dans quelle mesure le pays paie ses importations avec des marchandises et dans quelle mesure il les paie autrement. Lorsqu'il faut payer les importations avec le numéraire, il y a une atteinte aux finances du pays, quel que soit l'avantage procuré par ces importations.

Pourquoi alors, se demandera-t-on, attacher une telle importance aux finances ? Parce que les finances ne subissent que l'action immédiate du commerce extérieur. Les industries nationales doivent en supporter la répercussion. En effet les finances du pays et ses industries sont étroitement liées. C'est des premières que les dernières tirent leurs capitaux. Il est difficile pour un pays qui manque d'appui financier

de développer ses industries nationales. Sans doute on peut abuser de ses ressources financières en les consommant sans rien produire. Mais c'est la question de l'emploi de l'argent qui se pose et non de son utilité. On voit que le mercantilisme peut produire un effet semblable au protectionnisme malgré la différence du point de départ : l'un est de conserver et d'accumuler des capitaux monétaires, l'autre est de protéger et d'encourager la production, mais tous deux ont pour résultat de contribuer au développement industriel du pays. Malheureusement tous deux aussi sont par essence hostiles à la liberté du commerce.

Laissant de côté cette question des forces extérieures et se plaçant dans le domaine doctrinal on peut se demander quelle attitude, vis-à-vis de la liberté du commerce, la Chine doit garder. La Chine, tout en étant historiquement un vieux pays, est un pays neuf au point de vue économique. Son développement industriel, comparé à celui des puissances occidentales, est bien en retard. Or, un pays qui en est encore à l'étape agricole, est évidemment hors d'état de bien soutenir la concurrence avec des nations plus avancées. Les libres-échangistes les plus convaincus ne sauraient eux-mêmes le nier.

Pour les libres-échangistes, un pays neuf, comme un vieux pays, a son importation toujours payée avec l'exportation. Cette formule classique se heurte

à une objection bien simple. Il est vrai que le pays qui vend ne garde pas l'argent sans l'utiliser pour acquérir d'autres choses que ce qu'il a vendu, mais il n'est pas obligé d'acheter au pays qui est son acheteur. Par exemple, les Anglais vendent leurs marchandises cotonnières en Chine ; ils n'achètent pas le thé chinois, mais il en achètent dans l'Inde. Ce n'est que lorsque le vendeur préfère acheter là où il a vendu que le pays importateur trouve une compensation. En un mot, la réalisation de la réciprocité suppose des conditions qui ne dépendent pas du pays importateur. On est réduit à répondre que la compensation ne comporte pas nécessairement la réciprocité dans son sens rigoureux et que la capacité même d'importer ne suffit pas pour faire présumer la puissance d'exporter

Il faut dire que tous les dépensiers ne sont pas des millionnaires. Il y en a beaucoup qui empruntent pour acheter et qui achètent pour consommer seulement. Or la Chine se trouve justement dans ce cas. On pourrait dire que le prêt implique nécessairement un crédit, une confiance de la part du créancier dans la solvabilité de son débiteur. Il est vrai que la Chine possède des ressources naturelles méritant la pleine confiance de ses créanciers, mais elles demeurent, pour la plupart, non exploitées. Ses créanciers ont raison de compter sur elles, comme sur une garantie plus que suffisante par rapport à

l'état actuel de ses engagements. Mais ce qui importe à la Chine, c'est justement de ne pas laisser ses ressources, avant leur exploitation, faire l'objet d'un abandon d'actif, comme par suite de faillite. La Chine joue le rôle de fils de famille qui dépense une succession escomptée. Une fois de plus on est convaincu de la formule de M. Thiers : « La liberté serait le triomphe du plus fort ». M. Cauwès a dit aussi : « La conception de la liberté commerciale absolue, toute savante qu'elle puisse paraître, est au fond artificielle et trompeuse ; sans doute les nations doivent s'enrichir par le commerce réciproque, mais avant tout elles ont à vivre et à progresser » (1).

Découle-t-il des remarques qui précèdent qu'il faille se plaindre de la force des choses qui a poussé la Chine dans le commerce international et donner raison à la résistance simpliste de l'époque où la porte était menacée d'être ouverte ? Nous ne le pensons pas. Au contraire, nous estimons que la politique de la porte-fermée est plutôt condamnable que désirable. Il faut envisager d'autres aspects de la question qui méritent autant d'attention. Admettons qu'il y ait une lutte dans le commerce extérieur. La lutte exige la force et c'est par l'exercice de la lutte que la force se développe. C'est aux relations commerciales que la Chine doit l'introduction des moyens économiques modernes, dont elle peut se

1. Cauwès, *Cours d'économie politique*, t. II, p. 469.

servir à son tour dans la lutte. Pour ceux qui se contentent de rester isolés, la pleine satisfaction ne serait autre chose que la sauvegarde des conditions primitives d'une vie monotone et stationnaire. Le progrès humain s'y oppose. En second lieu, tous les embarras que la Chine traverse aujourd'hui dans ses rapports commerciaux avec le reste du monde, seront d'autant plus passagers qu'elle tâchera d'y remédier et de s'en tirer. Ce sont des épreuves qu'une nation doit subir pour gagner des grades dans la vie économique moderne. Notre étude est en vue de cette perspective.

Nous voulons développer le commerce international par tous les moyens possibles, mais il importe de préserver la situation financière du pays d'en être victime. Et réciproquement, nous voulons améliorer et fortifier la situation financière du pays, mais ce n'est pas non plus en repoussant et en entravant brutalement le commerce extérieur. Il faut les concilier et les mettre en harmonie. Notre question est donc plutôt : « Comment profiter du commerce extérieur » que « comment se dresser contre le commerce extérieur ».

Notre programme sera d'abord d'exposer les traits caractéristiques du commerce extérieur de la Chine et son étendue dans le temps et dans l'espace, et de montrer ses effets sur la situation financière. Puis des indications statistiques des importations et des

exportations établiront la mesure nette dans laquelle les finances gagnent ou perdent au contact du commerce extérieur. Ensuite, nous verrons que le commerce extérieur de la Chine et l'état de ses finances ont à se plaindre chacun l'un de l'autre. Enfin nous proposerons les remèdes à cet état de choses.

PREMIÈRE PARTIE

Le régime particulier du commerce extérieur de la Chine. — Le commerce extérieur dans le temps et dans l'espace. — Son influence sur la situation financière du pays.

CHAPITRE PREMIER

**Le régime et l'étendue
du commerce extérieur de la Chine.**

SECTION PREMIÈRE

Le régime particulier du commerce extérieur de la Chine

Le commerce extérieur en Chine n'est pas absolument libre, dans le sens rigoureux du mot, car, la liberté absolue implique une assimilation complète du commerce extérieur au commerce intérieur, sauf une barrière douanière dressée dans un but purement fiscal. En Chine, cette assimilation n'est pas

encore admise. C'est sur une base conventionnelle que le commerce extérieur s'y opère.

Toutes les puissances qui entretiennent des relations commerciales avec la Chine ont conclu des traités de commerce avec elle. Ces traités déterminent non seulement les conditions douanières, mais encore le champ d'opérations du commerce extérieur sur le sol de la Chine. C'est ce qu'on appelle le régime des ports à traités.

Les ports à traités sont des territoires d'une certaine étendue qui servent d'accès au commerce extérieur et offrent un terrain limité sur lequel les commerçants étrangers jouissent de certains privilèges. Etant limité aux ports à traités, le commerce subit évidemment une restriction. La Chine semble avoir adopté une politique contraire au libre-échange. En réalité, la restriction y est apportée par une considération autre qu'économique, donc n'envisageant pas le commerce même. Au contraire, si on se place sur le terrain purement commercial, on verra qu'en Chine la liberté de commerce n'existe pas moins que dans les pays les plus libre-échangistes du monde, par exemple l'Angleterre, la Belgique, etc. et peut-être encore plus grande, puisqu'en Chine les marchandises étrangères importées et les produits indigènes à exporter sont soumis au même tarif douanier — ce qui est d'ailleurs très critiquable. C'est une opposition extrême avec le pro-

tectionnisme. Il y a donc une liberté de commerce masquée d'une restriction d'un tout autre ordre que commercial.

Le plus typique de tous les traités de commerce entre la Chine et d'autres puissances est le traité de Nanking, signé en 1842 entre la Grande-Bretagne et la Chine. L'article II de ce traité déclare que : « Sa Majesté, l'Empereur de la Chine, consent que les sujets britanniques, avec leurs familles et leurs établissements, seront autorisés à résider, dans le but de poursuivre leurs affaires mercantiles, sans vexations ni restrictions, dans les cités ou les villes de Canton, Amoy, Fou-Tchou-Fou, Ning-po et Changhaï... » On y voit proclamées l'ouverture de ports à traités et des règles concernant la limitation de résidence des étrangers. L'article X dispose : que : « Sa Majesté l'Empereur de la Chine consent à établir dans tous les ports ouverts, en vertu de l'article II, aux commerçants britanniques, un juste et régulier tarif des droits douaniers d'exportation et d'importation... De plus, l'Empereur s'engage à ce que, quand les marchandises britanniques auront une fois payé dans un de ces ports les droits douaniers réguliers, elles puissent être envoyées par les commerçants chinois dans une province quelconque de l'intérieur de l'empire, en payant une somme supplémentaire, comme le droit de transit, qui ne dépasse pas tant pour cent par rapport à la valeur de ces marchan-

dises ». On constate ici un engagement de la part de la Chine à faire aussi des concessions dans les tarifs douaniers, c'est-à-dire à entrer dans la voie du libre-échange.

Ce traité présente donc deux grands traits : l'un libéral et l'autre restrictif; libéral parce que l'ouverture de nouveaux ports à traités marque le début de la politique de la porte-ouverte, restrictif parce que l'étendue limitée de ces ports constitue, par elle-même, une gêne à la liberté absolue.

Pour expliquer la politique de la porte-ouverte, consacrée par le traité de Nanking, jetons un coup d'œil sur le passé. Le régime appliqué jusque-là, était ce qu'on appelle le système de factorerie et de Hang ou Co-Hang. La factorerie représentait l'agence commerciale du côté étranger, et le Hang représentait celle du pays. Ce système avait été inauguré à Canton, la première ville de la Chine continentale qui donna accès au commerce international. Le Hang était un groupe de commerçants organisé, auquel le gouvernement chinois accordait le monopole de commerce avec les étrangers. Cet organe servait en quelque sorte d'entonnoir et d'issue pour les marchandises importées et exportées. Le Hang était chargé aussi d'attributions politiques par le gouvernement chinois vis-à-vis des étrangers. Nous n'insisterons pas autrement sur ce point. Il nous suffira de connaître ses agissements sur les mouvements

commerciaux. Les commerçants étrangers — ceux du pays aussi, mais moins vivement — se plaignaient des entraves apportées dans leurs transactions par suite de l'obligation où ils se trouvaient de s'adresser à un petit nombre de clients et de vendeurs qui formaient une coalition légale. Il y avait là une véritable restriction au commerce, le monopole impliquant nécessairement une limite imposée au trafic, quelque fût le motif ayant inspiré une telle mesure. Le traité de Nanking avait pour effet d'abolir les privilèges du Hang. Dorénavant, les étrangers étaient libres de choisir leurs clients en Chine comme les indigènes. C'était donc un changement important dans le sens libéral.

On ne peut expliquer cette restriction, malgré la porte-ouverte, que par des considérations politiques. L'expérience avait appris au gouvernement chinois à prendre des précautions dans l'intérêt des étrangers aussi bien que de ses nationaux. Ce n'était pas le commerce qu'il s'agissait de limiter, mais le contact, et pour ainsi dire, les conflits entre les indigènes et les étrangers qu'il fallait empêcher de se multiplier. Depuis longtemps on assistait à des disputes et querelles constantes entre les missionnaires étrangers et les habitants, dans l'intérieur du pays aussi bien qu'entre les commerçants étrangers et les commerçants indigènes à Canton. L'isolement immémorial de la Chine lui a conservé des mœurs suscep-

tibles, et sa législation, par tradition, excessivement libérale, a dégénéré, en quelque sorte, en impuissance. On est en présence d'un peuple qui se choque trop facilement de ce qui est différent de ses traditions, d'un gouvernement tenu, envers la personne et les biens des étrangers admis dans son pays, à une responsabilité plus stricte qu'envers ses nationaux, d'une organisation imparfaite de la police intérieure, qui se méfiait de ne pouvoir assurer la sécurité constante de tout ce qui appartient aux étrangers, et enfin d'une législation particulière, dont les mesures répressives surtout ne sont pas acceptées par les étrangers résidant dans le pays. Pour tous ces motifs, le gouvernement chinois jugeait prudent de limiter le commerce extérieur à une certaine étendue de territoire, derrière le seuil, et en même temps d'accorder une extraterritorialité aux étrangers, laquelle est peu compatible avec la souveraineté de la Chine, et doit être restreinte autant que possible. L'extraterritorialité des étrangers en Chine constitue donc, par elle-même, le plus grand obstacle à l'abolition du régime actuel, c'est-à-dire à l'effacement des limites des ports à traités et à l'ouverture du pays tout entier au commerce extérieur. Nous espérons voir cette réforme réalisée sous la république chinoise, par suite de modifications législatives et administratives. Quand l'extraterritorialité étrangère n'aura plus sa raison d'être, les ports à

traités perdront la leur et leur fonction essentiellement commerciale s'étendra à la Chine entière.

SECTION II

Aperçu des traités (1) de commerce entre la Chine et les diverses puissances.

Le traité de Nanking, que nous avons indiqué plus haut, représente les grandes lignes du régime actuel du commerce extérieur de la Chine, mais historiquement, il n'est pas le premier traité de commerce que la Chine ait conclu. Il nous paraît utile de rappeler ici, d'après leur ordre d'ancienneté, les traités de cette nature intervenus entre la Chine et les différentes puissances.

On attribue aux Portugais l'introduction du commerce occidental en Chine, et effectivement l'histoire chinoise relate, au début du xvi^e siècle, l'arrivée de navires portugais à Canton, et considère les Portugais comme les premiers négociants occidentaux qui soient parvenus en Extrême-Orient. Les Portugais établirent leurs postes de commerce (factoreries)

1. Sous le titre de traités de commerce nous désignons les traités ou conventions qui contiennent en tout ou en partie, des accords en matière commerciale : nous y comprenons aussi certains traités qui ont pour objet principal de régler des questions politiques dont les arrangements commerciaux font partie intégrale.

dans certaines villes au bord de la mer, Ning-po, Amoy, Macao, etc., mais il n'y eut pas à cette époque. de traité de commerce entre eux et la Chine ; il n'y eût qu'une tolérance de commerce extérieur, sous le système des factoreries et des Hang. Les choses en restèrent là pendant trois siècles environ. D'autre part, ce ne sont pas les Portugais qui ont conclu les premiers un traité de commerce avec la Chine ; ils ont été précédés à cet égard par bien d'autres puissances.

C'est la Russie qui la première a conclu un traité de commerce avec la Chine. Nous allons commencer par elle et nous passerons ensuite successivement en revue les autres Etats.

A. — *Traité de commerce de la Chine avec la Russie*

1. *Traité de Nertchinsk en 1689.* — C'était surtout du commerce terrestre que la Russie et la Chine, pays voisins, se préoccupaient. Ce traité a réglé la situation des caravanes russes en Chine (commerce officiel russe), et du trafic effectué par les particuliers des deux nations.

2. *Traité de Kiakhta en 1727.* — Il avait pour objet de déclarer la franchise du commerce entre les Russes et les Chinois et de limiter le nombre de personnes russes autorisées à équiper les caravanes pour Pékin.

3. *Traité de Kouldja en 1851.* — Il ouvrit Kouldja et la ville de Tehougoutchak au commerce russe avec franchise des droits douaniers.

4. *Traité d'Aïgoin en 1851.* — L'article 2 du traité autorise les riverains des trois fleuves, l'Amour, le Sangari et l'Oussouri, sujets chinois et russes à trafiquer entre eux.

5. *Traité de Tientsin de la même année.* — Ce traité a une importance particulière. Son article III est ainsi conçu : « Le commerce de la Russie avec la Chine pourra s'effectuer désormais non seulement par voie de terre mais aussi par voie maritime. » Il est à remarquer que c'était pour la première fois que la Russie était admise au commerce maritime de la Chine, dans les mêmes conditions que d'autres puissances maritimes.

6. *Traité de Pékin en 1860* qui a établi le libre-échange absolu entre les Chinois et les Russes le long de toute la frontière orientale et la franchise de tous droits.

7. *Règlement de commerce terrestre* conclu à Pékin en 1862. — Il détermina la zone de franchise et régla les tarifs spéciaux de droits douaniers sur les importations et les exportations russes aussi bien par mer que par terre.

8. *Règlement de Pékin de 1869.* — Il apporte des adoucissements à la question de la contrebande

et à l'interdiction de vente de marchandises en route à destination de Kalgan.

9. *Traité de Pétersbourg de 1881* auquel est incorporé un règlement de commerce terrestre. Le commerce sur les côtes de Tienchan jusqu'à la grande muraille fut déclaré franc de droits et Sou-Tchéou ouvert au commerce russe.

10. *Accord de 1914*. — Il a aboli la zone de franchise établie par le traité précédent. Cette abolition avait été d'ailleurs prévue par le traité même de 1881 pour le cas du développement considérable ultérieur du commerce.

En somme la Russie jouit d'avantages commerciaux tout particuliers en Chine. Elle y est admise par terre et par mer. Elle tire ses avantages surtout du commerce terrestre, parce que le tarif douanier est moins élevé sur les frontières et qu'aucun pays n'a une frontière aussi longue que la sienne avec la Chine. D'autre part, la Russie est seule à profiter d'une combinaison du commerce terrestre et du commerce maritime : Tientsin est un port maritime pour d'autres puissances et un port à la fois maritime et terrestre pour la Russie : les Russes peuvent y arriver aussi bien par terre que par mer et, lorsqu'elle s'en sert dans le premier cas, elle bénéficie d'une réduction de tarif de $\frac{1}{3}$.

B. — *Traités de commerce de la Chine
avec la Grande-Bretagne*

1. *Traité de Nanking de 1842.* — Il a déclaré ouverts cinq ports : Canton, Ning-po, Amoy, Fou-Tchéou-Fou et Changhaï.

2. *Règlement de commerce de 1843,* signé à Honkong, et traité supplémentaire de commerce, dit traité de Hou-mun-Tchaï conclu dans la même année, qui détermina principalement les conditions de contrôle de l'arrivée des navires anglais et de la résidence des commerçants anglais en Chine.

3. *Traité de Tientsin,* signé le 26 juin 1858. — Il a ouvert huit nouveaux ports et révisé les tarifs douaniers.

4. *Accord conclu à Changhaï* le 8 novembre de la même année. — Les tarifs d'importations et d'exportations et le droit de transit en faisaient l'objet.

5. *Règlement supplémentaire de commerce et de navigation.* — Signé à Pékin le 23 octobre 1869, il a trait à l'ouverture de nouveaux ports.

6. *Convention de Tché-fou de 1876.* — Il a complété les traités de commerce antérieurs et particulièrement résolu la question du droit de transit.

7. *Convention de Birmanie-Thibet de 1886.* — Il contient des conventions entre la Birmanie et la Chine.

8. *Accord de Pékin de 1890.* — Il a déclaré l'ouverture d'un nouveau port, Tchung-King.

9. *Convention de Likkin-Thibet.* — Elle a trait à l'ouverture d'un port frontière au Thibet, Yatoung.

10. *Convention de Londres de 1894.* — Elle réglementa le commerce frontière entre la Birmanie et la Chine.

11. *Accord de Pékin de 1897.* — Elle déclare ouverts de nouveaux ports sur le fleuve d'Ouest.

12. *Traité de Changhaï, dit traité Mackay de 1902.* — Il a revisé les tarifs douaniers et envisagé l'abolition éventuelle du « *Likin* » (1).

On sait que la Grande-Bretagne possède au point de vue commercial une situation prépondérante en Chine. Il ne faut donc pas s'étonner que le traité de Nanking ait en quelque sorte, servi de modèle à bon nombre de traités de commerce, conclus plus tard entre la Chine et d'autres puissances.

C. — *Traité de commerce de la Chine
avec les Etats Unis d'Amérique*

1. *Traité de Wang-Chia du 13 juillet 1844.* — Les cinq ports ouverts en vertu du traité de Nanking furent déclarés également ouverts au commerce des

1. Droit établi dans l'intérieur de la Chine, qui frappe les marchandises en transit.

Etats-Unis, avec d'autres conditions semblables à celles établies dans le traité de Nanking.

2. *Traité de Tientsin du 18 juillet 1858.* — Il avait le même objet que le précédent et l'a complété. Dans cette même année, au mois de novembre, il fut signé des articles additionnels ainsi que des règlements de commerce.

3. *Traité supplémentaire de Péking de 1880.* — Il prohiba le trafic de l'opium entre les Américains et les Chinois et établit une limite au droit de tonnage des navires chinois en Amérique et des navires américains en Chine.

4. *Traité de Changhaï de 1903.* — Il comporte des dispositions semblables au traité de Changhaï entre la Chine et la Grande-Bretagne de 1902, sauf des différences de détail.

D. — *Traités de commerce de la Chine avec la France*

1. *Traité de Whampoa du 24 octobre 1884.* — Il assure à la France les mêmes droits aux cinq ports ouverts, qu'à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis et établit une liste de tarifs d'exportations et d'importations par les Français en Chine.

2. *Traité de Tientsin du 20 juin 1858.* — Il complète le précédent et applique les mêmes conditions aux nouveaux ports ouverts à cette date à la suite de la paix faite entre la Grande-Bretagne et la France

d'une part, et la Chine d'autre part. Une liste des tarifs fut dressée au mois de novembre de cette même année.

3. *Traité de Tientsin du 9 juin 1885.* — Il a trait au commerce entre l'Indo-Chine et la Chine ; une convention commerciale de l'année suivante en détermina les conditions en détail.

4. *Convention additionnelle signée à Pékin en 1887.* — Elle stipula un tarif douanier particulièrement réduit pour le commerce frontière.

5. *Convention de Péking de 1895.* — Elle concerne également les conditions du commerce frontière entre l'Indo-Chine et la Chine.

E. — *Traité de commerce de la Chine avec la Belgique*

Le premier traité, dit arrangement de 1845, consiste dans une déclaration de la part de l'Empereur de la Chine que les traités de commerce et de navigation conclus entre la Chine et d'autres puissances seraient applicables à la Belgique. Le second traité signé à Pékin en 1865 a précisé de nouveau les conditions relatives au commerce.

F. — *Traités de commerce de la Chine avec la Suède et la Norvège*

1. *Traité de Canton de 1847.* — Il est modelé en principe sur les traités de commerce existants entre

la Chine et d'autres puissances pour le commerce maritime.

2. *Accord de 1904 sur les tarifs.* — Ceux-ci sont pareils à ceux du traité anglo-chinois de 1902.

G. — *Traités de commerce de la Chine avec l'Allemagne*

1. *Traité de Tientsin de 1861.* — L'Allemagne fut admise au commerce maritime avec la Chine, comme les autres puissances ci-dessus nommées; une liste de tarifs y fut incorporée.

2. *Convention supplémentaire de Péking de 1880.* — Il a réglementé de nouveau le commerce et la navigation.

3. *Accord de 1905.* — Il détermina la condition des douanes de Kia-Tchéou.

H. — *Traités de commerce de la Chine avec le Portugal*

Un traité conclu en 1862 ne fut pas ratifié. Ce ne fut qu'après la solution de la question de Macao en 1887 que des rapports commerciaux sur une base conventionnelle furent établis par le traité de Péking. Ce traité était accompagné de deux autres conventions intéressant spécialement la question de l'opium. Ces différents accords furent conclus dans la même année 1887.

I. — *Traités de commerce de la Chine avec le Danemark*

Le traité de Tientsin du 3 octobre 1863 a admis le Danemark aux mêmes conditions que les autres puissances au commerce maritime avec la Chine.

J. — ... *Avec les Pays-Bas...*

Un traité de commerce fut signé à Tientsin le 6 octobre 1863.

K. — ... *Avec l'Espagne...*

Un traité de commerce fut conclu à Tientsin en 1864.

L. — ... *Avec l'Italie...*

En 1886 un traité fut signé à Péking.

M. — *Avec l'Autriche-Hongrie*

En 1869 un traité fut signé à Péking.

N. — *Avec le Japon*

1. *Traité de Tientsin.* — Il a été conclu en 1871 et est accompagné d'un règlement de commerce. Il a trait aux conditions du commerce entre la Chine et le Japon et à l'ouverture des ports chinois aux Japonais et des ports japonais aux Chinois.

2. *Traité de Péking de 1896.* — Il comporte l'ouverture de nouveaux ports en Chine et repose sur la même base que les traités conclus entre la Chine et les puissances occidentales.

3. *Traité supplémentaire de commerce et de navigation.* — Signé à Changhaï en 1903, il contient des dispositions semblables à celles du traité anglo-chinois de 1902.

O. — *Avec le Pérou*

Un traité en 1874.

P. — *Avec le Brésil*

Un traité en 1881.

Q. — *Avec le Mexique*

Un traité en 1899.

En somme le traité de Nanking entre la Grande-Bretagne et la Chine a donné au commerce extérieur de la Chine un nouvel aspect et a servi de base pour presque tous les traités ultérieurement conclus entre la Chine et les autres puissances.

SECTION III

Extension du commerce extérieur de la Chine dans l'espace

Etant donné que le commerce extérieur en Chine ne s'opère qu'aux ports à traités, le nombre et l'importance des ports servent évidemment de mesure à estimer la position du commerce. Sans doute les producteurs qui alimentent l'exportation et les consommateurs qui digèrent l'importation ne sont pas les seuls habitants des ports, puisqu'une seule entrée, une seule sortie suffiraient pour mettre un pays tout entier en contact plus ou moins direct avec le commerce étranger. Néanmoins il est naturel que dans un pays aussi vaste que la Chine, le commerce extérieur ne puisse exercer une influence considérable qu'avec un grand nombre de points d'accès sur son territoire et dans tous les sens.

C'est aussi un fait incontestable que les ports servent non seulement de champs de transactions commerciales, mais encore de terrain d'établissements industriels étrangers. La coopération de l'industrie et du commerce dans les mêmes lieux contribue

largement au développement du trafic. Les manufactures étrangères établies dans les ports procurent des matières premières à bas prix. La dispense de les transporter dans les usines de leur propre pays leur permet de produire dans de meilleures conditions. Elles vendent leurs marchandises fabriquées aux habitants du pays, avec l'assurance du succès, sans la concurrence indigène. Elles les transportent aussi pour les vendre ailleurs, encore plus cher. On voit que les industries bien outillées, établies dans les ports jouent le rôle à la fois d'importateur et d'exportateur. Cela est avantageux pour elles-mêmes aussi bien que pour le pays où elles sont établies. Les ports sont donc le champ de production, aussi bien que le champ d'échange.

Il nous paraît intéressant de donner la liste des ports ouverts avec l'indication de leur date d'ouverture et de leur situation géographique et aussi d'exposer l'importance commerciale de quelques-uns d'entre eux (Voir tableau page 34).

Par cette liste on constate qu'en Chine il ne reste que très peu de provinces qui soient dépourvues de ports à traité. Il en existe 4 ou 5 qui sont d'ailleurs sans importance au point de vue commercial, du moins pour le moment, car ce sont des provinces éloignées de la mer et des voies d'eau navigables et ne possédant que très peu de chemins de fer. On peut dire que toutes les provinces qui sont suscep-

NOMS DES PORTS	DATES	PROVINCES
	D'OUVERTURE	OU LES PORTS SONT SITUÉS
Fou-Tchéou	1842	Fou-Kien
Changhaï	»	Kiang-sou
Amoy	»	Kouang-tung
Canton	»	»
Ning-po	»	Tché-Kiang
Tché-fou	1858	Chan tung
Tching-Kiang	»	Kiang-Sou
Han-kéou	»	Hou-pé
Kiou-kiang	»	Kiang-si
King-Tchéou	»	Kouang tung
Nanking	»	Kiang-sou
Niou-Tchouang	»	Chung-King
Souatou	»	Kouang-tung
Wen-Tchéou	»	Tché-Kiang
Tientsin	»	Tchili
Pakhoï	1876	Kouang-tung
Wou-hou	»	An-houi
Itchang	»	Hou-pé
Kéou-lon	1886	Kouang-tung
Lappa	»	»
Mong-tzé	»	Yun-nan
Lung-Tchéou	»	Kouang-si
Tchung-King	1890	Sé-tchuen
Ya-tung	1893	Tibet
Hang-Tchéou	1895	Tché-Kiang
Chasi	»	Houpé
Sou-Tchéou	»	Kiang-Sou
Soui-fen-ho	»	Kirin
Lé-mao	»	Yun-nan
Nan-ning	1897	Louang-si
Wou-Tchéou	»	»
San-Choui	»	Kouang-tung
Teng-Yuè	»	Yun-nan
San-tou-ao	1898	Fou-kien
Yo-Tchéou	»	Hou-nan
Tching-Wang-tao	»	Tchili
Kiang-mon	1902	Kouang-tung
Ta-tung-héou	1903	Chung-king
Tchang-cha	»	Hou-nan
Harbin	1905	Kirin
Hun-tchun	»	»
Lung-Tching-Tsun	»	»
Man-tchéou-li	»	Hei-lung-kiang
San-Sing	»	Kirin
Aïgain	»	Hei-lung-kiang

tibles de ports, en possèdent. Il est des provinces dont chacune possède plusieurs ports : Kiang-sou en a 4, Kouang-tung 6, etc.

Pour montrer l'importance commerciale de tel ou tel port, nous avons établi un autre tableau qui présente la valeur comparative de l'exportation et de l'importation des ports principaux pendant trois années : 1914, 1915 et 1916. La valeur est exprimée en Haikouan taëls (1). (Voir tableau page 36).

Dans ce tableau ne figurent que les trois quarts des ports à traités que nous avons indiqués plus haut. Nous laissons en dehors de cette énumération ceux dont la valeur commerciale ne s'est élevée dans aucune des trois années indiquées à la somme d'un million de Haikouan taëls, c'est-à-dire à 3.820.000 fr.

Il est à remarquer que tous les ports nommés jusqu'ici sont sous le contrôle des douanes maritimes chinoises. En fait il ne s'agit pas des seuls ports qui sont établis au bord de la mer. Y sont également compris des ports frontières : Harbin, Mong-tzé, Teng-Yé, Se-Mao, Yatung, Antung, etc., et des ports situés sur les fleuves intérieurs : Tchung-King, Itchang, Chasi-si, Yotchéou, Hankéou, San-Choui, Wou-Tchéou, etc. Cela montre que le commerce

1 : Monnaie conventionnelle qui consiste en un certain poids d'argent, et non en pièces frappées. Pendant les trois années ci-dessus indiquées, un Haikouan taël a valu en moyenne 3 fr. 82.

	1914	1915	1916
Changhai.	386.281.642	399 152.164	420.970.550
Canton	79.024 941	68 165.124	81 014.080
Dairen (1).	66.096 964	60.487 910	79.072.607
Tientsin.	62 445.936	57 534 747	65 198 963
Hankéou	53 194 050	44 214 589	48 363 201
Kéou-lon	40 335 054	42 045 687	42.160.555
Souatou.	29 191.927	27.655 385	25.691.110
Kiao-Tchéou (2).	23.046 788	7.546.299	3 061.232
Soui-fen-ho	18 242 125	22.627.424	31 067.414
Mong-tzé	16.183.296	15.020.074	14.983.807
Lappa.	15.988 315	17.001.678	13 883 827
Antung.	15.888 191	16 975.174	22 813.602
Niou-tchouang.	14 287 928	11 516.825	10.494 062
Wou-Tchéou	13.732 515	13 818.016	15.195.484
Man-téchéou-li.	12.743.422	8 451 058	23.073.640
Amoy.	11 815 091	11.662 440	11.026.812
Fou-Tchéou.	11.208.754	11.584 705	11.026 812
Tché-fou	9.225.294	11.058.709	12.789 878
Kiang-mon	6 580 141	4 514.906	8.958.129
Kiung-Tchéou.	5.027 267	5.821.640	6.019.598
San-Choui.	4 942 712	4 502.497	5 644.898
Nanking	4.675 321	2 506 840	4 894 911
Tchingkiang.	4 517.170	2 974 004	3.559.543
Harbin	3.448.378	2 299 930	1 061.284
San-sing	2.671 216	1.985 327	476 993
Ning-po.	2.651 037	2 931.955	3.467.372
Teng-Yé.	2 572.500	2 939.434	2.304 046
Tchang-cha	2 355.014	857.289	1.155.276
Pakhoi	2.194.129	3.044 794	2 989 785
Kiou-Kiang.	1 927.125	1 815.450	2.436.974
Tchungking.	1 766 847	799.249	670.594
Aïgoïn	1 495.608	603 874	483.484
Wouhou	1 490 249	742.777	1.508 620

1-2. Daïren est de la province de Chung-King, Kiao-Tchéou, de Chantung. Ces deux ports, sous certaines conditions particulières (l'un est occupé par le Japon, l'autre l'a été par l'Allemagne), sont soumis cependant au contrôle des douanes maritimes chinoises.

extérieur en Chine se développe dans tous les rayons et a effectué une pénétration dans le sein du pays.

Il faut ajouter encore que nous avons omis de mentionner à peu près une trentaine de stations sur les fleuves intérieurs, que l'on appelle « ports d'appel ». Ce sont les auxiliaires des ports proprement dits.

Il existe aussi des places qui sont de vrais marchés intérieurs et qui sont ouvertes, dans les conditions les plus favorables, au commerce international. Ce sont des places, qui se trouvent sur le passage ou au terminus des chemins de fer étrangers établis en Chine. Il existe 16 marchés de ce genre dans la région de trois provinces de l'Est. Les douanes de ces marchés échappent au contrôle des douanes maritimes. Le droit de transit n'existe pas pour le trafic effectué par ces chemins de fer.

La longue frontière de Mongolie et du Turkestan, entre la Russie et la Chine, a été une zone franche avant 1914 ; elle ne l'est plus aujourd'hui, et, cependant, le commerce des voisins y fait sans cesse des progrès.

En somme, la multiplication d'accès du commerce extérieur en Chine est considérable depuis la porte ouverte. Sous le nom de ports à traités, on désigne indistinctement tous les ports, y compris ceux qui ont été ouverts par la Chine elle-même, sans que soit intervenu de traité avec aucune puissance, par

exemple : San-tou-ao, Yo-Tchéou. En dehors de tout engagement, la Chine elle-même a intérêt à développer son commerce extérieur, et ceci suffit pour être rassuré sur son avenir.

CHAPITRE II

Influence du commerce extérieur sur la situation financière de la Chine

SECTION I

Introduction de l'inspectorat des douanes maritimes et avantages qu'il procure aux finances publiques

Un organe qui occupe une place éminente dans l'administration financière chinoise et qui intéresse particulièrement le commerce extérieur, est l'institution de l'inspectorat des douanes maritimes.

L'origine de cette institution ne remonte qu'au début de la seconde partie du xix^e siècle. Lorsque la rébellion de Taiping éclatait à Kouang-Li, elle ne tardait pas à dévaster plusieurs provinces du Sud. L'administration était sérieusement troublée. Beaucoup de fonctionnaires quittèrent leurs postes. Les douanes indigènes se trouvaient dans l'impossibilité de fonctionner là où les rebelles s'étaient installés, notamment à Changhaï. Le commerce cependant continuait.

Une mesure provisoire fut prise. Les consuls des puissances en commerce avec la Chine s'engagèrent, pour le compte des douanes chinoises, à percevoir les droits de douanes, payés par leurs nationaux respectifs, et à les remettre, plus tard, à l'autorité chinoise. Ce système était très gênant pour les consuls. Il fallut établir un bureau spécial pour décharger les consuls, comme dépositaires des recettes des douanes, tout en admettant leur concours, dans une nouvelle organisation. Ce fut l'objet de la convention de Changhaï, signée le 29 juin par le consul de l'Angleterre, Sir Rutherford, celui de la France, M. B. Eden, et celui des Etats-Unis, M. R. C. Murphy, d'une part, et par le Tao-tai de Changhaï Wou-Kien-Tchang, d'autre part.

Le résultat de cette convention fut la nomination de trois inspecteurs des douanes maritimes, un anglais, Sir Thomas F. Wade, un français, M. Arthur Smith et un américain, M. L. Carr. Sir Thomas F. Wade était chargé de l'organisation fondamentale. Il fut plus tard remplacé par M. Horation Nelson Lay (anglais). Celui-ci céda plus tard sa place à Sir Robert Hart (anglais).

Sir Robert Hart est une grande figure dans l'histoire de l'organisation des douanes maritimes chinoises. Lorsque l'inspecteur général, M. H. N. Lay, était chargé d'une commission en Angleterre par le gouvernement chinois, c'étaient Sir Robert Hart et

M. Fertz-Roy qui remplissaient provisoirement la fonction d'inspecteur général. Deux années plus tard, par suite de la démission de M. H. N. Lay, cette fonction fut définitivement confiée à Sir Robert Hart. C'est à lui que les douanes maritimes chinoises doivent leur base solide, leur outillage complet et leur fonctionnement vigilant et efficace.

La base de cette organisation consiste dans l'introduction du système européen en Chine. Par la force de l'habitude, on s'était accoutumé depuis longtemps à l'ancien système des douanes indigènes, et non seulement nombre d'indigènes, mais aussi beaucoup de commerçants étrangers, s'opposaient à la nouvelle institution. Ils se révoltaient surtout contre le dévouement et la vigilance que déployait Sir Robert Hart dans son service. La Chambre de commerce de Hong-Kong se faisait remarquer par la violence de ses attaques. Elle accusait l'inspecteur général de s'écarter des traités conclus entre la Chine et certaines puissances et de chercher à plaire au gouvernement chinois, qui l'avait nommé, en sacrifiant les intérêts même de ses compatriotes. Tout cela n'était que des mensonges ou des exagérations dont le mal-fondé fut d'ailleurs reconnu par le gouvernement britannique (1). La vérité était que le nouveau système était plus serré, plus austère que l'ancien. Il ne

1. Sargent, *Commerce et Diplomatie anglo-chinoise*, p. 151.

tolérait plus de calculs dépourvus de tout scrupule et illégaux que l'ancien système se montrait impuissant à réprimer. Il gênait naturellement les habitudes simplistes, surtout au début de son application.

Pour constater les mérites du nouveau système, il importe de parcourir son mécanisme.

Le service des douanes maritimes se compose de trois sections sous le nom de trois départements : 1^o Le département du Revenu qui se divise en trois corps : *a*) Le corps intérieur (indoor staff) qui s'occupe de la direction générale du contrôle et du secrétariat ; *b*) Le corps extérieur (outdoor staff) qui exerce une inspection effective et exécute toutes les mesures préventives ; *c*) Le corps de Côte qui se compose de navires équipés, jouant le rôle de police douanière le long des côtes qui leur sont confiées. 2^o Le département de Marine qui s'occupe surtout de la construction de navires et de l'établissement et du fonctionnement des phares. 3^o Le département des Travaux, dont le personnel est le moins nombreux et dont les places importantes sont réservées aux ingénieurs.

On y comptait, autrefois, le département d'Éducation qui se composait de deux écoles : Touang-Wen-Kouan à Péking et Touang-Wen-Kouan à Kouang-tung. Elles enseignaient les langues étrangères aux Chinois, en vue de la préparation des candidats du personnel de l'inspectorat des douanes maritimes.

Aujourd'hui, les langues étrangères sont enseignées partout en Chine. Ces deux écoles ne gardent plus leur titre et leur caractère, ne faisant plus partie intégrale de l'organisation douanière.

Les traits caractéristiques de ce nouveau système, qui le distinguent nettement de l'ancien système indigène, sont les suivants :

1. *L'indépendance*, ou plutôt la *centralisation*. —

L'ancien système permettait aux gouvernements locaux de retenir la plupart des recettes douanières, tandis que le nouveau système dirige toute la somme perçue vers le gouvernement central, à l'exclusion de l'intervention de toutes autorités locales.

2. *L'unité*. — L'inspecteur général, sous les ordres du Soui-Wou-Tchu (le conseil des revenus) est le seul dirigeant dans toute l'étendue des établissements douaniers maritimes où les commissaires exécutent ses ordres. Il nomme tout le personnel de son service, et assume lui-même toute responsabilité pour la gestion effectuée par ses subordonnés.

3. *L'intégralité*. — C'est un outillage complet destiné à la collection du revenu douanier. Toutes les pièces nécessaires s'y trouvent. On commence par inculquer au personnel du service les qualités qui lui sont nécessaires. Puis des mesures exécutives préventives et de contrôle sont mises en jeu, tous les éléments utiles au service des douanes, même sortant de l'intérêt immédiat du service, par exemple

le service des phares, entrent dans le cadre essentiel de l'organisation

4. *Le contrôle vigoureux et minutieux.* — C'est à cause de ce contrôle que beaucoup de commerçants étrangers protestaient, au début, contre le nouveau système et déclaraient préférer l'ancien système indigène. Voici par exemple le passage d'une lettre de commerçants américains adressée, en 1856, à leur ministre en Chine : « Les affaires de douanes en Chine sous la surveillance chinoise sont dirigées avec une facilité qui aide considérablement à la prompte expédition des affaires et au changement rapide de bateaux lorsqu'il importe d'aller vite, tandis qu'avec ces règlements minutieux et en quelque sorte vexants, établis par les inspecteurs actuels, ces avantages disparaissent... (1). » Mais là réside précisément le mérite du système. En vue d'empêcher toute fraude, force a été de s'exposer à une impopularité passagère en mettant en pratique des mesures plus ou moins vexatoires.

5. *L'adaptation des usages européens dans l'intérêt du pays.* — A l'exception des protestations soulevées au début chez les commerçants étrangers, qui avaient été accoutumés à la facilité de l'ancien système indigène, tout le monde est d'accord pour reconnaître les avantages de l'introduction du système européen dans l'administration chinoise, étant

1. H. B. Morse, *The trade and administration of China*, p. 369.

donnés les rapports constants existant entre l'administration douanière et les négociants occidentaux. En présence d'un système aussi conforme à l'esprit des étrangers que favorable à l'intérêt des indigènes tout malentendu doit nécessairement se dissiper.

Il nous reste à démontrer les avantages que cette organisation a procurés aux finances publiques de la Chine, c'est-à-dire à indiquer les recettes réalisées par les douanes maritimes et à signaler l'influence bienfaisante que celles-ci exercent sur la situation financière de la Chine.

Les douanes maritimes constituent une des ressources fiscales les plus fécondes en Chine. Pendant longtemps leur revenu occupait la première place parmi toutes les autres ressources. D'après le tableau des divers revenus de la Chine, dressé par M.-H.-B. Morse (1), qui lui-même se fonde sur l'enquête faite par M. Barker, la prééminence des recettes douanières s'accroît.

	Taëls
1. — L'impôt foncier.....	25,887,000
2. — Les tributs.....	7,420,000
3. — Les douanes indigènes..	4,160,000
4. — La gabelle.....	12,600,000
5. — Diverses taxes.....	3,856,000
6. — Les douanes maritimes..	35,111,000
7. — Likin.....	13,890,000
Total.....	102,924,000

1. Morse, *The trade and administration of China*, p. 111.

Le chiffre du revenu des douanes maritimes dépasse donc tous les autres et forme plus d'un tiers de la totalité des revenus. Ce tableau a été dressé en 1905, et représente une année normale de cette période.

Depuis la révolution, la position s'est modifiée ; le revenu des douanes maritimes recule au troisième rang, pour céder le premier à l'impôt foncier et le deuxième à la gabelle. Toutefois cela ne veut pas dire que le revenu douanier maritime soit en baisse. L'explication de ce fait tient à ce que dès la révolution on a réorganisé la gabelle et amélioré le système de perception de l'impôt foncier. Ce sont des œuvres récentes de la république chinoise. Quant au revenu des douanes maritimes, il reste normal, en progressant lentement. Voici quelques chiffres du revenu des douanes maritimes avant et après la révolution de 1911.

Haikouan taëls

1889.....	21,823,762
1894	22,523.605
1899	26,661,460
1904.....	31,495.156
1909.....	35,539,917
1914.....	38,917,525

Il n'a donc nullement perdu de son importance.

Outre la part considérable qu'il représente dans les recettes publiques, le revenu des douanes maritimes sert à l'Etat d'appui pour son crédit. Au cours

d'un demi-siècle, la Chine a contracté un grand nombre d'emprunts étrangers, dont la plupart sont garantis par le revenu des douanes maritimes, sauf les emprunts de chemins de fer. Cette garantie est soit unique, soit principale : unique, comme dans les emprunts de £ 1,635,000 à la Hongkong and Changhaï Bank en 1894, et de £ 3,000,000 à la même banque, en 1895 ; principale comme dans l'emprunt russo-français de 4,000,000,000 de francs, et auquel le gouvernement russe a ajouté la garantie des douanes maritimes. Elle est aussi parfois accessoire, comme dans l'emprunt de £ 1,000,000 à Arnhold Karberg et Co en 1895, dit emprunt de Nanking, qui est garanti principalement par la taxe du sel et le Likin de la province de Kiang-Sou, et accessoirement par le revenu des douanes maritimes. Nous ne citons ces emprunts qu'à titre d'exemples. Il faut reconnaître que la charge totale qui pèse aujourd'hui sur les douanes maritimes est déjà bien lourde. Cependant la perspective du développement du commerce extérieur de la Chine et la bonne administration de l'inspectorat donnent à cette garantie une solidité constante et la rendent toujours séduisante aux yeux des prêteurs.

SECTION II

Drainage d'argent de la Chine par le commerce • extérieur et en particulier par l'opium

Toute importation qui n'est pas payée par l'exportation implique nécessairement la sortie d'une quantité d'argent, sauf son retour, en vertu de créances du pays et d'éléments autres que le commerce. Estimer la quantité d'argent ainsi sorti, c'est poser la question de la balance de commerce. Nous réservons cette question pour la deuxième partie de notre étude. Pour le moment nous nous bornerons à retracer l'histoire du commerce de l'opium en Chine. Car c'est à propos de l'opium que la Chine a commencé à se plaindre du drainage de l'argent. C'est pour empêcher ce drainage que la lutte du commerce a dégénéré en une lutte armée pour la première fois entre la Chine et une autre puissance. La question de l'importation de l'opium, en dépit de l'agitation qu'elle avait causée de bonne heure, a dominé très longtemps le commerce extérieur de la Chine et a persisté jusqu'à une date toute récente. Aussi son histoire mérite-t-elle d'être rappelée.

L'utilité médicale du pavot a été reconnue en Chine dès le ^x^e siècle. Au ^{xvi}^e siècle les Espagnols y introduisirent la façon primitive de fumer l'opium, qu'on

extrayait du pavot, en le mélangeant avec du tabac. Plus tard on le fuma sans tabac et c'est grâce à ce dernier usage que le commerce d'opium prit une réelle importance.

Le gouvernement chinois aperçut de bonne heure le mal que l'opium infligeait à sa population. Le premier décret impérial déclarant criminels le fumeur et le vendeur d'opium fut promulgué en 1729. Ce décret resta malheureusement lettre morte, ainsi que certains autres édictés plus tard. Il faut d'abord remarquer que cette déclaration était uniquement inspirée par des considérations morales. Il ne s'agissait pas de préoccupations de défense financière. La quantité d'opium importé par an était encore relativement minime, comparée à celle du siècle qui suivit. D'ailleurs la Chine n'avait pas encore eu à souffrir de la sortie des métaux précieux du pays, parce qu'elle achetait peu de produits étrangers tandis qu'elle vendait beaucoup de thé. Elle jouait en réalité le rôle de monopolisateur dans la production du thé. La compensation par l'importation métallique aux importations de marchandises était plus que suffisante.

Les Portugais furent les premiers importateurs d'opium en Chine. Vers la fin du ^{xvii}e siècle, les Anglais commencèrent à leur faire concurrence. C'était la Compagnie de l'Inde Orientale (the East India Company) qui représentait la factorerie anglaise

en Chine. L'Inde, pays producteur d'opium par excellence, trouva de vastes débouchés en Chine et ne produisit plus tard que pour la Chine. La Compagnie travailla dans cette direction pendant cinquante ans (de 1781 à 1830) et réussit à renverser la position du commerce extérieur de la Chine dans ce sens que la balance du commerce favorable jusqu'alors pour la Chine cessa de l'être à partir de cette date.

Le progrès de l'importation de l'opium en Chine, pendant un siècle, se constate dans les chiffres suivants :

	Caisses (1)
1729.....	200
1790.....	4,000
1820.....	5,000
1830.....	16,877

Ces chiffres comprennent aussi l'opium importé par les Portugais, les Persans, mais c'est la Compagnie de l'Inde orientale qui jouait le rôle prédominant.

Entre l'importation totale et l'exportation totale pendant une période de dix années (de 1838 à 1840) on constate un écart annuel de 2 millions de taëls en balance défavorable, et on imputa cette somme à juste titre au paiement de l'opium, puisque c'était celui ci qui formait l'objet principal des importations et que c'était précisément par la quantité grandis-

1. Une caisse équivaut à 80 kilogrammes.

sante de cette importation que cet écart se produisait et s'élargissait sans cesse.

Le gouvernement chinois effrayé de cette constatation mit beaucoup d'énergie à combattre le trafic de l'opium. En 1837 un décret impérial renouvela la prohibition d'importer de l'opium. Des décrets analogues étaient intervenus à maintes reprises, sans jamais avoir été rigoureusement appliqués, mais cette fois le gouvernement prit une décision inexorable et nomma M. Lin-tzé-sui commissaire pour mettre à exécution la prohibition. Lin, homme résolu, opiniâtre et vigilant, aurait réussi à remplir parfaitement sa mission, s'il avait été nommé, à cet effet, plus tôt, à l'époque où les mauvaises herbes n'avaient pas encore eu le temps de se développer en arbres, et il aurait suffi, alors d'un coup de main pour les déraciner. Malheureusement l'activité qu'il déploya alors menaçait de destruction trop d'intérêts engagés dans ce commerce illicite. Il fut accusé d'avoir provoqué la guerre de l'opium, la fameuse guerre entre la Grande-Bretagne et la Chine en 1840.

Un long récit de la guerre d'opium serait hors de propos. Ce qui doit nous frapper c'est le point de vue financier qui attira surtout l'attention du gouvernement chinois. Deux considérations étaient en jeu : l'une morale, l'autre financière. La première était absolue ; la seconde relative. Avant 1830, la prohibition ne s'inspirait que de considérations morales,

les finances nationales étant à l'abri. Les décrets impériaux restèrent pendant longtemps négligés des autorités locales, tout au plus appliqués sans énergie. Le plus remarquable est le décret de 1830 qui défendit d'une façon absolue l'importation de l'opium. En effet, dès cette date, il n'existait plus de trafic flagrant de l'opium, mais il s'effectuait sur cette denrée une contrebande systématique et organisée. Le transport de l'opium se faisait par des bateaux indigènes. Il est curieux de constater que c'est surtout pendant la période de contrebande que l'importation d'opium prit un élan formidable. En réalité, ce n'était qu'aux yeux du gouvernement de Péking que ce trafic était qualifié de contrebande. Les autorités locales étaient de connivence avec les commerçants; elles taxaient l'opium d'une façon indirecte et en atténuaient ainsi beaucoup le caractère de contrebande. Le gouvernement ne s'efforçait pourtant pas de supprimer ces abus inouis. Des mesures rigoureuses ne furent prises qu'à la veille de la guerre de l'opium. Et cela ne peut s'expliquer que par l'importance des préoccupations financières qui s'ajoutaient aux considérations morales.

Le décret impérial de 1837 a attaché une telle importance à la sauvegarde de l'argent du pays qu'il a donné lieu à des interprétations fâcheuses qui se retournaient contre son but. Une interprétation saisissante fut fournie par M. Elliot, représentant du

gouvernement britannique en Chine. Il dit que si en combattant l'opium on n'avait en vue que d'interdire la sortie de l'argent du pays, le trafic de l'opium ne devait pas être absolument condamnable (1). Car c'est devant la morale seule que ce commerce doit subir une condamnation absolue. Or, la principale préoccupation du gouvernement fut sensiblement déplacée entre 1800 et 1837.

Chose curieuse, la guerre soulevée par la question de l'opium s'est terminée par une convention qui n'a réglé, en aucune façon, la question. La Chine vaincue se considérait comme obligée de laisser passer ce contre quoi elle avait protesté auparavant. L'opium entra donc en Chine comme avant la guerre et par suite de l'ouverture d'une série de ports, la quantité importée s'accroissait davantage, à raison des entrées multipliées. Les choses restèrent dans cet état d'incertitude pendant une quinzaine d'années, Tout en fermant les yeux, le gouvernement chinois n'avait jamais reconnu légal le trafic d'opium jusqu'en 1858.

A cette date, la Chine était troublée par la guerre civile ; sa trésorerie était épuisée et le gouvernement songeait à tirer parti du commerce extérieur, surtout de l'importation de l'opium, la seule marchandise envers laquelle la Chine n'était pas liée par le tarif conventionnel. Vers la même date l'inspectorat des

1. Sargent, *Anglo-chinese commerce and diplomacy*, p. 70.

douanes maritimes fut confié aux mains des étrangers. Ces derniers tenaient à concilier l'intérêt de la Chine et celui des commerçants étrangers. On fit de la contrebande un commerce légal. La légalité du commerce d'opium fut déclarée par le traité de Tientsin de 1858. Le tarif particulier pour l'importation de l'opium fut fixé à 30 Haikouan taëls par picul (1), et au plus 80 Haikouan taëls par picul à titre de Likin, tandis que toutes les autres marchandises ne payaient que 5 o/o *ad valorem* pour l'entrée et un demi-droit pour le transit. Cela satisfaisait les exigences fiscales du gouvernement chinois. Mais ce que gagnaient les finances de l'Etat était bien loin de compenser ce que perdaient les finances nationales.

On prétendait que la lourde taxation sur l'opium aurait pour effet d'en restreindre l'importation. En réalité cela fut peu sensible. Il est vrai que dès 1883, l'importation de l'opium tendait à décroître, mais il ne faut pas oublier que l'autorisation de cultiver l'opium en Chine fut annoncée en même temps que parut la législation de son importation, et ce fut la culture intense qui en fut faite qui réussit, dans une certaine mesure, à en diminuer l'importation. Il est encore à noter que la culture de l'opium occupait des étendues énormes du sol qui auraient pu être utilisées

1. Un picul équivalent à 60,453 kilogrammes.

pour les céréales, le coton, etc., dont la Chine pouvait avoir besoin, et, à défaut, exporter. Les cultivateurs d'opium étaient eux-mêmes des déserteurs de la saine agriculture, et, avec leur produit, créaient un nombre infini de fumeurs d'opium, au détriment du travail général.

Quoi qu'il en soit, l'importance de l'opium, tant qu'elle dura, occupa toujours une place prééminente dans le commerce extérieur de la Chine. Seulement à mesure que les marchandises étrangères importées augmentaient en nombre et en quantité, on pouvait moins imputer à l'opium le drainage de l'argent du pays. Mais si le commerce de l'opium est à tous égards condamnable, et ceci tout le monde le reconnaît, parce qu'il ne procure au pays importateur que des maux, il en faudrait conclure que chaque sou payé pour cet objet est une pure perte, étant donné surtout la place importante qu'il occupe.

Les statistiques montrent que même après 1910, époque voisine de celle de l'abolition du commerce d'opium, la valeur de l'opium annuellement importé n'est inférieure qu'à celle des marchandises cotonnières. Il occupait donc encore la seconde place parmi les matières d'importation, et cela malgré la production d'opium indigène et malgré la réduction annuelle de son importation promise par le gouvernement de l'Inde en 1907 et par le gouvernement de la Grande-Bretagne en 1910.

A côté du courant révolutionnaire, l'agitation générale en Chine contre l'opium devenait de plus en plus enthousiaste ; une convention entre la Grande-Bretagne et la Chine, en 1910, désignait l'année 1917 comme devant marquer la fin du commerce de l'opium, à la condition que la Chine eût supprimé la culture de l'opium dans toute l'étendue du pays. La Chine a rempli son engagement et le commerce de l'opium a été aboli le 31 mars 1917.

La question de l'opium n'a plus aujourd'hui qu'un intérêt historique. Cependant la situation financière d'un pays étant la résultante de toutes les péripéties de l'histoire, surtout des plus récentes, nous devons tirer de cette expérience des leçons.

En premier lieu, le besoin humain est infini. Non seulement des objets de luxe, mais encore des poisons, comme l'opium, peuvent devenir une nécessité. Les producteurs créent les consommateurs. Lorsqu'une consommation, même vénéneuse, devient une habitude, on ne peut la supprimer qu'avec de grandes difficultés. L'abus de la politique du « laisser faire, laisser passer » eut abouti à sanctionner un véritable empoisonnement.

En second lieu, des préoccupations d'ordre fiscal peuvent aboutir au sacrifice de la richesse nationale. Il en a été ainsi lorsque la contrebande de l'opium a été favorisée par les autorités locales pendant la première moitié du XIX^e siècle en vue d'y puiser des

taxes occultes — et aussi lorsque le commerce de l'opium est devenu légal pendant la moitié du xix^e siècle et jusqu'en 1917 afin de pouvoir le frapper de droits élevés.

En troisième lieu, le meilleur moyen de limiter l'importation, est d'encourager l'industrie nationale. La production énorme de l'opium indigène a, en effet, réussi à arrêter le progrès de l'importation de l'opium dès 1888. Malheureusement cette industrie est aussi condamnable que ce commerce.

SECTION III

Système particulier du droit de transit constituant
un *imperium in imperio* dans le commerce intérieur
de la Chine

Le droit de transit correspond à tous les droits qui frappent les marchandises en circulation dans l'intérieur. Logiquement, ce droit sur les marchandises importées et exportées suppose une somme plus ou moins équivalente à celle payée par les marchandises circulant dans l'intérieur et ne faisant l'objet ni d'exportation ni d'importation, pourvu que le parcours pris par celles-là soit le même que par celles-ci. Le système appliqué en Chine est tout autre.

D'abord, il faut reconnaître que les divers droits,

soit établis par le gouvernement de Péking, soit exigés par les autorités locales, sur les marchandises circulant dans l'intérieur, sont très gênants. Nous ne les défendons pas. Ce qui est singulier, c'est le système de transit, qui constitue un privilège exorbitant pour les produits importés et exportés. On ne peut le justifier que par une réponse empirique en se fondant sur la base conventionnelle. Cependant, il choque l'esprit de justice, même chez ceux au profit desquels la convention a été faite.

Jusqu'en 1842, les droits de douanes en Chine étaient déterminés par les autorités indigènes seules. La question de transit ne se posait pas. Le traité de Nanking de 1842 entre la Grande-Bretagne et la Chine marque le début du tarif conventionnel. L'article X, après avoir prévu la notion de droits douaniers justes et réguliers, a fait allusion au droit de transit, « au paiement d'une somme supplémentaire comme le droit de transit qui ne dépassera pas tant pour cent par rapport à la valeur de ces marchandises ». Une déclaration signée en 1843 ajoute que le droit de transit ne dépasserait pas le taux jusqu'alors appliqué, qui était un taux modéré.

Il est à remarquer que ni dans le traité de Nanking de 1842 ni dans la déclaration de 1843, on n'a précisé de taux fixe pour la nouvelle application pouvant en être faite. Par sa nature, le droit de transit se comprend mieux lorsqu'il a trait aux règlements

du commerce intérieur qu'à ceux du commerce extérieur et c'est probablement pour cette considération que la partie contractante, l'Angleterre, au profit de laquelle les conventions devaient résoudre le problème du transit ne se pressait pas de résoudre catégoriquement la question. Tandis que le droit de douanes stipulé fut mis tout de suite en vigueur, les autorités indigènes continuaient à déterminer le droit de transit. On hésitait à résoudre nombre de questions délicates qu'aurait soulevées la séparation des marchandises circulant dans l'intérieur, en deux catégories : celles de l'importation ou de l'exportation et celles en dehors de ces deux cas.

La question la plus débattue, était de préciser la portée de protection que le certificat de transit accordait à la marchandise importée. Dans le traité de Nanking il n'est question que de marchandises et aucune allusion n'est faite à la propriété de ces marchandises. Les termes de l'article X « transportées par les commerçants chinois » ne concernent que les marchandises aux mains de commerçants chinois et ne désignent nullement leur propriétaire. Il semble que du moment que les indigènes se rendent propriétaires de la marchandise importée, les autorités indigènes sont compétentes pour leur imposer des taxations, même arbitraires, sans soulever aucune protestation de la part de l'importateur étranger. Cependant les commerçants étrangers, pour justi-

fier leur vente des certificats en même temps que des marchandises aux indigènes, prétendaient que les certificats de transit devaient protéger les marchandises, même déjà appropriées par les indigènes. Malgré les protestations des autorités indigènes, on était obligé de faire droit à tout possesseur de certificats, fût-ce un Chinois, car la propriété de marchandises est souvent un fait obscur et le possesseur de certificat peut toujours se présenter comme agent de l'importateur étranger. Cet abus était mal vu des autorités indigènes qui le considéraient comme une fraude au fisc.

Quant aux marchandises indigènes à exporter, le traité de Nanking n'y faisait aucune allusion. La question du transit ne se posa donc qu'au traité de Tientsin en 1858. Ce dernier signé entre les mêmes puissances envisageait à la fois l'importation et l'exportation et établit un taux du droit de transit devant se rapprocher autant que possible de la moitié du tarif douanier pour l'importation comme pour l'exportation. Pour l'importation le certificat de transit devait être délivré par l'autorité douanière par suite de perception du droit de transit. Pour l'exportation la certification devait être délivrée par la première barrière où les produits indigènes commencent à voyager. L'application de cette dernière mesure était la plus irritante pour l'opinion publique, puisqu'on frappait de très lourdes taxes les produits indigènes

en circulation, qui n'étaient pas destinés à l'exportation. Il y avait là encore une prime, ou un avilissement, pour les mêmes produits indigènes selon qu'ils allaient sortir du pays ou non.

De même que les indigènes ayant acheté les marchandises importées, avaient intérêt de se rendre également acquéreurs du certificat de transit pour couvrir la circulation continuelle de ces marchandises, de même ceux qui voulaient faire circuler leurs produits indigènes à l'abri de taxes régulières avaient intérêt à emprunter le nom d'un commerçant étranger et à lui demander le service de leur procurer un certificat de transit, sous le prétexte d'exporter ces produits. D'où un double trafic de certificats de transit. D'ailleurs le système conventionnel de transit n'était pas partout appliqué, à cause de la négligence des autorités locales, mais là où il l'était il aboutissait à une augmentation du tarif, par exemple à Nong-po. Les choses allaient si loin qu'un commissaire ému de l'abus de cette pratique n'hésitait pas à s'écrier : « c'est une atteinte à l'honneur des gouvernements étrangers, d'avoir des privilèges extorqués au nom de la justice et d'en abuser au profit de quelques individus » (1).

Des deux côtés c'étaient des plaintes réciproques. Les commerçants étrangers se plaignaient de l'inexé-

1. Sargent, *Anglo-chinese commerce and diplomacy*, p. 159.

cution du système conventionnel de transit dans plusieurs ports, par les autorités locales ; ces dernières se plaignaient des abus des privilèges des premiers. Au bout d'une dizaine d'années on chercha à remédier à cet état de choses. M. Alcock, consul anglais, proposa un arrangement dans lequel la question de transit était résolue dans les termes suivants : « Les marchandises de coton, de lin et de laine importées par les marchands britanniques payeront à la fois le droit d'entrée et le droit de transit en même temps, au moment de leur entrée... La Chine accepte que les marchandises, ci-indiquées, soient exemptées de toutes autres taxes et charges quelles que ce soient ». Cette combinaison très simple fut imaginée pour couper court à la question de la propriété des marchandises, parce que, en rendant obligatoire le paiement du droit de transit à l'entrée — jusqu'alors on avait le choix entre la demande d'un certificat de transit et la soumission aux taxes régulières — on sous-entendait que le droit de circulation donné par le certificat appartenait à la marchandise et non à l'importateur, puisque la propriété de la marchandise pouvait être transférée avant toute circulation des mains étrangères aux mains indigènes au moment même de l'entrée. Dans ce cas, si l'on refusait le droit de circulation à la marchandise le paiement obligatoire du droit de transit ne s'expliquait plus, et du même coup on enlevait au com-

merce des certificats de transit toute raison d'être, puisque désormais le certificat devait s'attacher définitivement aux marchandises et non à la personne dans les mains de laquelle elles se trouveraient.

Cette combinaison semble plutôt dans l'intérêt des importateurs étrangers que dans celui du fisc chinois. Cependant c'étaient les commerçants anglais qui protestaient le plus violemment. Ils repoussaient avec vigueur le caractère obligatoire du paiement du droit de transit en même temps que de celui du droit de douanes. Ils craignaient que ces deux droits ne se confondissent en un seul. Dans ce cas, ou bien les autorités indigènes tendraient à considérer le paiement du droit de transit comme additionnel au droit douanier et chercheraient à établir, de nouveau, un droit de transit ; ou bien, si un jour la Chine enlevait elle-même toutes les barrières intérieures, ce droit de transit déjà incorporé dans le droit de douanes, ne pourrait pas en être détaché et supprimé. Quoi qu'il en soit, la convention d'Alcock de 1869 n'a pas été ratifiée.

Il faut d'ailleurs remarquer qu'en cas de ratification, cette convention n'aurait résolu que la moitié de la question du transit, puisqu'elle n'envisageait que l'importation, et même moins de la moitié, puisqu'elle ne concernait que quelques matières principales d'importation : le coton, le lin, la laine.

Les choses continuèrent donc comme elles étaient.

Pour donner au traité son interprétation véritable et pour concilier les divers intérêts en présence et l'idée d'équité, beaucoup d'esprits, les plus nobles, ne voulaient pas brusquer la solution. Lord Elgin ne contestait pas la thèse soutenue par la Chine sur la propriété des marchandises. Sir Robert Hart exposait impartialement les vues des deux côtés opposés et reconnaissait la nécessité fiscale qui poussait la Chine à multiplier les taxations dans l'intérieur. Il paraissait impossible de résoudre la question d'une façon satisfaisante. C'est ce qui explique que la solution ait été si lente à intervenir. Toutefois une convention, dite convention de Tché-fou, en 1878, mit fin à cette situation.

Cette convention régla la question de transit. Ce furent encore les traités précédents qui lui servirent de base. Il s'agissait d'un simple abandon de prétentions de la part de la Chine. L'article IV est ainsi conçu : « Le gouvernement chinois accepte que le certificat attestant le paiement du droit de transit soit établi sous une seule règle aux ports ; aucune différence ne sera faite dans les conditions y attachées ; et en ce qui concerne l'importation, la nationalité de la personne, possesseur ou transporteur de la marchandise sera indifférente. Les produits indigènes transportés d'un centre intérieur à un port d'embarquement avec l'intention, *bonâ fide*, d'être dirigés sur un port étranger pourront être certifiés

par le sujet britannique intéressé, et exemptés, par le paiement d'un demi-droit douanier, de toutes les charges exigées sur eux en route. Si les produits ne sont pas la propriété du sujet britannique, ou, tout en étant transportés à un port, ne sont pas destinés à l'exportation, ils n'auront pas droit à l'exemption... »

On voit que désormais la question de propriété ne se pose que pour les produits indigènes. Une fois appropriés par un exportateur étranger, ces produits obtiennent le même privilège que les marchandises importées.

En tout cas, dans l'intérieur du pays, le fisc ne peut s'exercer que contre la circulation des produits indigènes qui restent indigènes. Répétons que ce n'est pas la lourde et vexatoire taxation comme le Likin que nous voulons généraliser. Nous nous bornons à noter une iniquité frappante dans les exigences de l'administration financière.

DEUXIÈME PARTIE

Balance du commerce de la Chine et politique économique suivie par la Chine

CHAPITRE PREMIER

Importance particulière de la balance du commerce de la Chine dans sa balance des comptes : — Peu d'influence réactive de la dernière sur la première.

Le commerce extérieur dans son sens rigoureux n'implique pas toutes les relations internationales dans lesquelles un pays se constitue débiteur ou créancier vis-à-vis d'un autre, bien que des économistes modernes, en établissant la balance du commerce d'un pays, ne laissent pas de rassembler tous les éléments qui auraient pour effet d'engendrer une créance ou une dette étrangère en dehors de la

valeur d'importation et d'exportation. L'idée de la balance des comptes est relativement moderne. Elle se propose de corriger la notion primitive de la balance du commerce. Adam Smith a refusé la conception mercantile et préféré à la notion de balance du commerce l'idée d'un équilibre général entre la production et la consommation. J.-B. Say, tout en construisant la théorie des débouchés, n'a pas accepté l'idée de la balance favorable du commerce dans les excédents d'exportation. Même à une époque plus ancienne, au xvii^e siècle, Child qui ne s'écartait pas de l'idée de balance du commerce, n'attachait qu'une importance secondaire aux chiffres des produits exportés et importés, et considérait comme un avantage décisif la supériorité des moyens des transports maritimes anglais. D'autres économistes ont cru trouver dans le change international la meilleure mesure des importations et des exportations, au lieu de la chercher dans leurs statistiques mêmes. Cette conclusion a été notamment émise par Dutot, Goschen et Léon Say. Enfin, on a soutenu que l'introduction des capitaux étrangers, un accroissement de l'exportation et l'amortissement des capitaux introduits amènent une augmentation de l'exportation. Cet argument a été fourni par Goschen (1).

Toutes ces idées concourent aux critiques de la

1. Goschen, *Théorie des changes étrangers*, p. 88.

conception primitive de la balance du commerce. Cependant, aucune ne dégage nettement la notion de la balance des comptes. Elles s'en rapprochent seulement. Mais ce sont des formules tellement appréciées que même aujourd'hui où la notion de balance des comptes est bien établie, on ne doit pas les négliger, car l'établissement rationnel de la balance de comptes suppose un groupement de tous les facteurs de créances et de dettes nationales et une précision du solde. C'est un travail essentiellement statistique et pas plus que statistique. Dans les pays où les statistiques sont les plus complètes, on doute encore de leur sincérité. Dans les pays où on n'a que très peu de statistiques, comme en Chine, la balance des comptes est d'autant plus difficile à établir. Il nous paraît intéressant de combiner quelques-unes des formules ci-dessus indiquées : l'importance des moyens de transport maritime, la théorie du change international, la théorie de l'introduction des capitaux étrangers d'une part, et toutes dettes et toutes créances positives avec le contrôle, lorsqu'il est possible, des statistiques, d'autre part, pour exposer d'une façon générale la position de la balance des comptes de la Chine.

Dans un but de simplification nous distinguerons en deux catégories les éléments qu'il importe de considérer dans la balance des comptes : les unes agissent sur la balance du commerce même : le

change et l'introduction de capitaux étrangers; les autres forment, pareillement avec le commerce extérieur, partie intégrale de la balance des comptes, et accentuent ou diminuent l'importance de la balance du commerce vis-à-vis de la situation financière générale, selon leur insignifiance ou leur importance : la navigation, l'émigration, les dépenses du corps diplomatique et de diverses missions à l'étranger, les dépenses faites par les étrangers pour l'entretien de leur installation commerciale, industrielle, et dans le cas particulier comme en Chine, de leurs garnisons, etc. C'est en prenant en considération ces divers éléments que nous obtiendrons une vue d'ensemble de la balance du commerce de la Chine, afin d'en dégager l'importance.

A) *Le Change*. — Le change, dit Dutot, est le baromètre de la balance du commerce. En effet, le taux du change représente la mesure dans laquelle un pays se trouve créancier ou débiteur. Nous sommes en présence de deux monnaies qui se disputent la suprématie. Celle du créancier l'emporte sur celle du débiteur, puisqu'elle est recherchée par celui-ci. La position du change est le résultat de la balance des comptes. Mais le change produit, à son tour, un effet qui tend à renverser la position existante ou à l'adoucir. La baisse du change décourage les importateurs et ferme, dans une certaine mesure, les débouchés aux produits étrangers. Par conséquent la quantité

d'exportations se trouve grossie en proportion. Le débiteur peut, grâce à cette circonstance, se transformer en créancier. Cependant si la capacité d'exporter est elle-même insignifiante, les circonstances, quoique favorables, seront peu profitables pour le pays. Alors la baisse du change se maintiendra d'une façon permanente et peut-être aussi excessive. La Chine se trouve précisément dans ce cas. On le constate par l'examen des variations du change entre les Haikouan taëls et la monnaie anglaise sur une période donnée :

1864 un Haikouan taël	=	6 s. 8 d.
1874 —	=	6 s. 4 1/1 d.
1884 —	=	5 s. 7 1/4 d.
1894 —	=	3 s. 2 3/8 d.
1904 —	=	2 s. 10 3/8 d.

Il y a eu une dégringolade permanente du Haikouan taël pendant la seconde moitié du siècle dernier. Ce n'est que depuis 1918 qu'on a pu constater une hausse, qui a ramené le Haikouan taël au-dessus de 3 shillings et le maintient depuis à ce taux. Ce phénomène est dû principalement à la hausse de la valeur de l'argent, causée par la guerre mondiale, qui a suspendu l'usage des monnaies d'or dans beaucoup de pays d'étalon or, tandis que la Chine est d'étalon argent, mais ce n'est là qu'une circonstance particulière. Il n'y a d'ailleurs aucune illusion à se

faire sur la possibilité pour le Haikouan taël de rattraper sa valeur de 1864.

La baisse permanente du change combinée avec les excédents continuels d'importations, que nous exposerons plus bas, nous permet de conclure à l'impuissance du change à renverser la position d'une balance dont le côté penché est trop lourd pour être relevé par les contrepoids dont on s'est servi jusqu'à ce jour.

B) *L'introduction des capitaux étrangers.* — D'après Goschen l'emprunt est une exportation. Voici ce qu'il dit à ce sujet : « Le pays emprunteur exporte des titres qui sont importés par les capitalistes dans leurs propres pays. Au point de vue de la balance du commerce, un emprunt contracté à l'étranger est l'équivalent d'un accroissement d'exportation (1) ». Il ajoute : « Un pays qui doit payer tous les ans au dehors une grosse somme d'intérêts doit importer d'autant moins ou exporter d'autant plus ». De la première de ces formules se dégage l'idée que l'introduction de capitaux étrangers a une action immédiate sur la balance des comptes. Par la seconde on voit qu'elle a pour effet ultérieur d'agir sur la balance même du commerce. Or, la Chine est une grande débitrice de l'étranger. On se demande dans quelle mesure s'exerce l'influence des capitaux

1. Goschen, *Théories des changes étrangers*, p. 88-91

introduits sur sa balance des comptes aussi bien que sur sa balance du commerce. En réalité la première remarque de Goschen n'est que la constatation d'un phénomène, mais non une vérité. Les titres d'obligations ne sont pas des bénéfices ; au contraire, ils constituent une dette toujours plus grosse que la somme reçue. De plus, le prêteur ne livre pas toujours l'argent ; il tâche de remplir son engagement par voie de dation en paiement, c'est-à-dire au moyen de marchandises. Il y aurait dans ce cas une augmentation réelle d'importation, il n'y a qu'un accroissement fictif d'exportation. Seulement, Goschen envisageait l'établissement de la balance des comptes de telle ou telle année sans s'occuper des années suivantes, tandis que nous considérons la position de la balance des comptes. Dans ce dernier cas, la réception d'un emprunt implique toujours un passif. La seconde notion est plus intéressante, mais elle a failli devant le fait que la balance de commerce de la Chine ne paraît point influencée par les conséquences des dettes contrairement aux conclusions de Goschen. Depuis de longues années la Chine paie, au dehors, de grosses sommes d'intérêts. Dans les dernières années, le service des intérêts et des annuités s'élève à près de 10.000.000 liv. sterlings à l'étranger, c'est-à-dire à 270.000.000 francs environ. Cependant l'importation reste toujours supérieure. Il faut remarquer que l'exportation suppose une force de

production, ce n'est donc pas un expédient. Ce n'est pas l'obligation de payer beaucoup qui fait que l'on gagne davantage. Une influence étrangère à la force de production, par exemple le grossissement des dettes ou la baisse des changes, ne peut stimuler l'exportation que dans une mesure minime. On peut supposer cependant que tout en n'augmentant pas l'exportation, on peut diminuer sensiblement l'importation. La balance n'en serait pas moins renversée. Cela est très logique. Mais cela suppose aussi un remplacement du marché étranger par un marché national. Les pays étrangers possédant une productivité plus puissante ne se laisseraient pas détrôner du marché conquis. D'autre part, l'introduction des capitaux en Chine continue toujours. Tout en payant des intérêts énormes, on reçoit en même temps de nouveaux capitaux. Avec ces nouveaux capitaux on allège le fardeau des intérêts. Voilà encore une force neutralisatrice à effet stimulant de la charge accablante. Tout cela explique l'indifférence de l'action qu'exercent les capitaux étrangers sur la balance du commerce de la Chine.

Seconde catégorie

C) *La navigation.* — Child contestait la balance défavorable du commerce de l'Angleterre en dépit des excédents d'importations. Il a conclu qu'une

puissance maritime comme l'Angleterre trouve une compensation suffisante dans les avantages procurés par ses navires. En effet, les moyens de transport maritime assurent à leur possesseur la maîtrise du commerce. Peu importe qu'ils portent les produits du pays à l'étranger ou qu'ils rapportent les produits exotiques ; cette puissance joue toujours un rôle actif. Si l'Angleterre importe beaucoup, cela ne signifie pas qu'elle n'exporte pas assez. C'est qu'elle a le besoin et aussi intérêt d'importer davantage. Elle achète au lieu de produire. Cela lui coûte moins cher. La valeur d'importation se trouve grossie avec les frais de transport qui ne vont profiter qu'à la marine marchande anglaise. C'est un bénéfice déjà réalisé par l'opération même d'importation, sans compter la satisfaction que procurent les produits importés aux consommateurs et aux industries du pays. Voilà pourquoi l'Angleterre ne s'inquiète jamais des excédents permanents de ses importations.

La Chine est très en arrière, comme puissance maritime, vis-à-vis de toutes les autres, à raison de l'insignifiance de sa marine marchande, par rapport à son littoral long de 8.500 kilomètres environ. La plupart des navires de commerce entrant et sortant des ports chinois battent pavillons étrangers. Le tonnage national n'y atteint annuellement que 20 pour cent à peine de la totalité des navires. Le transport maritime chinois ne compte pas. Le cas de l'Angleterre ne s'y applique nullement.

D) *L'émigration.* — Le déplacement des individus comporte d'ordinaire un déplacement de richesse. Qu'ils se proposent de faire un voyage d'agrément, ou qu'ils projettent de faire fortune dans les pays lointains, dans le premier cas le pays leur fournit les frais sans récompense, dans le second ils gagnent pour la patrie, pourvu que l'esprit de retour ne leur manque pas. L'argent qu'ils emportent ou qu'ils rapportent est un des facteurs qui pèsent sur la balance des comptes de l'un ou de l'autre côté.

Les pays de population nombreuse ne tardent pas à voir émigrer une partie de leurs habitants, cherchant à vivre ailleurs, dans de meilleures conditions. D'autre part, les pays où le développement économique n'est pas très avancé, favorisent l'immigration des étrangers qui comptent s'y livrer à des exploitations avantageuses. Or la Chine se trouve dans la première situation aussi bien que dans la seconde. Il y a donc deux courants également forts : d'émigration et d'immigration. Seulement le nombre plus fort d'émigrés chinois frappe les yeux du monde, parce que les Chinois sont principalement des travailleurs qui se sont déplacés en masse. On a beaucoup accentué et même exagéré les sommes que les émigrés chinois rapportent à leur patrie. Sur ce sujet nous n'avons pas de statistiques. Nous nous bornons à indiquer les chiffres que M. Morse et M. Wagel ont affirmés exacts d'après leurs renseignements :

73.000.000 Hakouan taëls en 1903 selon M. Morse, soit 123.090.00 francs, et 6.000.000 sterlings selon M. Wagel, en 1912, soit 150.000.000 francs. Mais il ne faut pas croire que les immigrés étrangers résidant en Chine, n'emportent pas dans leur patrie une contre-valeur aussi forte. Sans doute, il y a nombre de voyageurs étrangers qui n'ont aucun but lucratif, mais il y a aussi nombre de Chinois à l'étranger qui y correspondent, par exemple, les étudiants qui se sont multipliés, surtout depuis quelques années. Parmi les étrangers, on trouve des ingénieurs, des professeurs, des médecins, qui exercent leur profession en Chine et qui sont bien payés, et mieux payés, vingt fois ou cent fois plus que les simples travailleurs sans qualité. De plus, la vie en Chine est beaucoup moins chère. Ceux qui y gagnent beaucoup et dépensent peu, ont naturellement de quoi rapporter chez eux, tandis que les travailleurs chinois, gagnent avec beaucoup de difficultés leur vie et font d'autant moins d'économies que l'existence est plus chère dans les pays où ils travaillent. C'est la grande masse d'émigrés qui frappe le public, mais leurs gains ne sont pas considérables.

Il faut encore observer que l'émigration des travailleurs est un préjudice pour leur patrie, au point de vue économique. Les bras diminuent, le taux des salaires augmente et le coût de production s'accroît, ce qui restreint le chiffre des exportations. De plus,

comme les travailleurs émigrés s'habituent à la longue à la vie des autres pays, ils se transforment à leur retour en consommateurs exigeants des produits étrangers dont ils ont pris l'habitude. Ils n'oublient ni le vin de Bordeaux, ni le jambon de New-York, etc. Leurs exigences ne peuvent que favoriser l'importation. Or c'est bien dans un sens contraire que la balance des comptes devrait agir sur la balance du commerce qui est déjà défavorable.

Quant aux commerçants chinois qui se répandent dans le monde, surtout à Java, en Malaisie, en Indo-Chine, à raison du caractère même de leurs installations permanentes, il y a peu d'espoir qu'ils retournent dans leur pays d'origine. Leur fortune ne profite à leur patrie que dans des occasions exceptionnelles, contributions volontaires au gouvernement, secours à leurs parents, etc...

E) L'entretien de corps diplomatiques et consulaires à l'étranger. — La Chine entretient des légations dans tous les pays qui ont les leurs en Chine. Les dépenses faites de ce chef ne sont que réciproques. Mais la vie plus ou moins chère d'un pays vis-à-vis des autres, occasionne un écart dans les dépenses de même nature. Or les prix en Chine sont relativement plus modestes que dans la plupart des pays en relations avec elle. C'est donc elle qui fournit à cet égard plus d'argent qu'elle n'en reçoit. Une compensation peut cependant se constater dans le nombre

plus grand du personnel qui compose plusieurs légations étrangères en Chine, auxquelles des garnisons sont attachées. En tous cas on ne voit pas que la Chine dépense moins à ce sujet.

F) Les dépenses faites pour diverses missions, pour l'entretien d'installations industrielles et d'autres objets. — Il est très difficile, et il serait trop long d'énumérer tous ces éléments. Bornons-nous à signaler l'existence d'une mission étrangère en Chine ayant un caractère permanent et sans réciprocité de la part de la Chine ; c'est la mission religieuse des catholiques et des protestants. Il y a là une cause de dépenses pour ses églises, ses temples, ses hôpitaux, etc. Il faut y voir une simple addition en faveur de la balance de comptes de la Chine. Le total en est d'ailleurs mince. M. Wangel, qui a établi la balance des comptes de la Chine en 1912, l'a estimé à une proportion de 1/68^e par rapport à l'actif total.

Quant aux dépenses pour l'entretien des installations industrielles, des chemins de fer, des mines, etc., etc. la Chine n'en fait pas à l'étranger, tandis que les étrangers en font beaucoup en Chine. Cela paraît devoir constituer un bénéfice pour elle, mais en réalité nous sommes en présence d'une introduction de capitaux étrangers sous une autre forme que celle de l'emprunt. Le but de ces exploitations est plus lucratif que celui des prêts. Les indigènes paient

plus cher l'usage de ces industries que celui de capitaux empruntés.

La conclusion de ce qui précède est qu'on ne doit pas tabler sur la balance de comptes de la Chine pour compenser l'action de sa balance défavorable du commerce. Aussi nous nous bornerons à examiner cette balance du commerce.

CHAPITRE II

Indications statistiques sur l'importation et l'exportation en général et relativement à certaines matières particulières. — Causes principales de la balance du commerce défavorable à la Chine.

PREMIÈRE SECTION

Comparaison de l'exportation et de l'importation
de la Chine en général

Nous savons que jusqu'en 1830 l'exportation de la Chine excédait toujours son importation. Par suite de l'importance croissante de l'importation d'opium, la Chine commençait, dès cette date, à avoir une balance défavorable. Cependant, tandis qu'avec la Grande-Bretagne, et surtout avec la Compagnie de l'Inde Orientale, la Chine voyait fuir beaucoup de son argent, elle se trouvait compensée dans une certaine mesure par l'introduction, en grande quantité, de métaux précieux des autres pays, notamment de

l'Amérique. Cette situation n'en inquiétait pas moins sérieusement la Chine et nous y avons trouvé le motif de la guerre de l'opium en 1841. Mais, comme le commerce extérieur de la Chine n'a fait de grands progrès qu'après cette guerre, il est plus intéressant pour nous d'examiner sa situation à cette époque. D'autre part, il y eut après la guerre de l'opium une époque de troubles provoquée par la guerre civile (la rébellion de Taïping) et qui dura plusieurs années. Le commerce extérieur en subit de graves atteintes. Du reste, avant l'institution de l'inspectorat général des douanes maritimes qui date de 1858, il n'existait pas en Chine de statistiques suffisamment méthodiques et authentiques de son commerce international. Ce n'est qu'en 1861 que l'inspectorat publia, pour la première fois, les statistiques des douanes maritimes, sous une forme un peu différente de la forme présente, qui résulte d'un remaniement opéré en 1867. Pour des raisons de méthode et de commodité nous prendrons une période assez étendue, de cette date aux années toutes récentes, pour faire cette étude statistique. Cette période sera de cinquante ans et ira de 1867 à 1916.

Il importe tout d'abord de nous rendre compte des progrès que le commerce de la Chine a réalisés pendant ces cinquante ans. Ces progrès nous les constatons par la valeur totale de l'importation et de l'exportation en 1867 et en 1916 : 127.225.454 Hai-

kouan taëls en 1867, et 998.204.361 Haikouan taëls en 1916. La valeur est presque décuplée au bout de cinquante ans. Si nous comparons la proportion dans laquelle l'importation et l'exportation se partagent la valeur totale, nous trouverons en 1867 une importation de 69.329.714 contre une exportation de 57.895.713 Haikouan taëls et en 1916 l'importation monte à 516.406.995 et l'exportation à 481.797.366 Haikouan taëls. L'infériorité de l'exportation sur l'importation est donc de 90 contre 100 en 1867 et de 92 contre 100 en 1916. La position reste donc presque la même. Mais cela ne montre que les deux points extrêmes de la période.

On constate dans cette période un petit nombre d'années où l'exportation a dépassé l'importation. Ce sont : 1872, 1873, 1874, 1875 et 1876. Pendant cinq ans seulement la balance défavorable est interrompue au cours de cinquante ans. D'ailleurs le solde de ces quelques années était bien infime. Nous allons totaliser toute la valeur des excédents des exportations pendant ces cinq ans. Voici ce que nous trouverons :

Pendant les cinq ans ci-dessus indiqués, la valeur totale des excédents des exportations est de 26 millions 827.868 Haikouan taëls, et pour les autres quarante-cinq ans, la valeur totale des excédents d'importations est de 2.520.473.069 Haikouan (1).

1. En tenant compte des variations du change entre le franc et le Haikouan taël pendant la période indiquée, la moyenne est de 3,41 francs pour 1 Haikouan taël.

En déduisant les premiers chiffres des derniers, c'est-à-dire en défalquant les excédents d'exportations sur ceux des importations, il reste 2.454.645.301 Haikouan, somme considérable équivalant à 8 milliards 345.794.023 francs. Voilà une somme provenant directement de l'échange des produits et que la Chine n'a pas été en état de payer avec ses produits personnels,

Nous n'avons d'ailleurs pris comme exemple qu'une période limitée. La situation reste toujours la même. A mesure que le commerce progresse, la proportion des exportations et des importations s'accroît et l'écart s'élargit avec une rapidité de plus en plus grande. Il est facile d'en donner des exemples pendant ces mêmes cinquante ans. De 1876 à 1887, la valeur totale du commerce ne dépassait pas 200 millions Haikouan taëls ; l'écart entre l'exportation et l'importation oscillait, la plupart du temps, au-dessous de 10 millions de Haikouan taëls, sauf pour les années 1867, 1881, 1882, 1885, 1886, 1887, pendant lesquelles la différence n'a d'ailleurs jamais atteint 30.000.000 Haikouan taëls. De 1888 à 1897, la valeur totale du commerce chancelait entre 200.000.000 et 400.000.000 Haikouan taëls et l'excédent de l'importation dépassait presque toujours 30.000.000. De 1898 à 1902 la valeur totale du commerce passait de moins de 400.000.000, à plus de 500.000.000 Haikouan taëls et l'excédent de l'impor-

tation montait de 50.000.000 au delà de 100 millions Haikouan taëls. De 1903 à 1916 on constate des échelles très rapides dans la valeur totale du commerce : 529.545.489 Haikouan taëls en 1903 et 998.204.361 en 1916. Dans cette période l'excédent de l'importation dépassait généralement 100 millions Haikouan taëls et parfois 200.000.000, sauf de rares exceptions en 1909, 1910, 1911, 1915, et 1916 ; il faut encore remarquer qu'en 1909, 1910 et 1911, l'excédent des importations se rapproche de 100.000.000, et que pour 1915 et 1916, la guerre d'Europe a eu naturellement pour effet de diminuer, dans une certaine mesure, l'importation en Chine. C'est un cas anormal. Si nous nous plaçons en face de la perspective normale, nous pouvons nous rendre compte de la proportion dans laquelle la balance défavorable en Chine se trouvera aggravée à l'avenir.

On se demande comment la Chine a pu acquitter les engagements qu'elle a contractés au cours d'une période de cinquante ans pour une somme qui n'est pas moindre de 8.345.794.023 francs. Le crédit de commerce ne se fait pas pour longtemps. Il faut croire que les commerçants chinois ont payé leurs achats au comptant ou à courte échéance. D'ailleurs, en fait, il n'y a presque pas de crédit dans le commerce extérieur de la Chine. Nous reviendrons sur ce point plus tard. Or, avec quoi a-t-elle pu payer ? Sans doute, une grande partie des dettes des com-

merçants chinois a été acquittée avec les ressources du pays, avec la partie de métaux précieux fournie par le sol chinois, qui y serait restée en circulation, s'il n'y avait pas eu des dettes étrangères à payer. Mais pour que la totalité de ses engagements fût intégralement liquidée, il a fallu que la Chine suppléât à ses propres ressources par le numéraire provenant de l'étranger. Admettons cependant qu'elle ait tiré quelques avantages des autres éléments de la balance des comptes : émigration chinoise, missions étrangères en Chine, etc. que nous avons déjà exposés en insistant sur leur peu d'importance. Il n'en a pas moins fallu qu'elle recoure à un crédit plus ou moins long. Ce crédit n'est pas le même que celui qui est en usage entre les particuliers, entre les négociants des différentes nationalités. Il s'agit du crédit de la nation tout entière. Si l'on considère les dettes publiques de la Chine, dont les étrangers sont presque les seuls créanciers, on comprend avec quels éléments la Chine a pu payer ses excédents d'importations. Le gouvernement emprunte à l'étranger de l'argent : il le dépense dans le pays — souvent même il reçoit, du chef de l'emprunt, des marchandises étrangères au lieu d'argent — et par les mains de consommateurs des produits étrangers, paie les excédents d'importations. On peut dire que les commerçants du pays ont payé tout ce qu'ils avaient acheté à l'étranger. On ne saurait en dire autant pour la

nation entière, tant que les engagements, pris par le gouvernement vis-à-vis des diverses puissances, ne seront pas complètement éteints.

Un autre élément de nature à atténuer l'énormité des excédents d'importation et que nous avons négligé jusqu'ici, est le commerce terrestre avec la Russie, connu sous le nom de commerce frontière. Cet élément n'entre pas dans les statistiques des douanes maritimes (1). Il n'existe pas en Chine de statistique méthodiquement établie pour le dit commerce frontière. On en a fait des estimations en se procurant des renseignements ailleurs ou au moyen d'autres documents indirects. M. Morse, en s'appuyant sur les statistiques russes, a évalué pour ce commerce l'excédent d'exportations de la Chine pour l'année 1903 à 20.000.000 Haikouan taëls. M. Wagel, d'après les données qui lui ont été fournies, a évalué l'excédent d'exportations chinoises en Russie, par commerce frontière, pour 1912 à 4.000.000 Haikouan taëls. Supposons ces chiffres exacts, les perspectives n'en seraient pas moins inquiétantes, puisqu'elles tendraient à démontrer qu'avec le temps l'excédent des exportations chinoises par le commerce frontière diminue plus rapidement que l'excédent des impor-

1. Par exception, les ports d'Amour et de Tientsin qui est à la fois un port maritime et un port terrestre pour la Russie, sont sous le contrôle des douanes maritimes. Le commerce frontière entre la Russie et la Chine désigne le trafic par les régions de la Mongolie et du Turkestan où existait une zone de franchise.

tations chinoises par le commerce maritime n'augmente. En effet, de 1903 à 1912, la valeur annuelle des exportations passe de 20.000.000 d'haikouan taëls à 4.000.000. Par terre comme par mer, il y a donc une égale tendance à l'aggravation de la balance défavorable de la Chine. Admettons, toutefois, qu'actuellement et surtout dans le passé, le commerce frontière de la Chine soit et ait été un élément atténuant sa balance, nettement défavorable, du commerce maritime, il n'en est pas moins vrai que c'est ce dernier commerce qui est le principal et que le contrepoids que fournit le premier est bien insignifiant.

SECTION II

Observations statistiques sur les matières importantes d'exportation et d'importation dont la valeur pèse le plus sur la balance du commerce.

1. — *Matières principales d'exportation*

A) *Thé.* — La Chine est le plus ancien pays qui produise le thé. Aussi a-t-elle joui d'un monopole de fait dans l'exportation de ce produit pendant une période où d'autres peuples avaient commencé à prendre goût au thé sans pouvoir s'en procurer ailleurs. On sait qu'avant la guerre de l'opium, le com-

merce extérieur de la Chine était limité à la ville de Canton, où la principale cliente de la Chine était la Compagnie de l'Inde Orientale dont les achats consistaient pour la plupart en thé. Le bénéfice tiré des thés chinois par cette Compagnie était énorme à cause de la demande considérable du marché de Londres. Il est naturel que l'Inde ait essayé de bonne heure de produire elle aussi cette denrée pour entrer en lutte contre le marché chinois dès qu'elle en aurait la possibilité. Dès 1835 l'Inde se mit à planter le thé. Elle y réussit. Trois ans plus tard elle commença à en exporter. C'est surtout aux rapides progrès qu'a faits la production de l'Inde que l'exportation des thés chinois doit sa décadence d'aujourd'hui.

On constate par les statistiques l'état stationnaire de l'exportation de thés chinois pendant la période 1867-1916 : 1.330.974 piculs (1) en 1867 et 1 million 542.633 piculs en 1916. Pendant quelques années de cette période les chiffres dépassent 2.000.000 piculs. Ce sont 1880, 1881, 1882, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888. Voilà huit années sur cinquante. Les chiffres de ces années dépassent à peine 2 millions ; pour quarante-deux années les chiffres oscillent entre 2.000.000 et 1.000.000. Si l'on remarque que depuis 1896, les chiffres n'ont jamais atteint 1.800.000 piculs tandis

1. Un picul = 60.453 kilogrammes.

qu'auparavant ils tendaient souvent, et avaient réussi parfois à dépasser 2.000.000 piculs il est évident que la concurrence étrangère devient de plus en plus forte. La vérité est que la Chine est menacée de perdre un jour complètement ses marchés de thés à l'étranger, si des mesures d'encouragement et d'amélioration dans la production et dans l'exportation même n'interviennent pas.

L'Inde n'est pas la seule compétitrice sur le marché de thés avec la Chine. Le Japon s'est lancé dans la même voie. Il est venu plus tard que l'Inde, mais il fait concurrence plutôt à la Chine qu'à l'Inde. Le Japon et l'Inde semblent combiner leurs capacités respectives pour supplanter le marché chinois. La Chine produit principalement deux sortes de thés : le thé noir et le thé vert. Le dernier coûte plus cher. L'Inde produit principalement le thé noir ; il l'a surtout fait au début. La Chine aurait pu compter sur l'augmentation de l'exportation du thé vert pour compenser la diminution de celle du thé noir. Or le Japon exporte presque uniquement du thé vert, et, depuis 1890, son exportation annuelle a monté à 48 lb. environ, quantité équivalente à plus de 360.000 piculs.

Un autre concurrent qui s'est apparu encore plus tard que le Japon, et qui se montre aussi actif dans ces dernières années, c'est Java. Depuis 1910, son exportation annuelle de thé dépasse 6.000.000 lb.,

quantité équivalente à plus de 400.000 piculs.

Mais c'est surtout l'Inde avec sa dépendance Ceylan qui, à l'égard de la Chine, est le rival le plus actif sur le marché mondial du thé. Aujourd'hui la Chine n'exporte que deux tiers environ de la quantité de thé que l'Inde exporte. Le grand marché de thé de Londres et celui de l'Australie que la Chine seule alimentait autrefois préfèrent aujourd'hui le produit indien parce qu'il est moins cher et plus conforme au goût des consommateurs de ces pays.

Les Américains, autrefois les principaux consommateurs de thé chinois, s'adressent aujourd'hui surtout aux fournisseurs japonais. La Chine ne compte sur sa clientèle américaine que pour l'écoulement d'un quart de son exportation de thé vert.

Les Russes restent actuellement les clients principaux de la Chine pour les thés, bien qu'Odessa d'aujourd'hui ne paraisse pas se substituer à Londres d'autrefois comme débouché des thés chinois. Ou bien ils en achètent à un prix très élevé de la meilleure qualité et de la première récolte en s'adressant ordinairement à Hankéou ; ou bien ils demandent le thé-brique (une variété en forme de brique) qui est meilleur marché que le thé ordinaire et qui trouve presque ses seuls débouchés en Russie. Elle en prend une grande quantité. De 1908 l'exportation annuelle du thé-brique, quoique inférieure à celle du thé noir, dépasse toujours celle du thé vert. Le thé-brique

alimente surtout la population de la Sibérie, qu'attire la modicité de son prix et auquel elle s'habitue vite. C'est la raison pour laquelle les Russes n'accusent pas, comme d'autres clients de la Chine, le produit chinois de détérioration. Ils achètent ou de la meilleure qualité, qui est plus chère, ou du meilleur marché, qui est d'une qualité inférieure bien reconnue mais satisfait particulièrement le goût de certains consommateurs. D'autres clients, tentés par le meilleur marché des produits de l'Inde, ne sont pas disposés à payer plus cher les thés chinois. A un prix modeste, ils ne peuvent en avoir que de qualité inférieure. Il est vrai que les Chinois ne cherchent pas à flatter le goût de leurs clients en façonnant leurs produits selon leurs préférences, mais ils se sont toujours élevés contre le reproche qu'on leur a quelquefois fait de les détériorer. Les Russes s'en rendent bien compte et en tirent parti. Ils apprécient le thé chinois et lui conservent fidèlement leur clientèle.

Il est intéressant de savoir laquelle des deux sortes de thés chinois est la moins dépréciée sur le marché mondial actuel et la plus apte à soutenir la concurrence étrangère : le thé noir ou le thé vert.

A côté de la diminution formidable de l'exportation du thé noir qui après avoir été de plus d'un million de piculs en 1867 est descendue jusqu'à 648.228 de piculs en 1916, on doit reconnaître que les producteurs

chinois du thé vert ont fait de grands efforts pour maintenir leur exportation à son ancien niveau et parfois même un peu plus haut puisque, malgré la concurrence japonaise, cette exportation n'est pas inférieure en 1916 à ce qu'elle était en 1867. Et même au cours de ces cinquante ans l'exportation du thé vert a tendu souvent à dépasser 300.000 piculs surtout pendant les dix dernières années. Sans avoir fait des progrès très sensibles elle n'en a pas moins augmenté, contrairement à ce qui s'est passé pour le thé noir. Malheureusement dans l'exportation globale le thé vert comme le thé-brique occupe toujours une place secondaire. Les légers progrès que l'on constate chez l'un et l'autre n'ont d'autre effet que de maintenir dans son *statu quo* l'exportation globale.

Si l'on tient compte du change et de la valeur du thé exporté pendant toute la durée de la période envisagée l'on ne peut qu'être frappé des résultats défavorables que l'on constate. En 1867 un picul de thé noir valait 30.53 haikouan taëls et un picul de thé vert 33.95 haikouan taëls, alors qu'un haikouan taël valait 6 s. 3 d. En 1916 un picul de thé noir ne valait plus que 29.42 haikouan taëls, et un picul de thé vert ne montait qu'à 47.97 haikouan taëls, l'haikouan taël étant tombé alors à 3 s. 3 d. Encore ce change est-il anormalement élevé pour le haikouan taël en temps de guerre puis-

qu'on l'avait vu tomber auparavant au-dessous de 3 schillings. Ces simples chiffres montrent la dépréciation qu'a subie le thé noir au cours des cinquante dernières années : son exportation annuelle diminue de moitié et sur cette exportation, déjà amoindrie, une baisse de prix de 1/30 (le rapport entre 30.53 et 29.42) se produit et enfin sur ce prix déjà réduit une nouvelle réduction de moitié s'observe par suite de la perte au change. On voit ce qu'il reste. Quant au prix du thé vert, et à la quantité du thé-brique exporté ils dénotent, il est vrai, une certaine augmentation, mais leur valeur a été également affectée par la baisse du change et le résultat final est loin de compenser les pertes subies sur les grands marchés.

B) Soie. — La Chine est la première productrice de soie comme elle est la première productrice de thé. Mais pendant longtemps l'exportation de la soie a été très inférieure à celle du thé tant comme quantité que comme valeur. Avant la guerre de l'opium en 1841, il y avait eu des années où l'exportation de la soie avait atteint des chiffres extrêmement élevés, presque mille piculs par an. La soie comme le thé avait son marché principal à Londres. La guerre de l'opium entre la Grande-Bretagne et la Chine vint interrompre ce commerce. Ce fut la première fois que l'exportation de la soie se vit arrêtée dans son essor.

Après la guerre de l'opium sa marche reprit. En 1850 la quantité exportée monta à 14.293 piculs. Quelques années après, une autre entrave survint : la guerre civile en Chine (la rebellion de Taiping). La dévastation des mûriers dans les environs de Changhaï, région productive par excellence de la soie, porta un coup funeste à sa production et par suite à son exportation. Mais dans les années qui suivirent et à raison des mauvaises récoltes de soie en Italie, la demande adressée à la Chine devint si âpre et si considérable que les prix s'élevèrent dans une proportion exagérée. Il en résulta une tendance chez les producteurs chinois à abaisser la qualité de la soie faute d'en avoir d'assez belle à offrir, ce qui ne pouvait que nuire au bon renom de la marchandise. D'autre part les hauts prix suscitèrent la concurrence. Pour le première fois, le Japon se mit à exporter la soie en 1860. La baisse de qualité des produits, d'une part, la concurrence du dehors, de l'autre, devaient inévitablement entraîner la baisse des prix.

Après 1870 et surtout après 1873 la baisse des prix de la soie est très frappante. On la constate dans la disproportion singulière existant entre l'augmentation de la quantité exportée et la valeur reçue par la Chine de ce chef en différentes années : en 1870, 58.410 piculs exportés pour une valeur de 24.016.437 ; en 1878, 89.144 piculs exportés pour une valeur de

25.126.285. Il y a donc augmentation en quantité de 5 o/o au bout de huit ans et augmentation de valeur de 4 o/o. Dans les années qui suivirent la baisse du prix continua et s'accrut encore. En 1887 la quantité de soie exportée tripla celle de 1870 mais la valeur reçue n'y ajouta qu'un tiers.

Dans la période suivante, et même dans les années les plus récentes, le prix de la soie s'est stabilisé ou plutôt élevé au moins en apparence à raison de la baisse du change. Jusqu'en 1916 la quantité de soie exportée n'a pas atteint le quadruple de celle de 1878. Mais en tenant compte du change, une élévation pareille de prix n'équivaut pas même au maintien du bas prix et du change de 1878, puisqu'un haikouan taël valait en 1878 5 s. 115 d., tandis qu'en 1916 il ne s'échangeait que contre 3 s. 313 d.

A côté de la décadence de l'exportation du thé, il faut reconnaître que la situation du commerce de la soie en Chine est bien meilleure. On est plus optimiste pour l'avenir de la soie que pour celui du thé. Cette dernière denrée dans l'opinion générale ne recouvrera plus sa situation primitive. Malheureusement à côté des compétiteurs étrangers les producteurs de soie chinois ne font pas preuve de plus d'activité que les producteurs de thé. Le Japon qui ne se livre à la culture de la soie que depuis un demi-siècle a brillamment dépassé la Chine, et est aujourd'hui

d'hui le premier fournisseur de soie du monde. En Europe, l'Italie, la France développent aussi progressivement leur production et avec des méthodes plus scientifiques. La Chine est menacée de perdre même son rang de seconde productrice de soie du monde.

De plus, la plus grande partie de la soie exportée consiste en soie grège, en fils de filature à vapeur (steam filature), en cocons, etc. et très peu en pièces fabriquées. Il est pourtant très avantageux de tisser en étoffes autant que possible la soie qu'on produit chez soi et d'en exporter pour une plus grande valeur. Nous en avons des exemples frappants dans les statistiques de 1916 : 292.192 piculs de soie pour une valeur de 88.442 504 haikouan taëls, soit 302.68 par picul ; et 14-855 piculs de pièces tissées pour une valeur de 12.206.588 haikouan taëls, soit 821.71 par picul. Pourquoi n'exporte-t-on pas davantage de cette dernière catégorie ? Probablement parce que la demande n'excède pas la fabrication chinoise. Le tissage nécessite un long travail manuel en l'absence de machines et il est plus difficile d'écouler ces étoffes à l'étranger que d'écouler les matières quasi-premières, ou semi-fabriquées, car il faudrait pour cela connaître les goûts des autres peuples quant à l'habillement, — leurs mesures d'étoffes en longueur et en largeur, leurs couleurs, leur façon d'assortir les diverses matières, etc... — Autant de problèmes

embarrassants et peut-être bizarres pour des industriels trop attachés à leurs traditions. Par exemple les Européens préfèrent mélanger le coton dans le tissu avec la soie, tandis que ceci ne se fait en Chine qu'exceptionnellement ; on y préfère les étoffes de pure soie et on est peu disposé à changer ses habitudes pour les seuls clients d'outre-mer. Ceci enlève à la soie exportée une partie de sa valeur.

C) *Diverses autres matières.* — En dehors du thé et de la soie, le nombre d'articles exportés de Chine se multiplie, et leur valeur commerciale présente une importance de plus en plus grande dans le total des exportations. En 1867 où l'exportation totale fut évaluée à 57.895.713 haikouan taëls ces diverses matières ne représentaient qu'une valeur de 4 millions 487.414 haikouan taëls, soit 7 o/o. En 1916, en face d'une exportation totale évaluée à 481.397.166, elles atteignaient une valeur de 328.879.047, soit 68 o/o. En voici les plus importantes d'après les statistiques de 1916.

En premier lieu les métaux et minéraux exportés en 1916 ont rapporté une somme de 45.247.788 haikouan taëls. Parmi eux l'antimoine occupe la première place ; sa valeur dépasse à elle seule 13 millions haikouan taëls.

Les céréales, y compris diverses sortes de pois et d'engrais fabriqués avec des pois, représentent une valeur de 45.105.529 haikouan taëls.

Les peaux et cuirs exportés en 1916 ont atteint une valeur de 3 1/2 0/0 par rapport à la valeur totale d'exportation.

Le coton exporté en 1916 atteignait à peu près le même pourcentage que les peaux et cuirs.

Les autres objets d'exportation pris isolément n'ont pas la même valeur mais groupés ensemble ils jettent dans la balance un poids considérable. Envisagés individuellement soit dans leurs fluctuations, soit dans leur état de stabilité ils ne peuvent exercer tout au moins pour le moment aucune influence sur elle.

II. — *Matières principales d'importations.*

A) *Opium.* — Nous avons eu l'occasion plus haut de montrer en Chine l'importance et l'évolution du commerce de l'opium dont l'histoire se termina le 31 mars 1917. Cette matière occupait dans les statistiques une place considérable ; nous nous bornerons à souligner le seul chiffre de 10.286.666 haikouan taëls représentant sa valeur de 1916, la dernière année de son existence.

B) *Articles cotonniers.* — Cette matière tient depuis longtemps la première place dans l'importation. La Grande-Bretagne arrive en tête comme importatrice. Mais à l'époque où la Compagnie de l'Inde Orientale jouissait du monopole légal du commerce britannique

en Chine c'était l'opium qui constituait l'élément prépondérant de son importation globale. Ce ne fut qu'après l'abolition, en 1833, des privilèges de la Compagnie que l'importation des articles cotonniers anglais commença à faire de grands progrès.

A côté des articles cotonniers il est une autre matière pour laquelle les Anglais comptaient créer un marché aussi vaste en Chine mais à propos de laquelle ils ont été déçus. Nous voulons parler de la laine. Nous constatons en effet par les statistiques qu'en 1867 l'importation d'articles cotonniers fut d'une valeur de 14.623.267 haikouan taëls, et celle d'articles lainiers, de 7.390.689, c'est-à-dire à peine de la moitié. Depuis l'écart n'a fait qu'augmenter. En 1871 la valeur des articles cotonniers atteignait 4 fois celle des articles lainiers ; en 1851, 5 fois ; en 1896, 14 fois ; en 1906, 40 fois ; et en 1916, le rapport entre les importations de ces matières s'établit par les chiffres suivants : 136.679.386 haikouan taëls pour les articles cotonniers et 2.293.558 haikouan taëls pour les articles lainiers, soit une proportion à peu près de 1/70^e. Les marchandises de laine ne comptent donc plus pour grand chose aujourd'hui à côté des articles cotonniers.

La cause de la dépréciation des articles lainiers et de l'augmentation disproportionnée de l'importation des articles cotonniers en Chine s'explique par les habitudes de la population quant à l'habillement et

par le prix relativement modeste des articles cotonniers. Les seuls consommateurs chinois d'articles lainiers sont les habitants des vallées de Yang-tzé où la saison tempérée dure plus longtemps. Dans les autres parties de la République on remplace la soie par la fourrure sans avoir besoin de recourir aux étoffes de laine.

Les marchandises de coton sont d'usage général en Chine. Elles sont aussi abondamment fournies dans les deux mondes. L'Angleterre a plusieurs compétiteurs pour l'exportation en Chine de ces marchandises : les Etats-Unis de bonne heure — c'est un de ses plus formidables concurrents ; l'Inde après 1880, et le Japon après 1892. Mais les marchands du Lancashire et de Manchester maintiennent assez ferme leur position prépondérante. Dès qu'ils s'aperçurent du succès des Américains qui, à un moment (1870 environ) où l'on se plaignait en Chine de la mauvaise qualité des marchandises cotonnières, en apportaient du Nouveau Monde de plus lourdes et de plus durables, ils firent leur possible pour ne pas se laisser devancer par leurs nouveaux rivaux. Bien que les marchandises anglaises soient généralement légères, fines, luxueuses, mais peu solides, les manufacturiers du Lancashire s'efforcèrent d'en produire de lourdes et de durables dans l'espoir qu'elles seraient préférées aux marchandises américaines. Ils y ont réussi. Les Américains font leur possible pour rattraper

les Anglais dans cette branche de commerce, mais le coût de production étant plus élevé aux Etats-Unis qu'en Angleterre, ils ne pourront sans doute réussir qu'à la condition de baisser davantage leurs prix.

L'Inde exporte en Chine surtout les cotons-fils, mais très peu de pièces d'étoffes. La part de cotons-fils que fournissait autrefois l'Angleterre diminue au profit de l'Inde. Cependant les pièces tissées importées en quantité toujours croissante montrent que le chargement est plus apparent que réel. L'Inde n'est pas plus que les Etats-Unis en situation de rivaliser avec l'Angleterre en cette matière.

Enfin le Japon a des avantages particuliers dans cette concurrence : il connaît mieux le goût des consommateurs chinois. Cette connaissance rend ses marchandises plus populaires ou plus appréciées, il a des éléments moins onéreux dans le coût de production : c'est le travail et les frais de transport grâce à la proximité de la Chine. Mais son début dans cette entreprise ne remonte pas bien loin. Le développement d'une industrie demande du temps, surtout pour se mesurer avec l'industrie cotonnière anglaise ou américaine. Du reste, le Japon n'est pas un pays producteur de coton. C'est la Chine qui lui en fournit la plus grosse part. A mesure que l'industrie cotonnière se développe dans ce pays, la sortie du coton est d'autant restreinte. Les Japonais sont donc loin aussi de prendre la place des Anglais dans ce

domaine. En résumé l'Angleterre prend actuellement encore une part d'à peu près 50 o/o de l'importation totale des articles cotonniers en Chine et cette part représente 26 o/o de la valeur totale de l'exportation anglaise en Chine de matières diverses.

C) *Les métaux.* — En 1916 la valeur des métaux importés a été de 26.058.531 haikouan taëls. Par rapport à celle de 1867, 1.630.351 haikouan taëls, il y a une augmentation de 17 fois. Par rapport à la valeur totale des importations de l'année 1916, et de l'année 1867, les deux valeurs indiquent aussi un changement progressif dans la proportion, la valeur des métaux vis-à-vis de la valeur totale d'importation ayant été de 2.3 o/o en 1867 et de 5.2 o/o en 1916.

Parmi les diverses métaux importés, le fer et surtout les articles en fer sont les plus importants. En 1916, leur part dans la valeur de tous les métaux importés est de 13.682.107 haikouan taëls, soit la moitié. Après viennent l'étain, le plomb, l'acier et différentes sortes de minéraux qui forment l'autre moitié de la valeur.

On peut cependant faire remarquer que l'exportation (en 1916) des métaux de la Chine s'élève à une valeur de 45.247.788 haikouan taëls. L'importation est donc relativement minime. Mais cela s'explique par la consistance différente entre les métaux importés et les métaux exportés, et aussi par l'état retarda-

taire des industries en Chine : les métaux exportés consistent pour la plus grande partie en minéraux en masses non manufacturées. S'il fallait que la Chine fabrique pour exporter dans la même proportion que ce que les autres Etats fabriquent pour importer chez elle, elle n'aurait pas tant à exporter. L'insuffisance d'industries nationales laisse forcément sortir en abondance les produits comme matières premières, pour les rapporter ensuite sous forme d'articles fabriqués. C'est le cas normal pour les métaux comme pour diverses autres choses.

D) *Diverses autres matières.* — Les céréales importées en 1916 représentaient une valeur de 33.290.970 haikouan taëls, soit 6 o/o de la valeur totale des importations ; mais nous avons déjà vu que la valeur des céréales exportées : 45.105.529 haikouan taëls était supérieure. Dans l'espèce, nous sommes en présence d'une balance favorable. D'ailleurs la sortie des céréales n'est généralement pas une chose aussi profitable que celle d'autres matières. Beaucoup de pays ont édicté à cet égard des prohibitions ou des réglementations. Sans nous attacher à cette politique, nous admettons que l'excédent d'exportation des céréales peut signifier une force appréciable dans l'industrie agricole nationale.

Le sucre constitue un élément important d'importation. Sa valeur en 1916 s'est élevée à 36.276.474 haikouan taëls.

Le pétrole, apporté surtout par les Américains, est très largement consommé. Son importation en 1916 représentait 31.716.373 haikouan taëls.

Les cigarettes et les tabacs étrangers ne coûtaient pas moins de 30 millions aux fumeurs chinois dans la même année.

Les locomotives, les voitures de différentes sortes, les instruments de pêche, les cuirs, le charbon, le coton, les allumettes, les objets de papeterie sont, parmi un grand nombre d'articles moins importants, des éléments relativement considérables d'importation.

Nous croyons avoir indiqué toutes les matières qui comptent le plus dans le lourd fardeau de la balance du commerce, et dont les fluctuations respectives sont de nature à exercer une action considérable sur la balance existante.

SECTION III

Causes les plus décisives de la balance défavorable de la Chine : progrès trop lent des industries nationales, et insuffisance des moyens de transport.

I. — *Progrès trop lent des industries nationales*

Logiquement, si on ne produit que pour consommer chez soi, on n'a pas de quoi exporter ; la position de la balance du commerce est sous l'action

directe de la puissance productive du pays. Si la Chine exporte si peu, c'est qu'elle ne produit pas beaucoup, ou qu'elle ne peut produire que dans de mauvaises conditions. Pourtant on s'accorde à reconnaître que la Chine est riche par ses ressources naturelles et que son peuple est laborieux. Et, en effet, elle pourrait passer pour un pays industriel si elle ne se mesurait pas avec les nations qui possèdent des industries importantes dans le sens moderne du mot.

L'évolution industrielle du ^{xix}^e siècle a été extrêmement remarquable dans le monde occidental. La Chine, qui fut longtemps fière de ses inventions, comme la poudre, la typographie, la porcelaine, etc... est restée depuis longtemps en arrière. Une conséquence de la résistance volontaire ou forcée qu'elle oppose à l'abandon de ses vieux systèmes est qu'elle ne se fait remarquer ni dans l'invention ni dans l'imitation ; elle se laisse devancer non seulement par les nations occidentales, mais aussi par le Japon, dans le progrès industriel.

Une vue générale sur l'état des diverses industries existant en Chine suffira pour montrer les effets qu'elles peuvent avoir sur le commerce extérieur. Passons d'abord en revue les matières principales d'exportation et d'importation que nous avons signalées : le thé, la soie, les articles cotonniers, etc..., et

voyons dans quelle mesure ces industries se sont développées en Chine (1).

Il n'y a que 7 compagnies et factoreries de thé en Chine. La petite plantation chez les paysans qui préparent isolément leurs marchandises reste la règle. Ils se contentent de leurs méthodes traditionnelles, ne cherchent pas de grands bénéfices et, par conséquent, ne se préoccupent pas de connaître le goût de leurs clients, pour y adapter leurs produits. Il en est tout autrement dans l'Inde, la puissante rivale de la Chine comme productrice de thé. La plantation de thé indien est généralement d'une étendue de plusieurs milliers d'hectares. La préparation se fait avec de puissantes machines. De plus, les Anglais trouvent le thé indien plus flatteur à leur goût que le thé chinois parce que fait après une étude préalable des exigences du destinataire.

Quant à la soie, il existe 17 filatures à vapeur ; elles sont presque toutes situées dans les ports et traitées et dirigées par des étrangers. Les statistiques nous montrent que la soie sortie de ces filatures est la plus demandée ; par exemple, en 1916, la soie des filatures à vapeur exportée représentait une valeur de 68.286 haikouan taëls, tandis que celle des filatures non à vapeur n'avait valu que 35.296 haikouan

1. Les chiffres des factoreries, des compagnies et des établissements industriels ci-dessous indiqués sont empruntés au China Book de 1916.

taëls, celle-là répondant mieux au goût des peuples occidentaux. On ne nie pas que l'élevage des vers à soie n'ait atteint un certain degré d'avancement en Chine. Cependant il est prouvé que, grâce à l'emploi de remèdes scientifiques, les Japonais savent rendre les œufs des vers à soie plus sains et sont arrivés ainsi à diminuer, dans une large proportion, la mortalité des vers au cours de l'élevage. En Italie les vers ont une capacité productive de soie quatre fois plus grande que ceux de Chine. Voilà la situation modeste des industries qui alimentent les principales exportations de la Chine.

Toutefois on peut, et cela sans chercher très loin, découvrir un domaine dans lequel la Chine a cherché à prendre sa revanche. — Nous faisons allusion aux efforts qu'elle a faits pour diminuer l'importation des marchandises cotonnières. En 1891 une filature de coton apparut pour la première fois à Changhaï, en tant qu'entreprise officielle. Ses produits consistent principalement en imitations de draps et de coutils de fil américains ; et en 1892 une autre filature de coton fut établie à Hamkéou dont les produits sont du type du coton fil de Bombay. Les autorités locales exercent sur ces deux filatures une surveillance très minutieuse qui va jusqu'à repousser toute participation étrangère dans ces entreprises purement indigènes. Aujourd'hui il existe en Chine une cinquantaine de filatures de coton. Parmi elles

il y en a 5 ou 6 étrangères. Les produits de tous ces établissements rivalisent en finesse et souvent dépassent en durée les marchandises importées. Ils remplacent une partie des importations. Seulement l'accroissement dans la consommation de ces marchandises est si prodigieux que le succès encore initial de cette branche d'industrie nationale paraît insensible en face d'une importation toujours grandissante. L'importance de cette industrie dépend de son développement dans l'avenir.

Il existe encore nombre d'autres industries en Chine. Mais par rapport à l'étendue et à la population du pays, elles représentent peu de chose : une soixantaine de villes seules sont pourvues de l'éclairage électrique ; une quarantaine d'installations meunières à vapeur ; 4 compagnies de gaz ; 17 usines verrières ; 4 usines d'huile ; 13 fabriques de papier ; 55 imprimeries ; 11 usines de matériel de chemin de fer ; 5 raffineries de sucre ; 25 usines de savon et de bougies ; 17 fabriques de tabac et de cigarettes ; 9 établissements de lavage et de pressage de laine, et 5 de fabrication d'articles lainiers ; une vingtaine de compagnies d'eaux minérales et 2 établissements de produits chimiques. Voilà tout ce qui est plus ou moins significatif dans le domaine industriel de la Chine et il faut ajouter que la plupart de ces industries sont organisées et dirigées par des étrangers qui en sont les premiers bénéficiaires.

Sans doute il existe encore un nombre assez considérable de petits établissements industriels qui prennent la forme plus ou moins collective, mais cela ne signifie pas grand'chose, nous le constatons par les statistiques du ministère de l'Agriculture et du Commerce, publiées en 1914. Il est indiqué 21.713 usines dans le pays entier. Ce chiffre serait de nature à faire naître des illusions, si l'on ne notait pas en même temps autre chose, c'est qu'à côté du nombre de ces usines figure le nombre d'ouvriers qu'elles occupent. Ce nombre est de 630.891. Or si l'on répartit en nombre égal ces ouvriers entre toutes ces usines on voit que la moyenne ne représente pas plus de 33-34 ouvriers par usine. Bien plus, en réalité, la plupart des petites usines n'auront même pas une trentaine d'ouvriers, les plus grandes en absorbant un nombre plus élevé. Et, que signifie en face d'une population de 400.000.000 d'habitants, un chiffre de 630.891 ouvriers constituant son élément industriel ?

En somme, les traits caractéristiques des industries modernes sont la production en grand, des capitaux importants, l'outillage principalement mécanique, l'activité collective et la division du travail. La productivité varie suivant la mesure dans laquelle tous ces traits sont réalisés. Or en Chine les industries restent pour la plupart individuelles, domestiques, manuelles. La fortune personnelle de l'in-

industriel est le capital par excellence. Au lieu de confier les différentes opérations d'un travail à différentes personnes pour l'effectuer simultanément, on s'en charge seul avec l'intention de l'exécuter successivement. C'est ce qu'on a fait dans tous les pays autrefois et la Chine reste fidèle à ses habitudes retardataires en agissant ainsi. Produisant dans ces conditions, et faisant des échanges avec des pays qui produisent dans les conditions modernes, elle n'est évidemment pas à même d'offrir le plus. Il y a donc pour elle infériorité dans la quantité de produits, mais cette infériorité s'étend encore à la qualité des produits. Le progrès industriel tient au progrès de la science, et tous deux marchent parallèlement ; c'est grâce à leur concours que l'homme parvient à réagir sur les conditions naturelles de la production et à les améliorer. Il arrive à produire des choses de meilleure qualité que s'il s'en était tenu aux procédés primitifs lesquels ont, d'autre part, l'inconvénient d'encombrer le marché de produits de qualité inférieure.

De même que les pays peu industriels produisent peu, de même ils exportent peu, même avec l'abondance de produits naturels, car ils exportent plutôt des matières premières que des marchandises fabriquées et des objets rudimentaires plutôt que des objets raffinés. Pour cette raison, une exportation même abondante est en général, toutes proportions

gardées, peu rémunératrice. Nous sommes encore en présence d'un élément qui favorise la balance passive. Le coton brut sort en quantité de la Chine pour y revenir sous forme de draps, de tissus japonais. Les peaux brutes sont exportées pour rentrer sous forme de valises, de chaussures, de serviettes, etc.

De même, le thé est plutôt un produit agricole qu'un article fabriqué, du moins avec la simple préparation manuelle dont se contentent les producteurs chinois. La soie demande un travail plus complexe ; mais, sans être obligé d'effectuer des opérations intégrantes allant jusqu'au tissage en pièces, on pourrait s'en tenir à une seule besogne, besogne principale, l'élevage des vers à soie, puisque la Chine exporte à côté de soie dévidée, les cocons, tandis qu'elle exporte très peu de pièces tissées. En tout cas, tant que le travail reste principalement manuel il ne peut se présenter sous une forme simple et brutale.

On pourrait objecter qu'en Chine, où la population est très dense, le taux des salaires est généralement modeste, la main-d'œuvre abondante et qu'il est facile de remplacer les machines par des bras. Oui, mais dans une certaine mesure seulement. Aussi ces bras sont-ils hostiles à l'introduction des machines comme dans tous les pays où l'industrie mécanique en est à ses débuts. D'autre part, pour placer ces bras et les retenir, le développement des industries locales devient une condition préalable,

car le travail est une chose mobile et susceptible. En l'absence d'emploi, ou devant un taux humilié de salaires, il se déplace et cherche à se faire mieux valoir ailleurs. Sa puissance productive augmenterait avec l'aide de l'outillage perfectionné des pays plus industriels et sa rémunération serait plus grande. De là l'émigration en masse des travailleurs chinois. Au lieu d'exporter les produits du travail, le pays exporte le travail même, solution encore plus simpliste et plus brutale que d'exporter les matières premières !

On ne peut nier cependant qu'à la suite de la première révolution de la Chine en 1911, il ne se soit produit un brusque essor industriel ; le nombre des sociétés industrielles, petites ou grandes, a augmenté beaucoup plus rapidement qu'auparavant, et le gouvernement républicain n'a pas manqué de leur apporter des encouragements. Mais leur développement continu dépend des conditions économiques générales du pays ; la guerre civile les a bouleversées jusqu'à présent, ce qui interrompt encore une fois le progrès industriel.

II. — *Insuffisance des moyens de transport*

Le problème des moyens de transport ne se sépare pas nettement de celui du progrès général des industries, et plutôt en dépend, puisque les ponts et chaussées, les tramways, les locomotives, la marine mar-

chande, etc., sont tous des éléments industriels. Toutefois, nous sommes ici en présence de moyens de commerce et non plus d'objets de commerce. Le transport joue un rôle énorme dans le commerce — ce qui est démontré par Child qui considère les avantages de la navigation anglaise seule comme le signe de la balance favorable, — aussi estimons-nous utile d'insister d'une façon spéciale sur ce sujet.

Le commerce intérieur d'un pays est la base de son commerce extérieur. Son activité se développe, à mesure qu'un outillage efficace et rapide de transport se généralise et se perfectionne dans le pays tout entier. Les produits différents des diverses régions ont besoin de s'échanger entre eux, les matières premières et le travail ont besoin de se rencontrer, et les négociants ont besoin de voyager rapidement. Tout cela exige des moyens de transport, surtout des moyens de transport modernes : les chemins de fer, les locomotives, les bateaux à vapeur, etc. Et la chose est d'autant plus nécessaire que le pays est d'une vaste étendue. Sans quoi le commerce intérieur demeurerait dans l'inactivité, et cette inactivité rendrait forcément passive la situation du commerce extérieur. Tout d'abord, l'absence de bons moyens de transport paralyse la production en empêchant la réunion des matières premières et du travail. Pour les produits il y a lieu de craindre qu'on soit forcé de les garder dans leur lieu d'origine, faute de

moyens de transport, et s'il est difficile de les faire sortir de la localité où ils se trouvent, à plus forte raison sera-t-il difficile de les faire sortir de leur pays. D'autre part, lorsqu'un pays est dépourvu de moyens de transport intérieurs, il est peu probable qu'il en possède pour les relations internationales. Dans ce cas ce sont les négociants étrangers qui viennent faire leurs offres et leurs demandes. Lorsqu'un pays n'a point d'initiative dans le trafic international, les indigènes ne peuvent songer à conquérir les marchés du dehors, mais tout au moins devraient-ils rester maîtres de leurs marchés intérieurs. On voit quelle influence les moyens de transport exercent sur la balance du commerce.

La Chine se trouve précisément dans ce cas. Est-il étonnant dès lors que les produits étrangers, même après un long voyage, soient souvent vendus à meilleur marché que les produits indigènes ? Sans doute, on peut en améliorant les conditions de la production abaisser les prix de revient, mais il est indispensable qu'il ne faut pas que les difficultés de transport viennent neutraliser les résultats acquis.

Sans insister sur les mauvaises routes, sur les conditions pénibles et périlleuses dans lesquelles les voituriers d'attelage, les porteurs de civières, les caravanes de chevaux, et les mulets de bât, effectuent le transport dans la plus grande partie du pays, nous nous contenterons de dégager les caractères

distinctifs des principaux moyens de transport en Chine, et nous en montrerons en même temps l'insuffisance. Nous bornerons nos explications aux chemins de fer et à la navigation intérieure et extérieure de la Chine.

1^o CHEMINS DE FER. -- Nous les exposerons successivement dans le temps et dans l'espace.

A) *Les chemins de fer en Chine dans leur historique sommaire.* -- Le chemin de fer est apparu pour la première fois en Chine en 1876, sous la forme du chemin de fer de Changhaï-Wouson. On l'a détruit l'année suivante pour le reconstruire vingt ans après. En 1881, on commença à construire le tramway de Kaiping pour transporter le charbon à une distance de 11 kilomètres, mais la continuation de ce travail dans un sens et dans l'autre aboutit à l'achèvement du chemin de fer de Péking-Moukden. En 1895, la Russie obtint la construction de chemins de fer dans la région du Mandchourie pour amener le Transibérien jusqu'à l'Océan Pacifique. En 1897, la Banque Russe proposait de fournir les capitaux pour construire la ligne de Tayuenfou-Tchang-té-fou. Son offre fut agréée. La même année les Etats-Unis reçurent le droit de construire le chemin de fer de Kouangtung-Hankéou ; la Belgique, appuyée financièrement par la France et par la Russie, se chargea de construire la ligne de Péking-Hankéou, et l'Angleterre obtint à titre de compensation le droit de construire les

lignes : Canton-Kéoulon, Changhaï-Nanking, Changhaï-Hang-Tchéou, Ningpo, et Pukéou-Sinyong. En 1898 en vue du transport du charbon fut construite la ligne Tchu-Tchéou-Pingsiang. Dans la même année l'extension d'une ligne de la frontière de l'Indo-Chine à Yunnan-fou fut accordée à la France. Un droit de préférence pour la construction des chemins de fer de Chantoung fut obtenu par l'Allemagne. La construction d'une autre ligne dans le sud de la Mandchourie, du Transsibérien à Port-Arthur, fut accordée à la Russie ; cette ligne est occupée en partie par le Japon depuis la guerre russo-japonaise. En 1899 un syndicat anglo-allemand fut chargé de construire la ligne Tientsin-Pukéou. En 1900 la Compagnie Franco-belge de chemins de fer et de tramways en Chine entreprit les travaux de la ligne Kaifeng-Honan. En 1902, le syndicat de Péking commença la construction de la ligne Taokou-Tchinhoua. En 1907, ce fut le tour de la ligne Souatou-Tchaotchéoufou. En 1905, un accord fut signé entre la Chine et le Japon pour la construction de la ligne Antung-Mukden par le Japon et pour celle de la ligne Kouangtchengtz-Kirin à l'aide de la coopération sino-japonaise. La même année vit commencer la ligne Péking-Kalgan qui a fini par devenir Péking-Sui-yunn, et en 1906 on assistait aux premiers travaux de la ligne d'Amoy-Tchengtchéou.

Par suite de l'abandon des travaux de la ligne de

Kouang-tung-Hankéou par la Compagnie américaine, il fut nécessaire de se procurer des capitaux pour la continuation de cette ligne dont les Chinois se chargèrent eux-mêmes dans la suite, et ceci souleva une autre question. C'était celle du prolongement de la ligne Kouangtung-Hankéou jusqu'à Setchuen. Ce prolongement était demandé par les prêteurs de capitaux pour renforcer leur garantie. Le gouvernement chinois y a consenti. Ces prêteurs ont été d'abord les Anglais, les Français, les Allemands, en 1909; auxquels sont venus s'adjoindre en 1910 les Américains.

C'est à cette époque que le droit exclusif de propriété des chemins de fer (du moins des lignes principales) fut proclamé par le Gouvernement chinois à son profit. La province de Setchuen qui se proposait elle-même de construire ses chemins de fer protesta énergiquement contre cette proclamation et ce fut un des faits qui contribua à l'agitation du début de la révolution de 1911. D'ailleurs dans la suite cette politique fut de moins en moins combattue. Depuis la révolution, un grand plan de chemins de fer a été arrêté par le Dr. Sun-yat-sen, le premier président de la République chinoise, et par le Directeur général des chemins de fer. Ce plan consiste dans l'établissement de trois grandes lignes parallèles à travers la Chine d'une longueur totale de 13.300 kilomètres. Le Dr. Sun ne devait pas tarder

à abandonner son poste de Directeur général des chemins de fer, mais son plan, bien que non encore exécuté, est appelé par la force même des choses à recevoir un jour ou l'autre son application au moins partielle.

Il existe en Chine un grand nombre de chemins de fer projetés dans ces années dernières dont les travaux ne sont pas encore commencés, ou le sont à peine. Nous les laisserons de côté. Les lignes que nous avons indiquées plus haut, sont les unes entièrement achevées et ouvertes au trafic, les autres partiellement.

Il faut ajouter que la plupart de ces lignes ne commencèrent à s'ouvrir au trafic qu'après 1900. Nous n'en avons exposé que le début, notre but étant de montrer simplement que leur histoire ne remonte pas au delà et que la Chine n'en a tiré des avantages que depuis peu de temps.

B) *Etendue des chemins de fer en Chine.* — Cette section ne comprendra que la partie des chemins de fer déjà construits et ouverts au trafic (1). Nous nous en tiendrons aux grandes lignes, pour l'indication des chiffres. Dans la région de Mandchourie il existe deux grands réseaux : l'un, sous le nom de chemin de fer de l'Est de la Chine, ayant 1.738 kilomètres, l'autre, sous le nom de chemin de fer du Sud de

1. D'après China year Book de 1916.

Mandchourie, 1.201 kilomètres. La ligne Pékin-Moukden a 991 kilomètres et avec ses embranchements atteint 1.287 kilomètres. Entre Tientsin et Pukéou la ligne et ses embranchements comptent 1.108 kilomètres. Les chemins de fer de Chantung ont 498 kilomètres, et ceux de Chansi 242. La ligne de Pékin-Sui-yuen compte 376 kilomètres. Le chemin de fer de Yunnan est d'une longueur de 465 kilomètres. La ligne principale de Canton-Hankéou doit avoir 1.126 kilomètres, mais il n'y a que 180 kilomètres de terminés, y compris quelques embranchements. De Changhaï à Nanking il existe 337 kilomètres de chemins de fer en y comprenant les embranchements de Changhaï-Woussung et de la ville de Nanking. La ligne de Canton-Kéoulon a 180 kilomètres. Les deux provinces de Kian-sou et de Tché-Kiang sont reliées par une ligne de 189 kilomètres. Entre Taokéou et Tchinghoua il existe 151 kilomètres de chemin de fer. La ligne de Sunnung compte 101 kilomètres. De Kioukiang une ligne de 135 kilomètres conduit à Nantchang. Une autre de 225 kilomètres met en rapports Kailong et Hananfou. Nous avons ainsi décrit les principales voies ferrées de la Chine, en laissant, cependant, de côté quelques lignes insignifiantes. On peut ainsi se rendre compte de l'importance des chemins de fer que la Chine possède et dont la longueur en kilomètres est de 10.405.

Par rapport à l'étendue territoriale de la Chine,

qui est de 11.000.000 kilomètres carrés, les voies ferrées existantes paraissent bien peu de chose. Une répartition approximative donnerait 9 kilomètres de voie ferrée pour 10.000 kilomètres carrés du superficie. Il faut ajouter que plusieurs grandes provinces ne possèdent pas un mètre de voie ferrée, et que les vastes régions de la Mongolie, du Turkestan et du Tibet en sont encore dépourvues à l'exception de la ligne Pékin-Suiyuen qui touche à peine la Mongolie.

Du reste, les tarifs de chemins de fer en Chine sont très élevés par rapport à la vie générale. Le transport y trouve encore une entrave. La raison, c'est que l'entretien des chemins de fer coûte plus cher qu'en Europe. Les industries indigènes de matériaux destinées aux voies ferrées ne sont pas encore en état d'en servir à un prix modeste.

2° NAVIGATION INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE. — La Chine est pourvue de voies d'eau multiples et excellentes. Le Yantzé, le Fleuve Jaune, l'Ouest-Rivière et l'Amour en sont les principales. Le Yangtzé surtout remplit toutes les conditions favorables au commerce, tant intérieur qu'extérieur. En dehors de voies d'eau données par la nature, la Chine possède un grand canal de 1.367 kilomètres, dont la construction a été commencée au vi^e siècle avant J.-C. Tous les historiens sont d'accord pour reconnaître que la Chine s'est efforcée dès la plus haute antiquité d'utiliser ses voies d'eau. Aussi ne faut-il pas s'étonner

que dès la découverte de la navigation à vapeur elle l'ait adoptée aux voies d'eau qu'elle possède. Elle a pu ainsi compenser dans une large mesure l'insuffisance de ses voies ferrées.

Cependant, il faut remarquer que le transport par voies d'eau diffère du transport par voie de terre dans ce sens qu'il attache plus d'importance à l'instrument même de transport. Après les chemins de fer, la possession de locomotives n'est plus en question, tandis qu'avec les voies d'eau, se pose une question plus importante, celle de l'industrie des navires. La preuve la plus frappante en est fournie par le commerce maritime : les hautes mers sont ouvertes à tout le monde, mais seules quelques puissances navales en ont le plein usage. Or, l'usage des fleuves a son importance, comme celui de la mer. C'est pour cela qu'il nous paraît bon de confondre la navigation intérieure et extérieure en envisageant l'état de la marine marchande de la Chine.

Il existe cinq compagnies purement chinoises de navires à vapeur. La plus ancienne et la plus importante est la « Compagnie de navires à vapeur des Marchands », qui fut formée en 1872. Sa flotte ne comporte que 59.332 tonnes. La Compagnie des navires de « Ming-Chao » ne possède que 2.299 tonnes. A côté de ces deux compagnies, plus ou moins puissantes, il en existe trois petites : celle de « Yuen-On »,

celle de « Chui-On » et celle de « Setchuen » qui disposent de moyens très modestes.

Sur les eaux intérieures, à cause des règlements conventionnels du commerce et grâce à l'activité des jonques, le transport fluvial effectué par les indigènes, est relativement considérable, tandis que le transport maritime est presque entièrement aux mains des navires étrangers. C'est ainsi que les navires chinois annuellement chargés et déchargés aux ports de la Chine atteignent à peine 20 o/o de la totalité du tonnage enregistré, tandis que les navires anglais seuls comptent presque pour la moitié, et que le pavillon japonais en couvre plus de 20 o/o ; ces chiffres s'appliquent à la période de dix années allant de 1902 à 1912.

Les négociants d'outre-mer sont donc, à la fois, vendeurs et livreurs de leurs marchandises en Chine, tandis que les commerçants indigènes attendent leurs clients derrière la porte. Les premiers ont une position active, les derniers, passive. Un marchand, qui, tout en tenant son magasin ouvert, fait circuler ses marchandises dans des voitures en criant dans la rue, rencontrera sûrement plus de clients que celui qui se borne à vendre chez lui, et refuse de faire toute livraison. Doit-il y avoir dans le même cas une différence entre un pays commerçant et un simple particulier ? Il ne semble pas.

CHAPITRE III

Quelle politique économique est suivie par la Chine ? protectionniste, mercantiliste ou libre-échangiste ?

Cette question ne se pose que pour les pays qui font du commerce international. On sait que la Chine fut longtemps fermée. Pendant toute cette période le commerce international n'avait pas de raison d'être. Cependant, en dehors de la nécessité de s'adapter aux circonstances variées, il y a une autre cause qui caractérise particulièrement l'évolution politique d'un pays, c'est sa tradition historique. Aussi il n'est pas sans intérêt de remonter à l'époque où la Chine restait isolée des autres continents et de chercher à dégager l'idée directrice de sa politique économique. Dès que les Chinois sortirent de l'état nomade, il y a quatre mille ans, ils attachèrent une importance capitale à l'agriculture ; ils considéraient tous les autres métiers comme mesquins dans le domaine économique, et en premier lieu le commerce qu'ils méprisaient au suprême degré ; ils estimaient l'agriculture comme

la seule source productive de richesse et ceux qui ne s'y livraient pas ne pouvaient à leurs yeux rien produire et dépendaient d'elle.

Mais cela n'empêchait pas qu'il existât une classe qui s'enrichissait avec plus de facilité que les agriculteurs, en se bornant à déplacer et à échanger ce que les agriculteurs avaient produit. C'était la classe des commerçants que l'on désignait d'ordinaire sous le nom de « spéculateurs », sans faire aucune distinction.

Emus du fait qu'une classe, souvent peu scrupuleuse et surtout improductive, vivait dans l'opulence et grandissait, les philosophes chinois se mirent à combattre les commerçants ainsi que le commerce lui-même. Mong-tzé, un des plus éminents disciples de l'Ecole de Confucius écrit : « C'est pour combattre les spéculations des gens sans valeur que l'on impose des taxes aux marchands ». C'est-à-dire qu'à ses yeux il n'existe pas d'hommes de valeur qui se livrent à la spéculation. Cela était dit au ^ve siècle avant Jésus Christ.

Au début de la dynastie Han (206 ans avant Jésus-Christ) on traitait encore plus mal les commerçants. Le gouvernement leur imposait de très lourdes charges sous prétexte « de les embarrasser et de les humilier » parce qu'ils étaient commerçants au lieu d'être agriculteurs. De plus, un décret impérial de la même époque interdit aux commerçants de s'ha-

billier en soie et de se faire porter en voiture. Toutes ces mesures avaient pour but de décourager le commerce. On voit que la vieille conception chinoise se fonde sur la même base que la théorie des physiocrates français. Seulement elle n'est jamais allée si loin que celle-ci. D'abord les physiocrates sont hostiles aux impôts de consommation et concluent logiquement à rejeter tout impôt sur les agriculteurs seuls, parce que ceux-ci sont les seuls producteurs, tandis que la philosophie chinoise, en faisant peser de grosses taxes sur les commerçants chinois n'en apercevait pas la répercussion sur les consommateurs. En second lieu, les physiocrates étaient arrivés à la liberté économique, tandis que le découragement infligé aux commerçants, comme en Chine, constituait une entrave à cette liberté. Un point commun aux deux doctrines est l'exclusion de la productivité de tout ce qui n'est pas agricole.

Il faut noter, à côté de la politique économique, les principes qui prévalaient simultanément dans l'administration fiscale en Chine. Tsung-tzé, disciple le plus éminent de Confucius dit : « C'est sous une inspiration mesquine que l'homme qui dirige l'Etat, attache tant d'importance à la préparation financière ». On méprisait généralement l'habileté dans l'administration fiscale au même degré que le commerce. Il y avait là une confusion fâcheuse entre l'adroite gestion fiscale et la lourde imposition du

peuple, confusion qui pouvait s'expliquer dans un certain sens à une époque où on ne se figurait pas un Etat entrepreneur ou emprunteur et où l'impôt à outrance était le seul procédé d'alimenter les finances publiques. Aussi, ne concevait-on pas qu'un administrateur financier pût se passer de ce moyen quelque adroit qu'il fût. Un habile administrateur financier, aux yeux du gouvernement, passait d'ordinaire aux yeux du public, quoique ce ne fût pas toujours exact, pour un impitoyable extorqueur du peuple. Attacher de l'importance à la perception fiscale, c'était de la part du gouvernement, dans la conception morale chinoise, qui a prévalu fort longtemps, faire acte de commerçant, de spéculateur. Et le commerçant étant un être essentiellement méprisable le gouvernement devait s'abstenir, tout au moins en apparence, d'employer les mêmes procédés. De là l'inactivité économique générale du pays, sauf, en ce qui concerne l'agriculture, et encore les stimulants furent-ils ici plus théoriques que pratiques.

A la longue, les préjugés s'accommodèrent mal avec la pratique. D'une part, en Chine, comme ailleurs, en face d'une population croissante, le phénomène de rendement décroissant dans l'industrie agricole finit par décourager plus les agriculteurs que les taxes ne décourageaient les commerçants, d'autant plus que la culture même intensive ne donnait, faute de procédés scientifiques, qu'une rémunération insuf-

fisante. Les commerçants ne cessaient de se multiplier et on ne songeait plus à les décourager. Il faut dire aussi que pendant longtemps la politique de découragement que suivait le gouvernement vis-à-vis des commerçants n'avait été qu'un prétexte pour prendre à leur égard des mesures fiscales. Peu à peu le commerce cessait d'être un objet d'humiliation. En dehors des rapports fiscaux l'Etat ne s'occupait pas des commerçants, pas plus que des questions concernant le commerce. En un mot il semble que la production et la consommation seules fussent prises en considération dans l'économie politique de cette époque, tandis que la répartition et surtout l'échange étaient perdus de vue. On les considérait plutôt comme des éléments nuisibles à la production, lorsqu'on constatait que les agriculteurs, séduits par les gains beaucoup plus élevés que les spéculateurs réalisaient, désertaient les champs pour le commerce. L'Etat ne pouvait pas empêcher le commerçant de travailler mais il ne mettait pas beaucoup d'empressement à les aider. Cette non-intervention de l'Etat dans le commerce, non-intervention plus insolente que sympathique, aboutissait au même résultat que la politique du « laisser faire, laisser-passer » quand il s'agissait du commerce international, qui n'est qu'une extension du commerce intérieur. Telle était la situation au début des relations entre la Chine et le monde occidental.

Les rapports entre le monde occidental et la Chine commencèrent par la fréquentation des négociants occidentaux. Le gouvernement chinois ne les considérait ni plus ni moins que les commerçants nationaux. Il ne leur prêtait pas une attention particulière et ils ne lui inspiraient pas d'inquiétude. La lutte du commerce international, si acharnée depuis longtemps en Europe, ne le préoccupait pas même à la fin du xviii^e siècle. La Chine n'avait jamais songé à une défense économique ou à une rivalité commerciale avec les autres nations. La notion de protectionnisme lui paraissait trop étroite et celle du mercantilisme lui semblait inutile. C'était le régime de la liberté mais ce régime s'expliquait par la négligence et l'apathie de l'Etat.

Dès que les négociants portugais occupèrent Amoy et en réclamèrent la possession, et que les Espagnols infligèrent aux indigènes d'épouvantables massacres, le gouvernement chinois eut lieu de soupçonner que ces étrangers avaient l'intention de faire des conquêtes sous le masque de marchands. Il jugeait prudent de les arrêter à la porte, sinon pour prévenir l'agression, du moins pour éviter de trop grands frottements entre eux et les indigènes, dans le sein du pays. C'est pour cela que le régime de factoreries et de Co-Hong a vécu jusqu'à la guerre de l'opium. Sans doute, les négociants des différents pays occidentaux ne se conduisaient pas de la même façon

que les Portugais et les Espagnols, mais pour l'Extrême-Orient de cette époque la distinction de nationalité importait peu.

Le Co-Hong était une organisation commerciale indigène qui jouissait d'un monopole de commerce avec les factoreries étrangères avant la politique de la porte-ouverte de la Chine. Son monopole entravait certainement la liberté du commerce extérieur, les étrangers étant tenus de lui réserver leur clientèle. Mais on ne voit aucun signe ressemblant au protectionnisme. La protection a pour but de favoriser le développement des industries nationales dans toute la mesure possible. Or le Co-Hong non seulement constituait une gêne à l'entrée des produits étrangers mais privait aussi le pays de la possibilité de participer au commerce extérieur ; ainsi il rompait gravement l'équilibre économique de la nation. Un tel régime ne peut s'expliquer que par des raisons politiques et nullement économiques. D'ailleurs il cadrerait bien avec les vestiges du principe traditionnel de la non-intervention de l'Etat dans le commerce. Grâce au Co-Hong qui, en dehors de son monopole, fut investi de divers privilèges, surtout du droit de résoudre tous les problèmes soulevés dans la sphère du commerce extérieur, et tenu responsable des actes des commerçants étrangers envers le gouvernement chinois, ce dernier se vit débarrassé de toute question commerciale.

Quant à la préoccupation économique vis-à-vis du commerce extérieur, ce n'est qu'à partir du milieu de la première moitié du xix^e siècle qu'elle commença à se faire sentir. C'est au moment où la balance de commerce abandonna sa position favorable pour rester toujours défavorable que l'on s'aperçut de la nécessité de résister. Il s'agissait d'arrêter l'afflux d'opium dont nous avons déjà résumé l'historique.

La guerre de l'opium, en dehors de son mobile moral, fut une manifestation mercantiliste, pleinement justifiée par le souci d'arrêter le drainage d'argent dont la Chine était victime. A la veille de cette guerre, la politique de la surveillance des contrats individuels était proposée par certains hommes d'Etat chinois, c'est-à-dire cette politique qui consistait à obliger les commerçants indigènes à ne payer les importations qu'avec les marchandises (1). Il s'en fallut de peu que cette proposition fût adoptée. On peut dire qu'à cette époque la Chine avait conçu l'idée mercantiliste sans pouvoir l'appliquer.

Après la guerre de l'opium la Chine entra immédiatement dans la voie de la liberté du commerce ; volontairement ou parce qu'elle y était forcée, elle appliqua, sans réserve dans le domaine purement économique, le libre-échange depuis 1842. Les quelques restrictions, qui ont pu être apportées à

1. Sargent, *Anglo-chinese commerce and diplomacy*, p. 69.

cette attitude sont des solutions impérieusement politiques dont nous avons montré la nécessité. On peut formuler la politique économique actuellement appliquée en Chine en ces termes : une liberté de commerce absolue dans son principe, mais une liberté de commerce mitigée dans l'espace. Nous montrerons plus tard ce qu'est la liberté absolue quand nous arriverons aux questions du tarif douanier. La liberté mitigée, nous l'avons étudiée sous la rubrique du régime particulier des ports à traités. Ces ports se multiplient d'ailleurs dans une telle proportion que, dans le pays entier, il ne reste presque plus de places importantes qui soient fermées au commerce extérieur.

En somme, la Chine n'a jamais été protectionniste ; elle a fait, à un moment donné, un geste de mercantiliste, et elle est devenue bientôt libre-échangiste, au moins dans le domaine purement économique.

TROISIÈME PARTIE

**Inconvénients dans le commerce extérieur
de la Chine, dus au régime financier, et
inconvénients dans les finances, dus à la
base conventionnelle du commerce.**

CHAPITRE PREMIER

**Inconvénients dans le commerce extérieur
de la Chine, dus au régime financier**

PREMIÈRE SECTION

Système défectueux de taxation

Autrefois la Chine, en vue de décourager le commerce extérieur, a établi de lourdes taxes sur les marchandises, et aujourd'hui les pays protectionnistes recourent aux tarifs élevés des droits douaniers afin de restreindre la liberté du commerce exté-

rieur ; c'est la preuve indiscutable que le système de taxation exerce une action importante sur le commerce, tant intérieur qu'extérieur. Dans ces cas, la restriction de la liberté du commerce correspond exactement à la volonté du gouvernement qui y recourt, puisque les tarifs élevés n'ont d'autre but que d'entraver le libre-échange. Si le commerce en souffre, le pays n'en sera que plus satisfait. Le but véritable est atteint. Or, ce n'est pas du tout le cas, en Chine, aujourd'hui. La Chine n'a rien fait dans ce sens.

Sans vouloir apporter des entraves au commerce, la Chine n'échappe pourtant pas au reproche d'ériger trop de barrières au libre-échange. La seule raison de son attitude est la nécessité fiscale. Nombre de procédés auxquels le gouvernement a recours pour se procurer des ressources fiscales sont de purs expédients. Il les paie cher par des inconvénients multiples. Nous savons que pendant un demi-siècle la Chine se contenta d'une forte taxe sur l'opium pour en justifier l'importation en lui donnant un caractère légal, et cela même après la guerre de l'opium qui, quoique perdue par la Chine, n'en avait pas moins condamné le trafic de ce poison. On voit par là combien le besoin fiscal a poussé le gouvernement chinois à agir contre son gré et contre son intérêt le plus évident, et cela suffit pour justifier toutes les taxes en vigueur, dont le nombre est incalculable

si nous considérons toutes celles qui existent dans l'ensemble du territoire de la Chine.

Toutes les provinces ont leur système particulier de taxation. La plupart de ces taxes ne touchent pas au commerce extérieur, du moins directement. Ce qui nous intéresse, ce sont celles de ces taxes qui ont un caractère général, s'appliquent à toutes les provinces de la Chine et sont dirigées contre le commerce extérieur. Il faut ajouter que c'est surtout le commerce intérieur qui souffre le plus du mauvais système de taxation, tandis que le commerce extérieur, par suite de conventions internationales, jouit à cet égard de grands privilèges. Néanmoins ce dernier n'a jamais cessé de se plaindre des entraves dont il est l'objet et qui sont : 1^o les douanes régulières ; 2^o le Likin ; 3^o les droits d'exportation. Nous allons les examiner successivement.

1^o *Les douanes régulières.* — Des trois sortes de droits ci-dessus indiqués, les douanes régulières sont les moins critiquables. On les appelle douanes régulières parce qu'elles ont été établies fort longtemps avant que la Chine entrât dans le commerce international. Il n'existait pas dans cet empire de douanes, dans le sens technique de ce mot ; ce qu'on rencontrait c'était une taxe générale de transit frappant le commerce intérieur. Son but primitif était de décourager les marchands ; il devint plus tard un procédé purement fiscal, comme nous

l'avons observé dans le chapitre précédent. Dès que l'échange international commença sur les bords de la mer chinoise, cette taxe s'étendit aux marchandises importées et exportées et les stations établies le long des côtes sont devenues de véritables douanes.

Cependant on n'a pas fait de distinction entre la taxe intérieure et la douane proprement dite, et on applique le même terme de « douanes » à l'une et à l'autre, comme s'il n'existait qu'un seul régime de taxation vis-à-vis du commerce extérieur et du commerce intérieur. En un mot, la douane se confondait avec le droit de transit. De là le nom de douanes régulières.

Dès l'établissement de l'inspectorat des douanes maritimes, les douanes régulières furent également désignées sous un surnom. On les appela aussi douanes indigènes, pour les distinguer des douanes maritimes, dont l'organisation et le personnel ont été empruntés à l'étranger. Les deux douanes fonctionnent côte à côte, mais il n'y a pas une double douane contre les mêmes marchandises exportées ou importées. Les douanes maritimes frappent les marchandises transportées par les bateaux à vapeur, tandis que les douanes régulières frappent celles transportées autrement. L'administration et le tarif des douanes régulières n'avaient rien de commun avec les douanes maritimes et il en fut ainsi jusqu'en 1901.

En 1901, l'indemnité de guerre imposa à la Chine une grosse charge. Il s'agissait de renforcer la garantie des dettes étrangères. Les stations des douanes régulières, situées dans un rayon de 25 kilomètres des stations des douanes maritimes, furent confiées à la gestion de ces dernières. Celles au delà de 25 kilomètres et celles de l'intérieur restaient à l'administration indigène. En réalité, l'inspectorat des douanes maritimes n'a qu'un contrôle sur les douanes régulières qui lui sont soumises et ne les a jamais assimilées aux douanes maritimes.

En 1913, le gouvernement républicain investit l'inspectorat des douanes maritimes du contrôle sur toutes les stations des douanes régulières, sauf celles de l'intérieur, que l'on désigna toujours sous le même nom de douanes régulières ainsi que sur celles sises le long des côtes.

D'après les apparences on pourrait croire que désormais il existe une distinction nette entre les douanes et les taxes intérieures, c'est-à-dire que le droit d'entrée et de sortie des marchandises est uniforme, soit aux douanes maritimes, soit aux douanes régulières, et que tous les importateurs et exportateurs sont soumis aux mêmes devoirs et admis aux mêmes avantages. En réalité, il n'en est rien. C'est le caractère de taxe de transit qui l'emporte toujours dans les douanes régulières, soit le long des côtes, soit dans l'intérieur. Logiquement,

les jonques ne paient pas de droits de douanes, elles paient une taxe de transit à l'entrée et à la sortie et cette taxe a un caractère toujours arbitraire. Il est vrai que depuis la révolution une réforme des tarifs a été introduite dans les douanes régulières, mais cette réforme, tout en tendant à une unification, aggrave le tarif, en disposant que le tarif maximum du droit de transit, qui s'applique aux douanes maritimes, devrait aussi s'appliquer comme tarif minimum aux douanes régulières. De plus, les stations de l'intérieur fonctionnent concurremment avec celles sises le long des côtes, ce qui est plus critiquable.

Le revenu annuel des douanes régulières oscille entre 3 et 4 millions de haikouan taëls, dans ces dernières années. Mais le profit modeste qui en découle pour l'Etat n'a pas fait disparaître l'hostilité que lui témoigne le commerce et qui tient à ce que ces droits de douanes frappent les marchandises en transit, du moins en principe. Or tout droit de transit est une mesure vexatoire pour la circulation des produits.

2° *Le Likin*. — C'est une institution qui a créé la plus vive agitation dans le commerce extérieur de la Chine. Toutes les discussions provoquées par le système conventionnel du droit de transit ont été presque uniquement soulevées par le likin ; les

douanes régulières paraissent beaucoup moins impopulaires et moins intolérables.

L'établissement du likin a été un véritable expédient. Pour soutenir la guerre civile, à l'époque de la rébellion de Taiping, au milieu du xix^e siècle, le gouvernement ne pouvait trouver d'autre ressource que celle-là. Son début date de l'année 1853. Le mot « Likin » veut dire « taxe au taux d'un millième *ad valorem* ». Les stations de likin étaient établies dans tout l'empire tant dans l'intérieur que dans les ports à traités. Les protestations de la part des commerçants étrangers contre la nouvelle institution se rattachent à l'histoire de la question du transit que nous avons étudiée plus haut.

Il nous reste à dire que le régime conventionnel du transit, tout en assurant certains privilèges aux marchandises importées et exportées, est loin de les soustraire complètement à l'application du likin. Nous avons vu que le certificat de transit délivré sur paiement d'un demi-droit de douane, protège les marchandises en transit, soit importées, soit exportées. Mais l'usage de ce certificat a des limites. En cas d'importation cet usage est plus étendu. La question de propriété de la marchandise ne se pose pas ; ce n'est qu'à la destination déclarée que le certificat doit être rendu à l'autorité. Mais après la remise du certificat la marchandise serait frappée du likin. C'est surtout en cas d'exportation que l'usage du

certificat est plus limité. Il faut que le produit chinois soit acheté par l'étranger pour qu'il ait droit à un certificat de transit. Autrement, on ne le considère pas comme faisant l'objet d'exportation. C'est ainsi que s'explique ce vestige de l'histoire de la vente du certificat du transit. L'étranger prête seulement son nom pour couvrir les produits indigènes, qui, en réalité, ne lui appartiennent pas. Ce procédé est fâcheux et surtout illégal, parce que la convention de Tché-fou qui n'a pas perdu de vue cette hypothèse emploie les mots « *Bona fide* ». Seuls des commerçants peu scrupuleux sont capables de recourir à une telle fraude. Pendant toute la circulation des produits indigènes et tant que le titre de l'objet d'exportation n'a pas été acquis, ils tombent sous le coup du likin, d'où une augmentation considérable du coût d'exportation.

Il faut encore noter que le likin, tout en étant généralisé en Chine, est plutôt une institution locale qu'une institution de l'État. De là le nombre arbitraire de stations, la variété des procédés de perception, la non correspondance de la pratique au taux nominal d'un millième. Toutes ces questions sont laissées à l'autorité provinciale, ce qui est plein d'inconvénients.

3. *Droits d'exportation.* — Si la politique de protection consiste dans l'élévation des droits d'importation, il est logique de conclure que l'exigence des

droits d'exportation est une politique grosse de dangers. Toutefois des considérations particulières peuvent intervenir pour justifier l'existence de droits de cette nature sur certains produits : il en sera ainsi lorsqu'il s'agit d'une marchandise dont le pays exportateur a le monopole, par exemple le guano du Pérou, ou lorsque la demande de cette marchandise manque d'élasticité dans le pays importateur. Dans ces cas l'établissement de droits ne décourage nullement l'exportation. On peut concevoir aussi les droits d'exportation comme une mesure mitigée de prohibition absolue à la sortie de certains produits que le pays à intérêt à garder, par exemple les céréales. Mais ce sont là de rares exceptions. Aussi la suppression des droits de douane à l'exportation est-elle à peu près absolue dans la plus grande partie du monde. L'Angleterre qui jouit, en quelque sorte, du monopole de la production de la houille, a été pourtant obligée d'abolir le droit d'exportation du charbon en 1906, comme gênant l'activité de son commerce maritime en dépit des grosses recettes qu'il procurait au fisc.

Il reste aujourd'hui très peu de droits d'exportation en Europe. En Suisse ce droit existe sur la ferraille, les os, le cuir et les peaux brutes. En Italie, il porte sur les drilles, les déchets de soie, les frisons de divers minerais, le sel, etc. L'Espagne frappe d'un droit l'exportation du liège en pain ou en tables, les

os, la galène, les plombs argentifères, les minerais de fer et de cuivre, etc. Quelques Etats maintiennent le droit de sortie des chiffons (1). Or en Chine le droit d'exportation est une règle. Pour bénéficier d'une exemption, il faudrait que tel ou tel produit obtienne une faveur particulière.

Le taux des droits d'exportation en Chine est égal à celui des droits d'importation, de sorte que même si les produits chinois sont destinés à un pays libre-échangiste ou à un pays qui leur applique un tarif réciproque au droit d'entrée, c'est-à-dire pas plus de 5 o/o *ad valorem*, ils paieront un double droit par rapport aux marchandises étrangères qui sortent en franchise de leur pays, d'autant plus qu'ils ont à frapper presque partout à la porte de protectionnistes.

SECTION II

Inconvénients du système monétaire chinois

Théoriquement le commerce n'est jamais qu'un troc. L'usage de la monnaie comme intermédiaire dans l'échange de deux produits n'a pour objet que de faciliter le troc. Toutefois cet instrument une fois reconnu utile finit par devenir indispensable, d'au-

1. Jèze, *Science des finances et de législation financière française*, p. 1001.

tant plus que le commerce se développe entre les nations aussi bien qu'entre les individus. Son utilité se mesure à la facilité qu'elle donne au commerce. Si, au lieu de procurer des facilités désirables, elle multiplie les embarras et constitue une entrave au commerce, il vaudrait mieux s'en passer, pour retourner au troc pur. Or, en Chine, le système monétaire semble combattre l'utilité de la monnaie, au moins à certains points de vue.

D'une manière générale l'avantage primordial que la monnaie procure à l'échange est dans sa fonction de mesure des valeurs. Une fois reconnue comme telle la monnaie acquiert une valeur fixe. C'est elle qui est la régulatrice de la valeur d'autres objets, et on n'a plus à chercher sa propre valeur pour régler celle des marchandises. En Chine, tout au contraire, toutes les fois que l'on se sert de la monnaie, on discute d'abord sa valeur même et on n'effectuera pas d'achats ou de ventes sans la déterminer préalablement dans toute occasion. En second lieu, en choisissant les métaux précieux comme les instruments monétaires par excellence, on s'attache à la stabilité relative de leur valeur à l'égard de toutes autres choses, et c'est cette stabilité qui sert à rendre possible la stabilité de prix des marchandises. Les crises économiques sont ainsi empêchées ou diminuées. Il est curieux, mais aussi logique, de constater que l'instabilité de valeur entre différents métaux pré-

cieux est plus redoutable que celle qui peut se produire dans la valeur de différentes marchandises, lorsqu'il existe des divergences dans la conception du système monétaire, chez les différents peuples qui trafiquent entre eux. Dans ce cas la stabilité relative de la valeur de la monnaie vis-à-vis des marchandises est singulièrement paralysée par l'instabilité de la valeur entre les différents métaux précieux qui, tout en servant de monnaie, ne perdent jamais leur propre qualité primitive de marchandises. Cette instabilité se répercute sur les prix en général et entrave la marche du commerce. Tel est le phénomène que l'on constate dans le commerce extérieur de la Chine. Nous allons examiner, dans le système monétaire chinois, les motifs des deux inconvénients principaux : la complication et l'instabilité.

1. — *Complication.*

On peut se demander d'abord s'il existe vraiment une monnaie en Chine. La question ne doit pas surprendre, car la monnaie, dans son sens rigoureux, ne semble pas avoir une pleine existence en Chine sous le régime monétaire actuel. On peut dire que les métaux précieux ne manquent pas d'y remplir les deux fonctions de la monnaie, l'une comme mesure de valeur, l'autre comme intermédiaire d'échange.

La Chine a abandonné le procédé du troc, il y a des milliers d'années. La frappe de la monnaie de cuivre existait plus de mille ans avant J.-C. On aurait pu croire qu'avec le temps le système monétaire aurait été perfectionné. Or, en réalité, les faits démontrent qu'au cours des années la conception de la monnaie au lieu de progresser à reculé. Cela est encore plus vrai pour la monnaie d'argent que pour la monnaie de cuivre. En effet, jusqu'à présent, la monnaie d'argent est restée principalement sous forme de lingot, et, pourtant, l'argent est devenu l'étalon monétaire en Chine, surtout depuis le développement du commerce extérieur. On en a souvent conclu que la Chine n'a pas de monnaie d'argent, qu'elle ne possède que le métal blanc dont on se sert comme intermédiaire d'échange.

En affirmant qu'il y a là une conception rétrograde de la monnaie, nous avons à en rechercher les motifs. Les faits les plus saillants qui pouvaient inspirer aux législateurs l'idée de renverser la base monétaire, ne pouvaient être tirés que des abus, des délits, des embarras financiers qui remplissent l'histoire monétaire de toute dynastie en Chine. On ne procédait d'ailleurs qu'à la frappe de la monnaie de cuivre. En dépit des châtiments édictés par les gouvernements, la contrefaçon des monnaies de titre faible et la fonte des monnaies de titre fort étaient d'un usage courant. Les législateurs en étaient telle-

ment émus que s'ils avaient pu trouver un autre remède au mal que celui du troc, ils auraient supprimé la frappe de la monnaie de cuivre. D'ailleurs, comme le cuivre mérite à peine le titre de métal précieux, et comme l'unité de monnaie était minime, les abus ne procuraient que des profits infimes. C'est pour ces considérations qu'on a maintenu la frappe de la monnaie de cuivre. Lorsque l'usage de l'argent commença à se développer les législateurs n'eurent pas tout d'abord l'idée de le frapper en pièces comme le cuivre. Sous la dynastie Louang, l'empereur Chio-tsung (1183) essaya bien de frapper de la monnaie d'argent, mais cette expérience ne dura que quelques années. Trop respectueux de la valeur du métal blanc pour en abuser les législateurs s'abstenaient de le revêtir d'une forme légale qui aurait eu inévitablement pour effet d'en modifier, tout au moins d'en masquer ou d'en obscurcir, la valeur propre, comme le prouvait l'exemple des pièces de cuivre. Sans quoi la contre-façon et la destruction n'auraient plus eu de raison d'être.

Telle était la conception chinoise de la monnaie qui tenait plutôt à l'expérience qu'aux principes. Elle nous paraît pourtant surannée, parce qu'elle confondait volontairement la monnaie et la matière métallique. Il faut, toutefois, souligner ses mérites dans le sens conservateur. En s'abstenant d'exploiter le monnayage, les princes non seulement cou-

paient court aux abus du public, mais renonçaient aussi aux profits seigneuriaux trouvant leur source dans les altérations monétaires et rendaient inutiles les rappels aux principes formulés à cette occasion par Oresme. Pas de monnaie frappée, donc pas d'altération. L'argent reste une marchandise. On n'a rien voulu ajouter à sa valeur intrinsèque. Ce qui amenait Joseph Dubois à dire, dans son livre intitulé : *l'Empire de l'argent et études de la Chine financière*. « Le caractère de chose travaillée qui est si insupportable au chatouilleux esprit monétaire chinois ». Il ajoute : « les Chinois réalisent la parfaite unité, puisque, indifférents à tout autre mode de la matière métallique que son poids et son titre, ils retrouvent facilement, par la pesée et par la fonte, la valeur intrinsèque et unitaire de tout métal échangeable. Les agitations monétaires n'ont jamais eu la partie belle en Chine. » (1).

Quoi qu'il en soit, nous considérons justement cet état de choses comme le vrai motif de la complication monétaire en Chine. Aucune garantie légale sur la monnaie d'argent, de sorte qu'il faut peser toujours son poids, vérifier sa qualité, et enfin combiner le poids et la qualité à toute occasion de paiement en monnaie d'argent. Cela ne se ferait pas si l'argent était frappé en pièces de monnaie, garanties

1. Page 27.

par l'Etat. Dans ce cas la monnaie qui ne correspond pas à son titre légal doit perdre son cours, aussi bien que les fausses monnaies, tandis que le lingot d'argent, quelle que soit sa qualité, pourvu qu'il ne soit pas qualifié de faux argent, de fruit de forfait, ne fait encourir aucune responsabilité et continue à embarrasser les commerçants par sa variété de couleurs. Personne ne songe à imposer une certaine finesse à un morceau de métal blanc qu'il soit grand ou petit, carré ou rond. L'usage de ce métal ne peut se faire que de deux manières : ou bien ce sera le superflu de poids qui compensera le défaut de qualités, lorsqu'un vendeur de marchandise exigera une certaine finesse d'argent ; ou bien, ce sera une élévation du prix des marchandises, à l'encontre de l'argent de mauvaise qualité qui en résultera, lorsque l'on n'en exigera pas un supplément. De là toute une série de calculs conventionnels.

La complication est aggravée par la diversité coutumière de mesures et de poids entre les localités de la Chine. Sans être individualisée en pièces, la monnaie en Chine a pourtant une unité plus ou moins reconnue. C'est le « taël ». Mais il n'y a pas qu'un seul taël. Nous savons que le « Haikouan taël » est une unité conventionnelle. En réalité ce n'est pas une monnaie, ce n'est qu'un certain poids qui sert d'unité pour la perception des droits de douanes maritimes. Or tous les taëls locaux sont des unités

également abstraites, mais différemment déterminées en poids. Le haikouan diffère du Changhaï taël comme le Changhaï taël diffère du Canton taël, et tous les trois diffèrent aussi du Pékin taël et du haikouan taël, et ainsi de suite. M.-H.-B. Morse affirme qu'il a collectionné, dans les ports à traités de Chine, 170 sortes de taëls différents. Nous n'avons pas à entrer dans les détails de cette question. Bornons-nous à dire qu'en trafiquant de place en place les négociants doivent savoir quel taël est en usage, et en cas de transfert de compte d'un taël à un autre, dans quelle mesure s'établit l'équivalence. Les indigènes qui ne quittent pas leur localité, ou s'habituent aux diversités traditionnelles, ou encore croient qu'il n'existe pas chez les autres nations de système plus perfectionné ne se préoccupent guère des inconvénients que nous venons de signaler. Mais quant aux étrangers qui se déplacent plus fréquemment, et ne se sont jamais trouvés en présence de pareilles habitudes monétaires, on comprend leur surprise et leur embarras.

Il faut noter cependant que dans les provinces de ports à traités l'usage des monnaies étrangères a été admis depuis la porte-ouverte de la Chine. Les dollars mexicains sont les plus courants. Puis les Américains, les Anglais, les Français et les Japonais ont introduit leur monnaie en Chine, mais ces pièces ne

circulent que dans les ports à traités et ne pénètrent pas dans le centre du pays.

Toutefois, la commodité de l'emploi des pièces de monnaie n'a pas manqué de susciter chez les Chinois le désir d'en frapper aussi en argent vers la fin du xix^e siècle. Seulement ceci ne s'est fait que très exceptionnellement. Les pièces chinoises frappées à l'instar des dollars étaient plutôt une monnaie de certaines provinces que celle de l'Etat, et pour payer les taxes du gouvernement on pesait les pièces comme si c'étaient des lingots. D'ailleurs, là où les pièces étaient en usage, le lingot fonctionnait concurremment. Ce n'est que depuis la révolution de 1911 que des lois sont intervenues tendant à unifier la monnaie et à remplacer le lingot par les pièces frappées. Le budget s'exprime, aujourd'hui, en yuans qui est considéré comme l'unité monétaire nationale, au lieu du kouping-taël qui était autrefois l'unité monétaire de la Trésorerie publique. Le yuan doit contenir 23.97795048 grammes de pur argent et être frappé sous forme de dollar par le gouvernement seul. Cela réalise, en apparence, une unification, mais pressons-nous de dire que cette nouvelle monnaie n'existe que dans une proportion très minime par rapport à la circulation monétaire dans toute l'étendue du pays. Ce n'est une monnaie unitaire qu'au point de vue budgétaire. Dans les différentes localités, on continue à se servir de taëls. Le yuan, dans la plus grande

partie du pays est une monnaie purement abstraite comme le taël. C'est un phénomène naturel pendant l'époque transitoire que nous traversons et cette époque durera d'autant plus longtemps que la réforme commencée est sujette à des critiques et susceptible d'être ébranlée à sa base même. Nous reviendrons plus tard sur cette question.

II. — *Instabilité.*

Avant de montrer en quoi consiste l'instabilité et sur quoi elle agit, il importe de résoudre deux questions préalables : l'existence d'un étalon de monnaie en Chine et l'existence d'un change.

A) *Existe-t-il un étalon de monnaie en Chine ?*
Cette question se pose à la suite des remarques que nous venons de faire. La Chine ne possède pas de monnaie dans le sens rigoureux du mot. Or si la monnaie n'est qu'une marchandise, en quoi consiste l'étalon ? Cela serait une exagération inadmissible. L'étalon se manifeste dans la manière suivant laquelle un pays se sert de telle ou de telle matière, comme monnaie, mais non dans la forme de la monnaie. Or du moment que les dépenses et les recettes publiques, aussi bien que toutes les négociations s'effectuant dans le pays se règlent à l'aide d'une certaine matière métallique et s'expriment régulière-

ment sous son nom, il y a un étalon sous-entendu. Et c'est bien, en effet ce qui se passe en Chine ; toutes les dépenses et les recettes publiques s'y effectuent en argent et les opérations commerciales y sont généralement réglées en argent, sauf faculté de se servir des pièces de cuivre qui, sans être légalement limitées pour les paiements, ne fonctionnent que comme monnaie d'appoint. Nous ne pouvons donc nier l'existence d'un étalon monétaire en Chine.

B) *Existe-t-il un change en Chine ?*. — Cette question se pose à raison des procédés modernes du change, lesquels consistent dans l'emploi de lettres de change que la Chine ne pratique pas. En Europe ces procédés sont normaux et tout à fait classiques. La Chine, pays d'étalon d'argent, fait du commerce avec les pays occidentaux qui ont tous l'étalon d'or, et de plus son argent est plutôt une matière métallique qu'une monnaie. Aussi le trafic des lettres de change ne s'y est-il pas encore introduit. Il y a à cela beaucoup de raisons. M. Joseph Dubois écrit à ce sujet : « Dans toute la généralité des relations internationales, la Chine seule exceptée, le change n'est jamais qu'une cote de papier... Le seul mot de change appliqué aux relations externes de la Chine constitue un abus de langage et une fausseté de fait... On peut dire, en en tirant une simplification, que le change entre la Chine et l'Europe se résout tout

simplement en un achat-vente de métaux » (1).

Quoi qu'il en soit, nous croyons que la différence dans les procédés techniques ne saurait jamais détruire l'identité dans le principe. Les lettres de change ne sont que des instruments qui ont pour objet de régler les comptes internationaux. Elles remplissent la même fonction que les monnaies métalliques entre différents pays. C'est une substitution du papier au transfert de monnaie métallique. Il y a là un développement du change et non un renversement de la base essentielle du change primitif qui consiste dans l'achat-vente de monnaies entre deux pays. La preuve c'est que la parité d'or une fois rompue le déplacement d'or est inévitable. Que ce soit une livraison matérielle ou un simple transfert de compte, il y a toujours un change international, au moins dans son sens large.

Ceci posé cherchons à expliquer l'instabilité du change.

Entre deux pays de même étalon de monnaie, les lettres de change fonctionnent aussi bien qu'on peut le désirer ; elles règlent toutes leurs créances et dettes sans déplacement de numéraire, tant que la parité d'or est maintenue ; en d'autres termes, sous déduction de frais de transport, la valeur nominale des deux monnaies reste toujours la même dans la

1. Joseph Dubois. *L'Empire de l'argent et études de la Chine financière.*

proportion de leur valeur intrinsèque. La parité internationale rompue se rétablirait tout de suite par l'envoi d'or. Il y a donc une stabilité dans le change, et cette stabilité contribue à son tour à maintenir la stabilité des prix dans l'échange international des produits, parce que le coût de production et la condition de vente peuvent être préalablement calculés sur la même base, c'est-à-dire sur la valeur d'une même monnaie, sans que les fluctuations du change puissent les modifier beaucoup.

La Chine a l'étalon d'argent. Elle achète à l'étranger avec de l'or, et y vend pour de l'argent ; étant donné le fait que presque tout les pays occidentaux ont l'étalon d'or, ces derniers achètent en Chine avec l'argent et y vendent pour de l'or. Comme entre ces deux métaux il n'y a pas une parité qui pourrait maintenir l'équilibre entre eux, la pratique des lettres de change y reste étrangère. On pourrait imaginer une parité combinée sur la base de la valeur intrinsèque de l'or d'une part, et de l'argent de l'autre. En théorie, cela existe, mais une telle combinaison n'a aucune valeur pratique dans le change. D'abord, parce que la valeur intrinsèque correspondante de deux différents métaux dans les différents pays est obscurcie par la nécessité même de cette combinaison. En second lieu, une telle combinaison est fragile et sujette à des ruptures fréquentes à raison du fait que dans deux pays donnés, l'un ayant tel métal

pour étalon de monnaie, l'autre le regardant comme une simple marchandise, le besoin et l'utilité de la même chose ne sont pas appréciés de la même façon, ni au même degré. C'est pourquoi on ne parle pas de la parité entre l'or et l'argent et on laisse leurs rapports dans de libres fluctuations très fréquentes et souvent violentes.

L'aléa d'un change trop troublé est un danger pour le commerce. S'agit-il d'importation en Chine, l'importateur du pays à étalon d'or a intérêt à voir hausser l'argent, parce que plus le pouvoir d'acquisition de l'argent grandira, plus l'importation sera abondante, il y a là un stimulant à l'achat. Au contraire, la baisse de l'argent sera désastreuse pour lui, pour la raison inverse. L'élévation forcée du prix est encore une cause de découragement pour l'acheteur. Ce sont surtout les producteurs occidentaux qui se plaignent de l'étalon d'argent de la Chine, ses fluctuations imprévues trompant souvent leurs calculs. M. Joseph Dubois a vu dans le plan du professeur américain Jenks un acte d'habile diplomatie plutôt dans l'intérêt des importateurs américains en Chine que de la Chine elle-même (1). Nous admettons tout au moins qu'il a été fait dans l'intérêt commun des deux pays,

1. En 1902, sur la proposition du Mexique, une commission internationale fut nommée pour étudier les questions d'argent, la

S'agit-il d'exportation de la Chine, c'est la baisse de l'argent que souhaite un commerçant du pays à étalon d'or, qui exporte de la Chine. Son capital est en or. Il se procurera un change avantageux avec la baisse de l'argent en Chine. Il faut ajouter que cet exportateur est d'ordinaire un spéculateur du change. Il spéculé avec les banques étrangères en Chine. La banque étrangère lui fournit une somme d'argent garantie par des marchandises déposées en magasin et exige une traite en or tirée sur une place en Europe. L'exportateur stipule habituellement avec la banque un terme pour la livraison de la traite et un intérêt indéterminé jusqu'à ce terme. Il compte alors sur une baisse possible de l'argent qui aura pour effet de diminuer d'autant son obligation. Si, au contraire, une hausse de l'argent se produit, l'avantage appartiendra à la banque. C'est ainsi que l'on fait à chaque occasion d'échange une double traction : spéculation sur le change et achat-vente des marchandises.

La spéculation sur le change en aggrave les fluctuations spontanées déjà vexatoires parce que les intéressés, les banques étrangères d'une part, les négociants de l'autre, peuvent être tentés de fausser

Chine y fut adjointe en 1903. Le rapporteur principal, le professeur Jenks, a tracé un plan de réforme monétaire pour la Chine, dont l'objet principal est l'abandon de l'étalon d'argent et l'adoption de l'étalon d'or.

les conditions normales du marché. Le commerce ainsi affecté voit considérablement changer ses caractères essentiels. Aussi a-t-on généralement qualifié d'acte de jeu le commerce extérieur de la Chine.

Des deux inconvénients ci-dessus exposés, la complication et l'instabilité, la dernière exige une réforme radicale qui devrait s'attaquer à la base même du système monétaire. C'est à cette base-réforme que l'on devrait adapter les procédés d'unification. Aussi attacherons-nous une importance capitale à cette question de la base-réforme qui résoudra, d'elle-même, celle de l'unification, quand nous étudierons, plus tard, le remède au système monétaire.

D'ailleurs, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, une tentative en vue de remédier à la complication monétaire a été faite dernièrement avec le Yuan. Seulement tant que la base-réforme n'aura pas été réalisée il est impossible de garantir la solidité de telle ou telle autre pièce de l'édifice.

SECTION III

Défaut de crédit

La monnaie est l'intermédiaire des transactions, par excellence. Mais quelle chose pesante, volumineuse, embarrassante pour ceux qui la manient, bien qu'on lui adresse généralement le reproche d'être

rare ! Que sera-ce lorsque la monnaie sera suffisamment abondante dans le monde ? Heureusement l'intelligence de l'homme s'adapte aux solutions abstraites, même pour les choses qui touchent à ses intérêts les plus directs. De là le crédit. A mesure que s'est développé le commerce le crédit a joué un rôle beaucoup plus important que la monnaie dans la plupart des pays du monde. En principe, il la représente ; en fait, il la remplace la plupart du temps. A ce point de vue la Chine reste encore à l'écart du monde.

« Le négociant chinois dans les ports, dit M. Wagel, ne donne aucun crédit à un commerçant hors les ports, le commerçant étranger ne donne aucun crédit à un négociant chinois. De même le producteur chinois ne vend pas son produit en crédit au petit commerçant, le petit commerçant exige à son tour d'être payé au comptant par le commerçant dans le port, et ce dernier ne délivre sa marchandise que contre un chèque... Toutes les transactions sont faites sur la base du paiement pour la livraison... Il n'y a pas de doute que le manque de crédit est une des causes qui empêchent le commerce total de se développer et de prendre une extension à laquelle il aurait atteint au cas contraire » (1). Toutefois, M. Wagel reconnaît l'existence du crédit en Chine,

(1) Wagel, *Finance in China*, p. 125.

particulièrement entre les banquiers et leurs clients.

« Les méthodes et la comptabilité de ces institutions (banques) chinoises, dit-il encore, ne dépasseraient pas l'étude minutieuse des méthodes modernes des banques européennes, mais les banques chinoises ont leur mérite... Il y a un ou deux points qui sont particuliers aux banques chinoises : Il y a plus de confiance entre le commerçant chinois et son banquier, il y a aussi plus de considération réciproque. Le commerçant obtient toujours un crédit à découvert. La banque n'a même pas un gage sur les marchandises. Quand la banque finance un négociant, elle dépend entièrement de sa parole pour le remboursement au terme fixé. Il n'y a rien dans les banques chinoises qui corresponde au chèque. Le négociant ou le déposant est d'ordinaire porteur d'un livret. Quant il veut retirer, par son ordre ou par lui-même une partie de son dépôt, il envoie le livret à la banque avec la somme indiquée. La banque lui renvoie un ordre de banque ou la monnaie demandée avec le livret. Si le négociant répudie l'affaire et détruit le livret, la banque n'a aucun recours contre lui, car il n'existe même pas une trace de signature -- et cela même si cette affaire comprend des centaines de mille de taëls (1) ».

Il paraît singulier qu'un crédit si sérieusement

1. Wagel, *Finance in China*, p. 235.

établi entre les banquiers et leurs clients, ne puisse s'étendre dans les rapports généraux des commerçants, c'est-à-dire entre les acheteurs et les vendeurs, et cependant, au fond, il n'y a rien d'étonnant, car le crédit est encore principalement personnel. Entre le banquier et son client, il y a plus ou moins d'amitié ou de relations, tandis que les rapports des vendeurs et des acheteurs sont moins constants et généralement hasardeux. On se demande comment le crédit se développe si largement dans les pays occidentaux. N'a-t-il pour base essentielle que la confiance inspirée entre les individus ? Soit, mais dans le commerce moderne, c'est l'outillage perfectionné ou l'organisation ingénieuse de la circulation des capitaux plutôt que la confiance individuelle qui grandit le crédit. A plus forte raison, l'insolvabilité n'implique pas toujours l'abus de confiance, mais elle n'ébranle pas moins le crédit. Il faut donc attribuer le manque de crédit aux défauts des institutions, au lieu de s'attacher au terrain purement moral.

Or les institutions qui ont pour fonction de développer le crédit public ne sont autres que les banques. Il est à remarquer pour quelles raisons les banques chinoises actuelles ne sont pas en état de développer le crédit public et surtout le crédit dans le commerce international. En premier lieu, c'est parce qu'elles n'ont pas de grands capitaux ; en

second lieu parce qu'elles n'opèrent pas l'escompte international. Disons un mot de chacune de ces deux causes.

I. — *Le manque de capitaux importants.* — Les banques chinoises sont généralement des entreprises individuelles. Ce sont de gros commerçants ou de grands propriétaires, un, deux ou trois, qui fondent la banque, en débutant avec un capital peu important, et en consentant aux créanciers de la Banque un engagement général sur l'ensemble de leur patrimoine. Dans ces conditions leurs opérations sont forcément restreintes. C'est pour cette raison qu'il existe dans les rapports entre les banquiers chinois et leurs clients moins de formalisme et plus de considération qu'ailleurs, comme le fait remarquer M. Wagel. Cela leur suffit. Les banquiers aiment mieux administrer leurs propres affaires et courir personnellement le risque d'un échec que de grouper un plus grand nombre d'associés ou une masse considérable de capitaux, ce qui rendrait la gestion plus difficile, compliquerait le partage des bénéfices et des pertes, et donnerait à l'affaire une portée plus étendue mais aussi plus vague et moins saisissable. Une autre raison d'agir ainsi, la principale, c'est qu'en général en Chine c'est pour utiliser un capital disponible que l'on se fait banquier, et non pas pour établir une banque, qu'on cherche des capitaux. Amasser de petites sommes au moyen

d'actions lancées dans le public pour fonder une entreprise, serait pour les banquiers chinois une chose bien gênante. Une longue familiarisation avec les diverses formes de sociétés sera nécessaire avant que la coopération sociale se substitue en Chine à l'entreprise individuelle.

Les banques ne disposant que de peu de ressources, sont incapables de financer les industries du pays. Les avances qu'elles font sont très limitées en valeur et en durée. Les producteurs n'ont d'autres ressources pour la constitution de leur fonds de roulement que les sommes réalisées par la vente de leurs produits. Personne ne leur faisant crédit pour continuer leur production, comment pourraient-ils faire crédit à leurs acheteurs ? Dans ce cas, il n'est pas question de confiance, mais d'argent à trouver.

Dépositaires de fonds, les banques peuvent, sans doute, retirer des avantages des sommes déposées. Avec un dépôt important elles pourront considérablement élargir leurs opérations, mais par cela seul que leurs capitaux sont peu considérables, elles ne jouiront pas d'un prestige suffisant pour attirer les dépôts, surtout de sommes importantes. Nous en trouvons la preuve dans ce fait que les déposants de grosses sommes préfèrent s'adresser aux banques étrangères au lieu de confier leurs capitaux aux banques indigènes. Ceux qui possèdent des sommes peu importantes aiment mieux faire des prêts aux

simples particuliers qui leur rapporteront un intérêt plus élevé que s'ils les déposaient dans les banques, ou encore les garder chez eux, pour en disposer ultérieurement. L'esprit public en Chine n'est pas encore habitué à cette conception que la fortune individuelle trouve intérêt à être confiée aux banques. C'est à celles-ci qu'il appartient de la modifier dans ces sens et c'est en multipliant les garanties matérielles et morales qu'elles exerceront une force attractive.

Tant que la plus grande partie du numéraire restera éparse et dans les coffres des particuliers, tant que les banques seront impuissantes à l'attirer et à l'utiliser pour satisfaire aux exigences du crédit du public, il sera bien difficile d'établir dans le commerce un crédit général.

2. *Les banques chinoises n'opèrent pas l'escompte international.* — L'usage des lettres de change procure du crédit à l'acheteur sans faire subir au vendeur une longue attente de paiement. C'est la banque qui fournit d'ordinaire ce crédit. Par voie d'escompte la banque paie le vendeur moyennant une certaine déduction et devient nouveau créancier de l'acheteur. Si l'on voit dans l'escompte un trafic de lettres de change que la banque n'achète que pour vendre, on arrivera à cette conclusion qu'il n'y a eu dans l'opération de crédit fait par personne. Pourtant l'acheteur ne paie qu'au bout de trois mois après la réception des marchandises. Si les banques

chinoises pratiquaient cette opération, non seulement elles auraient puissamment aidé au développement du commerce international mais elles auraient réalisé des bénéfices considérables pendant le dernier demi-siècle, à raison de la baisse presque constante du change et de la situation défavorable de l'exportation vis-à-vis de l'importation. Le portefeuille d'escompte du papier sur les places d'Europe et d'Amérique serait très avantageux pour elles et peut-être aussi servirait-il à atténuer la baisse désastreuse du change du haikouan taël.

Quoi qu'il en soit, elles ne l'ont jamais pratiqué. Tout au plus délivrent-elles à l'occasion de transactions, un billet à ordre à cinq ou six jours pour garantir le paiement au vendeur.

Le motif le plus remarquable de ce fait réside dans la différence d'étalons de monnaies entre la Chine et les pays occidentaux, parce qu'en l'absence de parité l'aléa du change peut se produire d'un instant à l'autre, aussi brusquement que violemment. Les banques ne veulent pas prendre à leur charge les conséquences des fluctuations du change en ramassant dans leurs portefeuilles les traites des pays d'or pour lesquelles elles devraient toujours payer l'escompteur en argent. Cette question sera résolue en même temps que la question de la monnaie.

Un second motif est qu'on ne trouve pas en Chine un fort appui commun, c'est-à-dire une banque cen-

trale comme la Banque de France, la Banque d'Angleterre, etc., qui, disposant de la puissance financière du pays prêtent son concours aux autres banques, surtout dans les moments critiques. C'est dans une banque centrale que la surabondance du portefeuille des autres banques devrait trouver son débouché au moyen du réescompte, et c'est grâce à elle que la tension monétaire serait soulagée.

Il existe bien en Chine la Banque de Chine qui est une banque d'Etat, la plus grande et la plus perfectionnée du pays, appliquant les méthodes modernes, mais elle ne mérite pas le nom de banque centrale, parce qu'aucun rapport ne peut s'établir entre elle et les autres banques. D'autre part, par cela seul qu'elle appartient au gouvernement, il n'est pas à souhaiter qu'elle remplisse le rôle de banque centrale ; ce rôle devrait revenir à une banque indépendante qui servirait de soutien aux autres banques. Les critiques dirigées contre une banque centrale d'Etat restent classiques, nous n'avons pas à les rappeler. A côté de la Banque de Chine, il existe une autre banque d'Etat — mieux vaudrait dire banque d'un ministère. C'est la Banque des Communications qui forme partie intégrale du ministère des Communications. C'est dire qu'elle n'est pas davantage propre au rôle d'une banque centrale.

Les développements qui précèdent montrent l'impuissance des banques chinoises à assurer et à déve-

lopper le crédit public et surtout le commerce extérieur. Nous n'avons pas énuméré tous leurs défauts et abus. Leur réorganisation est indispensable. Quand nous l'envisagerons plus tard nous proposerons les remèdes d'ensemble qu'il y aurait lieu d'apporter à la situation actuelle.

CHAPITRE II

Inconvénients dans les finances publiques dus aux engagements que la Chine a pris dans les traités de commerce : tarif douanier trop modéré sur les marchandises étrangères et clause de la nation la plus favorisée

Le problème fiscal ne cesse d'être une source d'embarras pour le gouvernement chinois. Cet embarras se manifeste par les appels de plus en plus fréquents qu'il fait aux emprunts étrangers. Le déficit budgétaire est annuel. L'emprunt public intérieur a très peu de succès en Chine. D'ailleurs, l'Etat ne doit pas vivre normalement d'emprunt, pas plus de l'emprunt intérieur que de l'emprunt étranger. Les moyens d'alimenter le budget de dépenses ordinaires sont principalement les impôts et les taxes. Or, sous le régime financier actuel en Chine, l'augmentation d'impôts et de taxes intérieures serait une aventure périlleuse de la part du gouvernement, les nombreux impôts et les taxes actuellement en vigueur consti-

tuant une charge suffisamment lourde pour le public. Une aggravation de cet état de choses provoquerait une impopularité d'autant plus fâcheuse que la population compte sur la nouvelle république pour apporter de sensibles soulagements à sa situation. Sans doute, des réformes ingénieuses pourront créer de nouvelles sources de recettes qui n'aggraveront pas le fardeau du public, mais elles-mêmes supposent des réorganisations très compliquées qui exigent des frais immédiats. Dans ces conditions c'est du côté d'une augmentation des droits de douanes que l'on est naturellement amené à porter ses regards.

— L'élévation des droits de douanes présente plusieurs avantages particuliers : premièrement, c'est une source très abondante de revenu. Nous savons que dans le chapitre des recettes de la Chine le revenu douanier occupe le troisième rang, immédiatement après l'impôt foncier et la gabelle. La seule augmentation des droits de douanes équivaldrait à la création de plusieurs autres taxes. Deuxièmement, l'administration douanière en Chine est l'organisation la plus complète et la plus satisfaisante si on la compare à tous les autres organes collectifs des recettes publiques. Il ne s'agit pour augmenter les ressources que d'élever le taux des droits d'importations, sans avoir aucuns frais supplémentaires à supporter. Troisièmement, les douanes maritimes chinoises servent de garantie à la plupart des dettes étrangères, parce

que leur revenu est plus sûr par la perspective du progrès du commerce. L'augmentation de ce revenu renforcerait la garantie des créances de ceux qui commercent avec la Chine et fortifierait son crédit auprès d'eux en vue d'une aide financière éventuelle. Quatrièmement, l'adoption de l'étalon d'or comme base de la réforme monétaire étant en Chine un problème à l'ordre du jour, le paiement de droits d'importations s'effectuerait en or après la réforme. Un stock de réserves d'or, en dehors, pour faire face au besoin du change, serait indispensable, et nécessiterait probablement un grand emprunt d'or à l'étranger. L'augmentation d'or dans les recettes douanières dispenserait la Chine d'autant d'emprunts d'or.

Ceci étant donné, une grave question se pose. C'est de savoir si la Chine est libre d'élever son tarif douanier. Cette question n'est pas spéciale à la Chine. Presque tous les pays qui ont des relations commerciales internationales contractent plus ou moins des accords commerciaux avec d'autres puissances. Les clauses les plus intéressantes de ces accords consistent en concessions réciproques touchant le tarif douanier. Ces clauses lient les parties contractantes et restreignent ainsi leur liberté de modifier le tarif stipulé dans des termes déterminés. Il n'est pas étonnant que la Chine ait de pareils engagements envers d'autres puissances et subordonne cette liberté

à la condition de se dégager préalablement de l'obligation stipulée, mais ce qui est particulièrement remarquable, c'est que la Chine a fait une règle de ce dont les autres puissances font l'exception dans leur autonomie de fixer le tarif douanier du pays.

Dans les pays occidentaux, on constate trois systèmes de tarif douanier : 1^o le système du tarif unique ou autonome, tel que celui qui fonctionne actuellement en Angleterre, en Russie, et qui fonctionnait avant 1860 et avant 1909 aux Etats-Unis ; 2^o le système du tarif général et des tarifs conventionnels comme en Allemagne et en Autriche-Hongrie ; 3^o le système du double tarif comme actuellement en France (un tarif général et un tarif minimum) (1). On se demande dans quelle catégorie doit se classer le système pratiqué en Chine. En apparence, c'est le premier système, celui du tarif unique qui semble prévaloir en Chine, parce que c'est le tarif de 5 o/o *ad valorem* qui est généralisé ; au fond, il n'a rien de commun avec le premier système parce qu'il n'est point autonome. Il est plus loin du second système, parce qu'il n'en comprend que la moitié, la partie conventionnelle. Quant au troisième système, aucun de ses traits ne se rencontre dans le système chinois. Ce dernier se caractérise par l'existence d'un

1. Jèze, *Science des finances et de législation financière française*, p. 1007.

tarif à la fois général et conventionnel : conventionnel en droit et général en fait.

Tout en étant généralisé, le tarif de 5 o/o *ad valorem* comporte cependant des exceptions : le tarif spécifique est appliqué à certaines marchandises et la franchise à certaines autres ; un tarif plus élevé frappait autrefois l'opium, et des tarifs au-dessus de 5 o/o *ad valorem* sont en vigueur au profit du commerce frontière. Mais tout cela n'a qu'un caractère exceptionnel. Le tarif 5 o/o *ad valorem* s'applique à deux catégories de marchandises : les marchandises énumérées dans le tableau du tarif auxquelles le tarif de 5 o/o *ad valorem* est destiné et toutes les marchandises non énumérées dans le tableau. Disons tout de suite que l'expression de « caractère général » n'est pas seulement réservée aux marchandises qui font l'objet du tarif, mais aussi aux traités de commerce qui sont les vrais agents généralisateurs du même tarif. Et c'est ce dernier point qui nous intéresse le plus. Pour en saisir la particularité, il importe de retracer l'historique des traités de commerce intervenus entre la Chine et d'autres puissances depuis la porte-ouverte.

Dès que le traité supplémentaire de Houmuntchai, en 1843, entre la Grande-Bretagne et la Chine eût réglementé pour la première fois internationalement le tarif douanier de la Chine, les autres puissances, venues plus tard, conclurent des traités de

commerce et obtinrent successivement les mêmes avantages que l'Angleterre, particulièrement en ce qui concerne le tarif douanier. Celles qui ont suivi le plus immédiatement la Grande-Bretagne et qui ont obtenu le même tarif sont les Etats-Unis et la France en 1884. Dans le traité de Wang-Cha entre la Chine et les Etats-Unis, l'article II dit : « Ils (les citoyens des Etats-Unis) ne seront en aucun cas sujets aux tarifs plus élevés que ceux qui sont exigés des citoyens d'une autre puissance quelconque. » Dans le traité de Wangpoa entre la France et la Chine, l'article VI déclare : « A l'égard du tarif aussi bien que pour toute stipulation introduite ou à introduire dans les traités existants ou qui seraient ultérieurement conclus, il demeure bien et dûment établi que les négociants et en général tous les citoyens français en Chine auront droit toujours et partout au traitement de la nation la plus favorisée ». Plus tard, les traités de commerce avec la Russie, avec la Belgique, avec les Pays-Bas, avec l'Allemagne, avec l'Espagne, avec le Portugal, avec l'Italie, avec le Danemark, avec l'Autriche-Hongrie, avec le Mexique, avec le Pérou, avec le Japon, etc., portent tous une disposition pareille sauf des différences de taxes et sauf d'autres privilèges plus ou moins étendus qui bénéficient également de la clause de la nation la plus favorisée, mais qui ne sont pas d'ordre douanier. En un mot, le règlement de tarif signé entre la Chine et la Grande-

Bretagne en 1843 a été copié par tous les traités de commerce ultérieurement conclus entre la Chine et d'autres puissances. C'est ainsi que le tarif de 5 o/o *ad valorem* est généralisé.

On peut dire qu'à propos du tarif douanier, la base conventionnelle prend entièrement la place de la législation. Dans d'autres pays, on légifère le tarif, et on le modifie exceptionnellement pour qu'il puisse s'adapter à certains commerces, tandis qu'en Chine, on fait la législation, en quelque sorte, des conventions internationales.

Aujourd'hui, il est de fait que tout acte législatif qui pourrait spontanément émaner de l'autorité chinoise en vue de modifier le tarif douanier existant, n'aboutirait à aucun résultat, puisque toutes les nations en rapports commerciaux avec la Chine peuvent s'abriter derrière des traités. Aucune mesure législative ne pourrait intervenir sauf à l'égard des puissances ennemies dont les relations commerciales avec la Chine ont été rompues par la guerre dernière entre elles.

Ce n'est pas tout. Le tarif 5 o/o *ad valorem* lui-même est dans une large mesure illusoire. Cela résulte du caractère même du tarif *ad valorem* qui est peu pratique dans son application littérale. L'estimation de valeur pour diverses marchandises présente une grande difficulté et prête à de graves

erreurs. Aussi en a-t-on écarté l'application littérale pour un grand nombre de marchandises et depuis 1902 il ne reste de celles-ci que très peu qui soient énoncées dans le tarif de 5 o/o *ad valorem*, la très grande majorité restant en dehors du tableau. Cela ne veut pas dire que le tarif de 5 o/o *ad valorem* n'est plus en vigueur. Il demeure toujours la base des tarifs douaniers en Chine. On le combine avec le tarif spécifique de sorte que ce dernier se confond avec le premier, sans que l'agent des douanes ait besoin d'estimer la valeur de la marchandise. C'est un tarif fictif de 5 o/o *ad valorem*. Voici un exemple : le sucre se vend au prix de 2 francs le kilogramme. On inscrit, dans le tableau des tarifs spécifiques, que 100 kilogrammes de sucre paient 10 francs de droits de douanes. C'est un tableau positivement spécifique, mais aussi un tarif fictif de 5 o/o *ad valorem*. Système commode et logique.

Mais on est ainsi forcé de prendre le prix du jour de la marchandise envisagée pour fixer le tarif pendant une période plus ou moins longue. Or les fluctuations de prix peuvent être très fréquentes et très violentes d'un jour à l'autre. Le tarif *ad valorem* attaché au tarif spécifique serait la plupart du temps illusoire. Lorsque la valeur de la marchandise s'abaisserait ultérieurement le payeur subirait une charge lourde et injuste ; lorsqu'elle s'élèverait, ce serait une perte pour le fisc. De là la nécessité de

révisions fréquentes du tarif spécifique pour le conformer à la base du tarif *ad valorem*.

A propos de la révision du tarif conventionnel de la Chine, sa réalisation paraît aussi indésirable que nécessaire : nécessaire pour le conformer à la base conventionnelle ; indésirable à raison d'une série de discussions diplomatiques à engager. En fait depuis 1842 il n'y a eu que deux révisions de tarifs : celle de 1853 et celle de 1902. Pendant cette période les changements de prix de plusieurs centaines de marchandises soumises au tarif spécifique ont été pourtant incalculables.

C'est surtout depuis 1902 que les variations de prix se sont multipliées. L'élévation des prix s'accroît beaucoup plus et porte sur un plus grand nombre de marchandises que la baisse des prix. Le fisc chinois éprouve une grosse perte dans ses recettes douanières, puisqu'il a un droit légal de 5 o/o *ad valorem* effectif. La plupart de ces marchandises figurant dans le tableau paient moins de 5 o/o *ad valorem* et nombre d'entre elles ne paient même pas 1 o/o ; par exemple le corail imité ne paie que 0,06 o/o et les cornes de rhinocéros, 0,04 o/o. Le gouvernement chinois n'aurait pas laissé durer cet état de choses depuis si longtemps, n'était la question diplomatique qui est souvent embarrassante à résoudre.

Cette question diplomatique est compliquée par la portée immense de la clause de la nation la plus

favorisée que la Chine a généralement accordée à toutes les puissances qui sont liées avec elle par les traités de commerce. On voit, comme nous l'avons indiqué plus haut, de quelle manière la Chine a entendu l'application du même tarif au profit de tous les pays qui ont contracté avec elle. La formule invariable peut être résumée comme ceci : « Le pays actuellement contractant avec la Chine ne lui payera aucun droit plus élevé qu'un autre pays quelconque ne lui paie ». Autrement dit, tous les pays sont entrés dans l'égalité du privilège douanier accordé par la Chine. Leur action en cette matière est ainsi solidarisée. Toute modification ultérieurement apportée au tarif sera appliquée automatiquement et unanimement à tous. Le consentement préalable et unanime de tous les intéressés est donc nécessaire à la modification, ce qui complique la question diplomatique et en recule la solution.

Persuadée que la meilleure politique devrait consister à traiter sur le pied d'égalité tous les étrangers, la Chine a poussé trop loin cette idée. Elle ne s'est pas rendue bien compte de la gravité de la clause de la nation la plus favorisée, et surtout elle en a négligé la raison d'être la plupart du temps. Emprêssons-nous d'ajouter que ce n'était pas toujours la force qui imposait cette clause à la Chine. Au contraire la plupart de ces clauses ont été signées à la suite de négociations normales, et beaucoup de pays, qui

participent au même privilège, n'ont jamais exercé une influence politique en Chine.

Ceci posé, il y a lieu de rechercher la raison d'être de la clause de la nation la plus favorisée, car, le dicton que « la raison du plus fort est toujours la meilleure », ne s'applique pas lorsque la Chine consent volontairement à cette clause.

La raison d'être de la clause de la nation la plus favorisée s'explique par une sympathie particulière, ou du moins par un lien d'intérêt plus étroit, auquel deux pays contractants font des sacrifices réciproques. La réciprocité paraît indispensable pour la dignité du terme « la plus favorisée ». Aussi ne trouve-t-on pas dans les pays occidentaux indépendants de clause de la nation la plus favorisée sans réciprocité. Dans les traités de la Chine avec d'autres puissances sur une cinquantaine d'articles portant la clause de la nation la plus favorisée, il n'y en a pas plus d'une quinzaine qui parlent de réciprocité. C'est surtout en ce qui concerne le tarif que la réciprocité est le plus rarement rencontrée. Ce n'est que dans le traité avec le Pérou en 1874, dans celui avec le Mexique en 1899, et dans celui avec les Etats-Unis en 1904, que la réciprocité, en ce qui concerne le tarif douanier, se dégage nettement dans la clause de la nation la plus favorisée. En principe, la Chine n'est pas la nation la plus favorisée vis-à-vis de ses contractants ; ce sont eux qui le sont vis-à-vis d'elle. On peut

analyser en trois modalités les clauses de la nation la plus favorisée, dans les traités internationaux positifs : 1^o celle avec réciprocité rigoureuse ; 2^o celle avec réciprocité dans son sens le plus large ; 3^o celle sans réciprocité. La première est pratiquée aux Etats-Unis. L'effet de cette clause sera d'accorder la concession gratuitement, si elle a été accordée gratuitement à un autre Etat ; mais moyennant la même compensation ou son équivalent au cas où la concession n'a pas été accordée gratuitement. La deuxième est pratiquée en Europe. Ici la question de gratuité et de compensation ne se pose pas comme condition de la réciprocité. La troisième c'est le cas de la Chine. C'est une modalité très singulière. Sans nous occuper du point de vue politique, nous estimons qu'elle gêne gravement l'amélioration des conditions économiques et financières.

Pour modifier le tarif actuel, il faudrait d'abord tenir compte des clauses de la nation la plus favorisée qui intéressent tous les pays en rapports commerciaux avec la Chine ; mais pour donner une souplesse désirable à son système de tarifs et aussi pour se mettre sur le pied d'égalité dans le domaine économique et financier avec ses contractants, il faudrait que la Chine se dégageât de ces clauses telles qu'elles fonctionnent dans les conditions actuelles. Nous reviendrons plus tard sur ce sujet en envisageant les possibilités diplomatiques.

QUATRIÈME PARTIE

Remèdes proposés aux inconvénients indiqués plus haut

CHAPITRE PREMIER

Remèdes proposés au régime financier en vue
de supprimer ou d'atténuer les difficultés
existant dans le commerce extérieur.

PREMIÈRE SECTION

Suppression possible des entraves au commerce extérieur
provenant du système de taxation

Dans le système de taxation actuellement pratiqué en Chine, nous avons signalé trois obstacles au commerce extérieur : les douanes régulières, le likin et les droits d'exportation. Leur abolition absolue immédiate serait une chose désirable entre toutes, n'était la menace de ruine qu'elle impliquerait pour le fisc. Néanmoins comme ces trois sortes de droits ne présentent pas une égale importance pour le fisc, la

dépendance de ce dernier vis-à-vis d'elle n'est pas au même degré. L'abolition de l'une ou de l'autre n'exige ni les mêmes conditions, ni le même délai ; l'essentiel est de ménager autant que possible le budget public et de ne procéder qu'avec précaution à l'abolition des taxes.

I. En ce qui concerne les douanes régulières, la difficulté de leur suppression ne sera pas grande, par cela seul qu'elles ne rapportent au fisc qu'une somme relativement faible, entre 3 et 4 millions de haikouan taëls par an dans ces années dernières, ce qui représente 10 à 15 millions de francs. La privation de cette somme au budget des recettes publiques ne devrait pas être très sensible. On peut donc admettre la suppression pure et simple de ces taxes sans se préoccuper de chercher par quoi les remplacer.

Seulement, il faut reconnaître que les douanes régulières dans les ports à traités sont de vraies douanes et non une taxe de transit. La suppression de toutes ces douanes ferait échapper entièrement les jonques au paiement de droits de douanes. Ce qu'on pourrait faire, ce serait, peut-être, de les soumettre uniformément aux douanes maritimes et de les frapper d'un demi-droit de douane, qui correspondrait à ce qu'elles paient aujourd'hui comme droit de transit. On supprimerait de cette façon la confusion entre le transit et la douane, qui caractérise les douanes régulières

II. Le likin est la plus condamnable de toutes les taxes. Il semble qu'il doit disparaître à tout prix. Mais c'est aussi une des plus grandes sources de recettes publiques. Le revenu du likin monte normalement à la moitié de celui des douanes maritimes. Sa suppression brusque aggraverait considérablement le déficit budgétaire. Aussi se maintient-il en dépit des nombreuses protestations venant tant des étrangers que des nationaux. Le gouvernement lui-même l'avait reconnu comme un expédient fiscal pour traverser la guerre civile, mais il n'est jamais arrivé à le supprimer, l'expédient étant devenu une source importante de recettes publiques. Aujourd'hui la nécessité de l'abolir et celle de le remplacer se font sentir au même degré. Il faut d'abord lui trouver un substitut.

Les seules mesures suggérées sont l'impôt sur la consommation et l'impôt sur la production. Il ne faut pas se faire trop d'illusions à ce sujet. Les consommateurs et les producteurs ne manqueraient pas de rejeter, à leur tour, leur charge, dès qu'ils le pourraient. La restriction de la consommation et la gêne à la production sont également décourageantes au développement économique d'un pays. Cependant, la disparition des inconvénients du likin est plus désirable que celle des deux impôts proposés n'est indésirable, car en libérant les marchandises en circulation, l'autorité se trouve dans l'impos-

sibilité d'abuser démesurément du pouvoir d'imposer.

Les impôts sur la consommation et la production devraient consister normalement à ne frapper qu'une seule fois à l'occasion de la consommation ou à l'occasion de la production, et en cas d'accumulation, deux fois tout au plus, tandis que les barrières du likin sont multiples. Avec le likin le prix des mêmes marchandises peut varier dans des proportions incroyables selon qu'elles circulent plus ou moins. Le likin a pour effet d'immobiliser, en quelque sorte, les produits, en dehors des difficultés de transport. Le montant de l'impôt sur la consommation ou sur la production ne peut pas être exagéré pour les mêmes raisons que l'impôt unique dont le grossissement exagéré provoquerait infailliblement la révolte des contribuables. Avec l'établissement des nouveaux impôts les producteurs et les consommateurs paieraient chacun une somme raisonnable, les marchandises ne seraient plus l'objet de vexations en cours de route et les prix se stabiliseraient.

Sans doute, l'abolition du likin laisserait un trou dans le budget et ce trou serait beaucoup trop grand pour qu'il pût être bouché avec les nouveaux impôts ; ils n'y contribueraient que dans une certaine mesure. Mais il existe encore une autre source fiscale plus importante qu'on regarde comme la principale remplaçante du likin, nous voulons parler des

douanes maritimes. Nous y reviendrons à propos de l'élévation du tarif douanier.

III. Les droits d'exportation sont en principe du même tarif que les droits d'importation. La moitié des recettes douanières proviennent donc des droits d'exportation et ceux-ci constituent aussi une des sources fiscales les plus importantes. Leur suppression serait pour le fisc une perte aussi énorme que l'abolition du likin. D'ailleurs il n'a pas encore été suggéré d'expédients pour remplacer les droits d'exportation comme il a été fait pour le likin avec les impôts et les douanes. L'abolition des droits d'exportation est dans l'opinion générale une suggestion trop hardie au moins pour le moment.

Il est vrai qu'une tendance à la suppression de ces droits se manifeste dans ces dernières années. Depuis octobre 1914 le droit d'exportation du thé bénéficia d'une réduction de 25 centièmes de haikouan taël par picul. En 1915, la Compagnie manufacturière du Yangtzé a reçu l'autorisation gouvernementale d'exporter tous ses produits sans payer ni droits d'exportation, ni likin. Dans la même année et dans l'année suivante, une réduction spéciale des droits d'exportation a été également accordée à sept sortes de produits indigènes : les tresses de paille, les nattes, les draps à dessin, les mouchoirs à dessin, les draps de lin à dessin, les filets à cheveux pour femmes et les fruits conservés. Mais ces cas sont

rares et exceptionnels. Ce sont là des mesures timides dans la voie de la suppression des droits d'exportation et cela donne à penser que leur abolition générale ne se fera pas de sitôt.

D'autre part, comme le tarif des droits d'exportation est réglé conformément au même principe que le droit d'importation est incorporé dans les traités de commerce, les étrangers exportateurs de produits de la Chine n'ont pas de griefs à adresser à l'autorité chinoise du chef de ces droits. Ce sont les industries nationales seules qui en souffrent, mais dans une proportion bien différente, toutefois, que pour le likin. Ces raisons ne peuvent que ralentir la tendance à la suppression des droits d'exportation et il est probable que ceux-ci survivront longtemps encore après l'abolition du likin.

S'il est impossible d'accélérer l'abolition complète des droits d'exportation, il paraît facile d'arriver à lessupprimer graduellement. Supposons, par exemple qu'un délai de vingt-cinq ans soit nécessaire pour assurer la suppression de tous les droits d'exportation. Le tarif est de 5 o/o *ad valorem*. Divisons ces vingt-cinq ans en cinq périodes égales et diminuons 10 o/o au début de chaque période. La réduction dans le rendement fiscal serait relativement peu importante d'autant plus que la baisse du tarif aurait pour effet d'encourager l'exportation et que cette baisse elle-même serait encore compensée, dans

une certaine mesure, par le montant perçu sur le volume croissant des exportations. Supposons enfin que les industries nationales réalisent des progrès remarquables dans la période prévue de vingt-cinq ans, rien n'empêcherait les revenus d'autres sources de permettre à l'Etat de se passer des droits d'exportation au bout de vingt-cinq ans. Sinon, on pourrait augmenter encore le tarif de la dernière période de cinq ans, c'est-à-dire de 10/o pour les années supplémentaires. En tout cas il sera bon de mettre fin à cette catégorie de droits que presque tout le monde condamne.

En somme, de ces trois chefs, les remèdes proposés impliquent inévitablement l'abandon d'une partie considérable des ressources fiscales existantes. Nous nous sommes en effet occupé, jusqu'ici, plutôt de la diminution des maux que de l'introduction de meilleures méthodes dans l'ensemble du système de taxation. Si nous nous plaçons sur ce dernier terrain, il nous faudrait indiquer un grand nombre d'innovations possibles et jeter un coup d'œil d'ensemble sur les divers intérêts qu'un nouveau système devrait concilier. Cela nous amènerait loin du domaine du commerce extérieur. Aussi nous bornerons-nous à indiquer quelques grandes lignes, sur lesquelles une réforme générale d'impôts et de taxes pourrait s'effectuer :

1° Une organisation de l'impôt foncier. En 1904,

M. Georges Jamieson, dans sa *Taxation foncière dans la province de Honan* estimait que le montant de l'impôt foncier de l'empire chinois devait atteindre 375.000.000 de taëls et sir Robert Hart l'évaluait à 400.000.000 de taëls. Tous deux se basaient sur le taux légal de cet impôt alors en vigueur. Or le montant effectivement perçu de ce chef n'était que de 20.000.000 de taëls. Nous voyons par là combien défectueux est le système de l'impôt foncier en Chine. L'obscurité cadastrale, l'inefficacité des procédés de perception, l'abus des autorités locales étaient les principales causes d'une situation aussi lamentable. Depuis la révolution de 1911, on a porté à cette situation des remèdes, et cependant le revenu de l'impôt foncier de 1914 ne s'était élevé qu'à 54.935.740 kuping taëls (1), comme dans une année normale. On voit que les chiffres de M. Jamieson et de sir Robert sont encore cinq ou six fois plus élevés. Il est indispensable dans ces conditions de procéder à une réforme radicale par l'établissement d'un cadastre et par un travail de péréquation.

2° L'introduction en Chine de l'impôt sur le revenu, de l'impôt des patentes, de l'impôt sur les successions, ouvrirait de nouvelles ressources aux recettes publiques. L'application de ces impôts

1. Le Kuping taël est le taël du Trésor; sa valeur est moindre que celle du haikouan taël, 100 haikouan-taëls = 101,642 359 kuping-taëls.

aurait une portée très large et leur productivité serait considérable. Tout cela servirait à combler le trou que laisserait la suppression des institutions indiquées plus haut, et peut-être procurerait d'autres ressources.

Du reste, la libre circulation des marchandises et l'encouragement aux industries nationales, résultat du fait même de la suppression des barrières gênantes, stimulerait l'activité économique générale du pays. La nation supporterait plus aisément les charges publiques et l'Etat pourrait se montrer plus exigeant qu'aujourd'hui tout en voyant augmenter sa popularité.

SECTION II

Réforme du système monétaire

Le deux réformes que nous avons signalées plus haut : la nécessité de frapper de la monnaie au lieu de se servir de lingots, et la nécessité de remplacer l'étalon argent par l'étalon or sont, en général, bien vues par l'opinion publique. Toutefois les divergences de vue se maintiennent et font hésiter les réformateurs, car n'est-il pas dangereux de faire des expériences sur un instrument financier public aussi important que la monnaie et ne risque-t-on pas de ruiner le pays. Aussi la discussion tient-elle encore

la place de l'action. A l'heure actuelle quatre propositions sont en présence :

1° Le maintien de l'état des choses actuel, c'est-à-dire la préférence des lingots comme monnaie et la préférence de l'argent comme étalon ;

2° La condamnation de l'emploi des lingots et l'unification du monnayage légal, mais la conservation de l'étalon argent ;

3° L'adoption de l'étalon or pour le change et le maintien de l'étalon argent dans l'intérieur, avec la nécessité différée du monnayage pendant une période transitoire, pour arriver un jour à l'étalon or ;

4° L'adoption pure et simple de l'étalon or et le monnayage obligatoire.

Les défenseurs principaux de l'état des choses actuel sont au nombre de deux, un Chinois, le vice-roi Tchang-Tchi-Tung, et un Français, M. Joseph Dubois, l'auteur du livre intitulé : « *l'Empire de l'argent et études de la Chine financière.* » Tous les deux combattent le projet recommandé par le professeur américain Jenks, dont les grandes lignes se rapprochent le plus de la troisième proposition ci-dessus indiquée. Tchang-Tchi-Tung dominé par l'idée conservatrice, défend plus énergiquement que scientifiquement le régime de son temps. Quant à l'auteur de *l'Empire de l'argent*, il a des vues plus larges et les arguments qu'il emploie ont un caractère plus scientifique. Il affirme que le conseil du

professeur Jenks favorise uniquement les intérêts des importateurs américains et nullement ceux de la Chine. Voici quelques passages de *l'Empire de l'argent* que nous croyons intéressant de citer.

« Les principaux articles du programme de Jenks sont les suivants : Enonciation de la valeur en or — création de monnaies d'or employées dans les ports ouverts d'abord. Etablissement d'une relation fixe entre les monnaies d'or et d'argent. Disparition progressive des monnaies de cuivre — création d'une banque nationale... En tout cas un souci fort bien entendu des intérêts actuels et futurs du commerce américain dans l'économie chinoise ; en revanche il me paraît tout à fait et volontairement étranger à l'utilité chinoise » (1).

« La Chine est totalement démunie d'or et plus encore réfractaire à l'usage monétaire de ce métal » (2).

« La notion de l'or et son usage même limité amènerait en Chine un resserrement monétaire, dont les conséquences humanitaires, économiques et sociales seraient désastreuses » (3).

« La stabilité n'est jamais que la conséquence d'une conversion à l'étalon d'or, puisqu'elle comporte toujours la suppression de la frappe libre et la restriction de la force libératoire absolue de l'argent.

1. Dubois, *l'Empire de l'argent*, p. 126.

2. Dubois, *l'Empire de l'argent*, p. 126.

3. Dubois, *l'Empire de l'argent*, p. 134.

Sous ce régime, la valeur de la monnaie se sépare de la monnaie même qui la constitue » (1).

« Toute stabilité suppose une effigie monétaire préexistante, car on peut supprimer une effigie, tandis qu'il est impossible de supprimer ou même de réglementer les conditions d'échange du métal vierge tel qu'il circule en Chine, car dans ce pays l'effigie est absolument inexistante » (2).

« Dans le conflit entre la matière proprement chinoise et des pièces d'argent introduites par les étrangers, le dernier mot reste toujours au taël immuable et dans son intégrité métallique, préservé de toute erreur et de toute tromperie. »

« Bryan a été amené à prêcher à la masse du peuple américain la croisade contre l'or, monnaie des riches, dont la rareté empêche la large circulation, et restreint, en abaissant son abondance numérique, la force libératoire du salaire, seul mode à la portée de la grande foule » (3).

Les arguments de M. Dubois en faveur du système monétaire pratiqué en Chine sont très nombreux ; nous n'en avons cité que les passages concluants.

Nous n'avons pas l'intention de les apprécier maintenant dans leur généralité. Avant de les juger nous estimons préférable de les rapprocher d'autres

1. Dubois, *l'Empire de l'argent*, p. 127.

2. Dubois, *l'Empire de l'argent*, p. 129.

3. Dubois, *l'Empire de l'argent*, p. 135.

propositions, qui contiennent à côté de beaucoup d'arguments semblables des oppositions. Cela nous dispensera de les réfuter ou de les approuver successivement l'un après l'autre.

La deuxième proposition n'exige qu'une réforme relativement facile. On peut même dire que les réformes fragmentaires réalisées depuis la révolution sont un acheminement vers l'application complète d'un nouvel ordre de choses. Toutefois la question n'est pas résolue encore d'une façon radicale.

Un livre écrit par M. Wagel intitulé *Chinese Currency and Banking* soutient cette thèse. Nous en citerons quelques passages, les plus saillants.

« La question d'une importance capitale et urgente pour la Chine est l'unification des diverses monnaies locales... quelque étalon qui soit recommandé pour ce pays, il faut insister d'abord sur l'unification de la monnaie intérieure » (2).

« Pour le moment, les Chinois n'admettraient nullement que l'argent ait une valeur au-dessus ou au-dessous de sa valeur intrinsèque. Il est nécessaire que l'étalon et l'unité monétaire soient conformes aux pratiques existantes et soient préalablement familières au peuple, et à cet effet, il faut que la monnaie soit d'abord la monnaie de compte du gou-

1. Wagel, *Finance in China*, p. 292.

vernement ou celle des milieux importants des affaires ; que le monnayage soit exclusivement contrôlé par le gouvernement central et qu'il soit pris des mesures pour que l'introduction de cette réforme et l'acceptation du nouvel étalon (1) et de la nouvelle unité de comptabilité, soit obligatoire dans tout le pays ».

Quand à l'étalon d'or, M. Wagel proteste contre son adoption ; il ne l'accepte pas même pour le change « gold ex-change standard ». Sur ce dernier point M. Wagel fait le procès du plan du Dr Vissering, plan qui fait précisément l'objet de la troisième proposition. Nous allons l'étudier de suite et le confronter avec l'argumentation de M. Wagel.

Cette troisième proposition comprend le projet du professeur américain Jenks dont nous avons indiqué les grandes lignes dans des passages de M. Joseph Dubois. Mais c'est surtout le Dr Vissering qui a précisé la portée et l'étendue de la réforme préconisée. Pour l'accomplissement de son projet il prévoit trois périodes qui comporteraient les procédures suivantes :

1. M. Wagel appelle l'étalon d'argent « nouvel étalon » parce qu'il ne considère pas l'étalon d'argent comme déjà existant en Chine. Il n'y voit qu'un étalon de cuivre à raison de l'usage illimité des pièces de cuivre. Mais d'autres auteurs ne contestent point que l'étalon d'argent en Chine soit déjà une chose existante. D'ailleurs M. Wagel lui même a reconnu, dans un autre passage (p. 135), que la Chine a deux étalons indépendants : le cuivre et l'argent.

2. Wagel, *Finance in China*, p. 322.

Première période (1)

« 1° L'adoption, pour l'avenir, d'une unité d'or comme la fondation du nouveau système pour éviter la spéculation sur la parité, et pour éviter aussi qu'il soit nécessaire plus tard d'élever la nouvelle unité à sa valeur nominale future. »

« 2° L'organisation d'une banque centrale d'émission. »

« 3° L'introduction de la nouvelle unité d'or comme une monnaie de comptabilité pour le livre de crédit et pour le livre de transferts. »

« 4° L'assurance de la coopération des banques de change étrangères et des banques privées indigènes et des banquiers pour l'introduction de la nouvelle unité d'or dans leurs livres de banque. »

« 5° L'émission de billets de banque basée sur la nouvelle unité d'or. »

« 6° L'accumulation des réserves d'or pour faire face aux dits billets de banque. »

« 7° La réglementation de la gestion de ces revenus d'or. »

« 8° La déclaration éventuelle du cours légal des billets de banque. »

« 9° L'étude sérieuse des conditions de la balance

1. Vissering, *On Chinese currency*, p. 111.

du commerce et de la balance des comptes de la Chine. »

Deuxième période

« 10° La fixation du poids, de la finesse et de l'alliage des monnaies de billons et d'appoints. »

« 11° L'émission simultanée de billons et d'appoints. »

« 12° L'accumulation de réserve d'or pour faire face aux billons et la réglementation de la gestion de ces réserves. »

13° Le monnayage de pièces d'or, si cela est désirable, et l'admission temporaire de certaines pièces d'or au cours légal et l'émission temporaire de certificats d'or »

« 14° La proclamation du cours légal illimité :

A. — Des billets d'argent de 1 unité et de 2 unités.

B. — Des pièces d'or, et éventuellement des certificats d'or. »

Troisième période

« 15° Le retrait graduel et la démonétisation subséquente des vieux dollars d'argent, ainsi que des vieux Sycees » (lingots d'argent sous une certaine forme).

On voit que dans ce programme le Dr Vissering ne

se borne pas à poser l'étalon d'or pour le change comme le dernier but à atteindre. Il envisage l'adoption finale de l'étalon d'or pur et simple. L'étalon d'or pour le change n'est pour lui qu'une mesure passagère. D'autre part, il ne veut pas brusquer les choses, pas plus que M. Wagel qui considère l'étalon d'argent comme le meilleur système pour la Chine, surtout à cause de ses traditions. Aussi propose-t-il de commencer la réforme par la coexistence des deux étalons — or et argent — pour une période assez longue. Ce n'est pas le bimétallisme qu'il a en vue. L'usage de l'or dans ce cas aurait uniquement pour but de régler les comptes internationaux, tandis que l'argent continuerait à circuler dans l'intérieur comme actuellement. La perturbation que le besoin d'or brusquement senti pourrait causer dans la vie économique du pays serait ainsi évitée. Les réserves d'or — qu'on se procurerait probablement au début par les emprunts à l'étranger — seraient de préférence déposées et administrées dans des places commerciales d'outre-mer, par exemple, Londres, Paris, etc. Les règlements de comptes entre la Chine et les autres pays se feraient au moyen de ces réserves. Une banque centrale aurait le droit d'émettre des billets de banque en or avec lesquels les indigènes pourraient réclamer l'argent équivalent tandis que les étrangers recevraient une traite sur une place d'outre-mer. De même, toute valeur exprimée en or

pourrait être payée en argent dans l'intérieur. L'étalon d'or pour le change serait donc l'étalon d'or fictif pour le commerce intérieur. On arriverait de cette façon à concilier les intérêts en présence.

Le Dr Vissering subordonne encore l'émission de billons d'argent à un contrôle efficacement organisé par le gouvernement sur le monnayage. Cette émission de billon à raison de son importance même n'aurait lieu que dans la deuxième période. Dans la première période, il n'y aurait que des billets de banque en or, l'argent circulant dans l'intérieur ne valant plus que sa valeur intrinsèque, c'est-à-dire celle du métal. Après cette période il serait frappé des billons d'argent et aussi des pièces d'or, et l'étalon d'or pour le change-commerce céderait la place à l'étalon d'or pur et simple. On resterait d'ailleurs toujours libre de prolonger une période quelconque pour rendre les changements moins brusques. Comme on peut s'en rendre compte on trouva dans ce système autant de méthode que de prudence. Cependant, M. Wagel en conteste la valeur pratique. D'après lui le seul étalon propre à la Chine, est l'étalon d'argent. Il n'est pas convaincu que l'étalon d'or aurait pour effet de stabiliser les prix. « Il est faux, dit-il, de considérer, comme des écoles économistes modernes le prétendent, l'étalon de valeur comme déterminante des prix. La théorie de la stabilité des prix à raison de l'étalon d'or a été poussée à

une extrémité ridicule... L'or devenu étalon ne serait pas moins une marchandise... ce sont les forces économiques qui déterminent le rapport entre toutes les marchandises, et ces mêmes forces déterminent la valeur de l'or par rapport aux marchandises » (1).

« Adopter l'étalon d'or pour un pays quelconque a été le synonyme de la dépréciation de la valeur intrinsèque de l'argent... L'adoption de l'étalon d'or ne voudrait rien dire que l'appréciation de l'or que la Chine ne possède pas et la dépréciation de l'argent qui est sa richesse nationale » (2).

Il affirme surtout que le Dr Vissering ignore les traditions et les conditions économiques de la Chine et déclare qu'il a eu tort de recommander à la Chine les procédés des réformes monétaires de l'Inde et de Java dont le commerce est totalement contrôlé par les colons et par la métropole, et non par les indigènes. Leurs réformes monétaires étaient dans l'intérêt des colons et de la métropole qui souhaitaient une uniformité monétaire, mais la Chine n'est évidemment pas dans ce cas, et de pareilles réformes y seraient nuisibles.

Nous n'entrerons pas dans le détail des divergences de vues de M. Wagel et du Dr Vissering, nous nous bornerons à dire quelques mots sur la quatrième proposition qui a peu de partisans :

1. Wagel, *Chinese currency and Banking*, p. 274.

2. Wagel, *Chinese currency and Banking*, p. 277.

Cette proposition émane d'une idée hardie. Considérant comme finalement nécessaire l'adoption de l'étalon d'or, elle préconise d'entamer la réforme par l'adoption de l'étalon d'or pur et simple en dépit des difficultés qu'on pourrait rencontrer. On retrouve cette conception dans le programme d'un parti politique au lendemain de la révolution de 1911. Une pareille proposition paraît trop brusque et trouve d'ailleurs très peu d'adhérents.

De ces quatre propositions la troisième nous apparaît comme présentant le plus de valeur et comme donnant satisfaction à la fois à l'esprit de prudence et à l'opinion publique générale. Nous voulons parler du plan du Dr Vissering.

Quelques mots nous suffiront pour réfuter la première proposition, nous nous bornerons à rappeler que ce sont les inconvénients du système actuel qui font sentir la nécessité d'une réforme. Les défenseurs des traditions chinoises multiplient leurs efforts en sa faveur ; nous estimons quant à nous que tout en respectant, dans une certaine mesure, les traditions nationales, il faut se garder d'en abuser. Se servir de lingots comme monnaie, c'est-à-dire ne traiter qu'en marchandise la monnaie, est une méthode primitive qui a été abandonnée par presque tout le monde. Pourtant personne n'a perdu de vue la valeur intrinsèque de la monnaie.

M. Wagel est peut-être l'adversaire le plus acharné

que le Dr Vissering ait rencontré depuis l'apparition de son plan. Mais l'objection à l'étalon d'or et à l'étalon d'or pour le change, tirée de l'absence de stock d'or en Chine, ne suffit pas pour prétendre que la Chine doit demeurer pour toujours un pays d'étalon d'argent. D'autre part, la Chine n'est pas non plus particulièrement productive d'argent. De même qu'un pays qui possède l'étalon d'argent n'est pas forcé de produire l'argent comme le Mexique, de même, il n'est pas nécessaire pour un pays d'être l'Australie ou le Transvaal pour posséder l'étalon d'or.

Les motifs particuliers des réformes monétaires de l'Inde et de Java, exposés par M. Wagel, ne sont pas non plus concluants pour prétendre que la Chine elle-même n'a pas d'intérêt au changement de son étalon monétaire. Si les Anglais et les Hollandais ont intérêt à étendre leur système monétaire à leurs colonies, cela n'implique pas un désavantage pour ces dernières. M. Wagel veut dire seulement que tandis que l'absence de contrôle sur le commerce par les indigènes coloniaux ne constituait pas un obstacle à la réforme, la Chine se trouve dans une situation différente. Nous estimons, au contraire, que le peuple possédant lui-même le contrôle sur le commerce, a plus d'intérêts dans la réforme que ceux qui n'en ont pas, parce que c'est lui-même qui en profite. L'Argentine, le Japon et le Mexique, pays indépen-

dants, tous différents de l'Inde et de Java, ont également abandonné leur étalon d'argent pour adopter celui d'or.

Quant à la dépréciation de l'argent, elle pourrait être très sensible par suite de l'adoption brusque de l'étalon d'or pur et simple, mais elle le serait beaucoup moins avec l'emploi de l'étalon d'or pour le change en attendant que cet étalon d'or pour le change disparaisse lui-même pour faire place à l'étalon d'or pur et simple. Dans ce dernier cas, l'argent circulerait dans l'intérieur comme s'il n'était pas intervenu de changement d'étalon. Ce n'est qu'après une longue période après l'introduction de l'or que ce dernier commencerait à prendre peu à peu la place de l'argent. La dépréciation de l'argent ne serait plus alors une question inquiétante puisque son rôle se bornerait à servir de billon.

Pour M. Wagel les économistes modernes sont dans l'erreur en attribuant à l'étalon d'or la vertu de stabiliser les prix, et lui-même ne l'attribue qu'aux forces économiques, c'est-à-dire à l'or comme à l'argent, dont la valeur ne se stabilise pas elle-même parce que ce sont aussi des marchandises. Cet argument se fonde sur la vieille théorie quantitative qui est d'ailleurs classique. Mais M. Wagel semble négliger la portée particulière des mots « les prix » que les économistes désignent comme l'objet stabilisable pour l'étalon d'or. Il s'agit ici « des prix inter-

nationaux ». Ce sont ces prix seuls sur lesquels l'étalon monétaire exerce une grande influence. Car le coût de production et le prix de vente ont une affinité intime. Entre deux pays de différents étalons, il faut que le producteur calcule à la fois le coût de production sur la base d'une monnaie et le prix de vente sur la base d'une autre monnaie. La combinaison n'est pas facile. Il faut tenir compte du change que l'absence de parité d'or rend incalculable. C'est ainsi que l'exportateur se trouve souvent en présence d'une perte imprévue ou d'un gain inattendu, et cela en dehors de la baisse ou de la hausse positive des prix. On peut supposer qu'ils sont dus aux fluctuations du change. De là des spéculations sur le change. De là l'élévation déraisonnable des prix en prévision d'une perte imprévue dans le change. L'instabilité des prix tient à l'instabilité du change, c'est incontestable. Dans l'esprit des économistes modernes, que M. Wagel estime dans l'erreur, « l'étalon d'or » semble avoir le même sens que « le même étalon ». Le fait que la plus grande partie du monde a déjà l'étalon d'or suffit pour faire attribuer à « l'étalon d'or » le sens de « l'étalon universel ». En un mot, M. Wagel envisage l'instabilité des prix plutôt dans le temps, tandis que d'autres économistes modernes l'envisagent plutôt dans l'espace. Or, unifier l'étalon monétaire du monde, c'est bien une chose artificielle en dehors des forces économiques.

Il est très curieux de constater que malgré les divergences de vues dans le projet du Dr Vissering et dans celui de M. Wagel, les points de départ se concilient dans une large mesure : le premier recommande le maintien de l'étalon d'argent dans l'intérieur du pays pour une période assez longue, le second, tout en n'ayant pas posé une limite à ce maintien, répète la phrase : « La Chine doit commencer par l'étalon d'argent », mais il n'a parlé que du « commencement » sans envisager la suite. Logiquement, le commencement n'implique pas la suite. M. Wagel n'a donc pas méconnu la réalisation possible du projet du Dr Vissering, mais il ne veut pas aller aussi loin que lui. En ce qui concerne les réserves d'or du dehors pour régler les comptes internationaux de la Chine, M. Wagel en a reconnu aussi les avantages ; seulement il juge utile qu'une faible partie des réserves soit constituée en or. Mais si cette partie est si faible qu'elle soit loin de répondre aux exigences de sa destination, la plupart des inconvénients dont la Chine souffre actuellement dans le paiement des dettes étrangères continueront à subsister. Sur ce point c'est plutôt pour défendre son principe que M. Wagel fait exception à la règle du Dr Vissering.

Quoi qu'il en soit, le Dr Vissering s'attache davantage à la nécessité d'une réforme tandis que M. Wagel est surtout dominé par le respect des traditions. Le

premier conseille à la Chine de faire ce que tout le monde a fait, le second lui conseille de faire ce qu'elle seule devrait faire. Celui-là suit la tendance progressiste, celui-ci rend hommage à la force conservatrice. Sans doute, M. Wagel connaît-il mieux la Chine que le D^r Vissering, mais la révolution chinoise a surpris bien des connaisseurs de la Chine, tandis qu'elle a bien peu étonné ceux qui n'y voient qu'un événement normal du monde au xx^e siècle. La Chine actuelle est impatiente de devenir ce qu'elle devra être, plutôt que fière de ce qu'elle est.

En somme, nous voulons entrer dans la communauté mondiale, adopter les méthodes de nos devanciers et nous servir des mêmes instruments que d'autres groupes humains. Partager les chances et les risques avec le reste du monde vaut mieux que de jouir d'un avantage isolé et courir un danger séparé.

SECTION III

Amélioration du système de crédit

L'organisation des institutions de crédit se ramène à l'organisation des banques. La question des banques est intimement liée à celle de la monnaie. On peut même dire que les banques font partie intégrante des instruments monétaires. Aussi les auteurs qui traitent la question de la monnaie de la Chine ne

manquent-ils pas de tracer les grandes lignes de l'organisation des banques simultanément à la réforme monétaire.

Ayant donné la préférence au projet de la réforme monétaire dressé par le Dr Vissering, nous ne pouvons pas admettre un autre système de banque que le sien, au moins en principe, car son système de banques est le plus propre à l'entretien de son organisation monétaire. L'organe essentiel pour maintenir l'étalon d'or du change serait une banque centrale dont les traits caractéristiques seraient les suivants :

1. Elle devrait être une institution indépendante de l'Etat pour ne pas devenir un instrument du gouvernement, et pour ne pas prendre un caractère bureaucratique au lieu de commercial.

2. Elle devrait être la seule banque investie par l'Etat du droit d'émission, pour que sa puissance financière se développe au plus haut degré afin que la confiance du public dans les billets de banque soit fixée et concentrée sur elle seule, sans être ébranlée ni divertie.

3. Elle devrait être contrôlée par l'autorité publique à raison du fait que ses privilèges lui ont été conférés par le gouvernement et que l'intérêt public, pour lequel elle a été instituée, exige une surveillance gouvernementale constante sur elle, mais ce contrôle ne doit jamais aller jusqu'à l'ingérence.

4. Elle rendrait au gouvernement des services de trésorerie, tels que concentration des fonds publics, liquidation des dettes publiques, émissions des emprunts publics, etc.

5. Elle servirait aux autres banques d'instrument de compensation de leurs comptes chez elle, de dépositaire de leurs fonds momentanément sans emploi, d'escompteuse ou de prêteuse, surtout au moment des crises.

Tels sont les caractères et les fonctions de la banque centrale. Nous nous sommes borné à résumer les courtes suggestions du D^r Vissering sur le problème des banques en Chine. Il n'a guère insisté que sur l'institution d'une banque centrale, en l'étudiant plutôt dans ses rapports avec son plan monétaire qu'avec l'organisation du crédit proprement dit. Mais la base du système du crédit est jetée du même coup.

La banque centrale serait donc non seulement un appui financier pour le gouvernement et pour le public, mais elle jouerait aussi le rôle de « Banque des banques ». Ce dernier rôle mettrait dans sa main le levier dirigeant de tout le mécanisme du crédit du pays. Elle serait donc la source la plus haute du crédit.

A l'institution d'une banque centrale comme seule banque d'émission en Chine on a fait les objections suivantes : 1^o La Chine est un pays très vaste et

presque entièrement dépourvu de moyens de communication. La banque centrale serait impuissante à exercer son action dans toute l'étendue du pays, et serait paralysée dans ses rapports avec les succursales dispersées; 2° pour assurer le développement des banques locales, il faut leur accorder des avantages importants, parmi lesquels le droit d'émission est le plus encourageant. En le réservant à la banque centrale on réduirait à bien peu de chose le rôle des banques locales. De plus, les banques nationales qui fonctionnent aux Etats-Unis paraissent peu praticables en Chine. Celle-ci, accablée de dettes étrangères, est anxieuse de réussir des emprunts publics intérieurs qu'elle a jusqu'à ce jour très peu pratiqués. A l'instar des banques nationales des Etats-Unis, le gouvernement chinois subordonnerait le droit d'émission à l'achat de titres sur l'Etat et trouverait ainsi dans les banques locales nombre de débouchés pour l'émission des emprunts publics.

Nous considérons la première raison comme empreinte d'une timidité excessive et la seconde, au contraire, comme imprudente. La Chine souffre de la diversité des institutions locales, et lorsque l'on parle de la nécessité de réformes, c'est à l'uniformité avant tout que l'on devrait songer. Le manque de moyens de communication ne saurait à aucun titre justifier le refus d'établir une banque centrale rayonnant dans le pays tout entier. D'ailleurs, dans les

rapports de la banque centrale et de ses agences locales, les communications urgentes ne nécessiteraient pas le fonctionnement continu d'un service de chemins de fer. Elles pourraient se faire facilement au moyen de lignes télégraphiques qu'il serait aisé d'établir, dans un bref délai, dans les diverses régions qui en sont dépourvues.

Quant au développement des banques locales, il n'est pas une conséquence obligée du droit d'émission. Les banques autres que celles d'émission ont beaucoup d'autres opérations à faire, qui ne sont pas moins lucratives. Le droit d'émission ne peut être un signe de puissance que lorsqu'il est exercé par une seule banque, la plus haut placée. Partagé en petites parts réparties entre différents établissements il affaiblirait d'autant leur prestige. Pour les localités il existerait bien la « Banque des banques », mais pour le pays entier, il n'y aurait plus de « Banque des banques », et cela serait fâcheux pour l'intérêt général considéré dans son ensemble.

L'expérience des banques nationales des Etats-Unis ne doit pas être perdue de vue. Les inconvénients qu'elles présentaient ont amené la réforme de 1913 dans laquelle la constitution de 12 banques fédérales de réserves est venue apporter le remède à la décentralisation excessive du droit d'émission. Ce qui paraît offrir le plus de dangers c'est de garantir les billets de banque au moyen des titres de rente sur

l'Etat. En Amérique on néglige ce point à cause de la sécurité bien connue des titres de rente sur l'Etat et de l'abondance des ressources des banques destinées à faire face aux billets émis. On se plaint plutôt du manque d'élasticité de ce système parce que la diminution des dettes publiques par l'Etat réduirait les titres de rente sur l'Etat et restreindrait d'autant l'émission des billets de banque. En Chine c'est plutôt le premier point qui est le plus important. L'affirmation que l'Etat est toujours solvable vis-à-vis du public semble encore trop abstraite pour prévaloir. Même dans les autres pays, toute dépréciation démesurée des titres de rente sur l'Etat entraîne leur impopularité et une diminution de leur sécurité. La première question que le public se pose est de savoir s'ils sont réellement garantis. En réalité, garantir les billets de banque par les titres de rente sur l'Etat, c'est simplement les légaliser, les garantir envers la législation, mais non envers le public. Dans un pays où le crédit de l'Etat a besoin d'appui, il faut se garder d'appuyer sur ce crédit des banques d'émission ; ce serait écraser le premier et trahir le dernier.

La véritable garantie des billets de banque, sont les réserves effectivement constituées en or. Pour mieux contrôler cette garantie il faut centraliser le droit d'émission.

· · · Ayant résolu le problème de la banque d'émission

nous devons examiner la question des autres établissements de crédit. Nous nous occuperons d'abord de l'amélioration des établissements de crédit qui existent en Chine, puis de la création de nouveaux établissements.

Les banques privées en Chine sont généralement des banques de dépôt. Nous savons que leur capital est d'ordinaire très mince et qu'il n'est pas attractif de dépôts importants. Mais la responsabilité de cet état de choses incombe également à l'obscurité des réserves. Si le législateur est incapable d'augmenter les capitaux des banques, il a au moins le droit d'imposer à ces dernières un minimum de réserves en même temps qu'une publicité de ces réserves. C'est là une sécurité précieuse pour le public et aussi une mesure utile au prestige des banques elles-mêmes. La pratique législative des Etats-Unis est dans ce sens. Dans d'autres pays, les réserves ne sont législativement réglementées que pour garantir les billets de banque, tandis qu'aux Etats-Unis elles ont été également exigées avant 1917 pour les dépôts. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que l'importance des dépôts dans les banques américaines soit sans égale au monde. On en a évalué le montant à la fin de 1909 à 5.000.000.000 de francs. Même les dépôts de banques britanniques, qui se sont aussi considérablement développés, n'atteignent que la moitié de ces chiffres. Sans doute la richesse des

Etats-Unis est incomparable, mais l'habitude du public américain de pratiquer les dépôts et les paiements par chèques, à une telle échelle que les espèces et les billets de banque n'interviennent dans les transactions qu'exceptionnellement, atteste particulièrement le mérite et le prestige de leurs banques de dépôts. En Chine, au contraire, le paiement en espèces est la règle, et le paiement par chèques, l'exception. C'est à l'exemple des Etats-Unis qu'il faut améliorer les banques de dépôts. Or la particularité la plus saisissante du système américain est l'existence d'un minimum obligatoire de réserves et leur publicité.

A côté des banques privées, il existe en Chine une autre catégorie de banques qui sont les plus audacieuses et qui ne sont pas réellement dirigées par des banquiers. Ce sont les banques officielles de provinces. Le capital de ces banques est exclusivement pour les unes, et principalement pour les autres, fourni par les gouvernements provinciaux respectifs. Leurs opérations consistent surtout en émission de billets de banques et en spéculations commerciales. On y voit un élément troublant et malsain dans le milieu des institutions bancaires. Cependant, nous ne croyons pas nécessaire de les supprimer pour assainir le système bancaire. Par le seul fait qu'elles seront privées du droit d'émission, leur rôle se trouvera réduit à celui de banques de dépôts,

d'escompte, etc. Elles devront se soumettre aux mêmes règles que les banques privées. La seule chose chez elles qui s'adapterait mal aux méthodes commerciales serait leur caractère bureaucratique. Mais on peut imaginer une combinaison pour y remédier. Déjà beaucoup de banques officielles ont admis des actionnaires. Le législateur pourrait rendre obligatoire la participation des particuliers à leur capital, par exemple exiger que la part officielle ne puisse pas dépasser la moitié du capital. Cette transition aurait pour effet de modérer le caractère bureaucratique de ces institutions et de ménager l'intérêt du gouvernement provincial. Il est certain que la banque provinciale rend à son gouvernement un service précieux de trésorerie locale. Le gouvernement provincial, vis-à-vis d'une banque non officielle quelconque, ne peut lui accorder aucun privilège comme le gouvernement peut le faire vis-à-vis de la banque centrale ; par conséquent aucun service de trésorerie ne peut être exigé d'elle, si ce n'est dans des conditions onéreuses. Les banques partiellement officielles rempliraient raisonnablement cette fonction. En tout cas il devrait y avoir uniformité des mesures législatives pour les unes comme pour les autres.

La création de nouveaux établissements de crédit aurait une portée considérable. Mais l'accumulation de capitaux est essentielle pour tous. Dans un pays

comme la Chine actuelle où les capitaux existants sont très rares et très modestes, où la population est nombreuse et habituellement sobre, c'est l'accumulation des petites économies qui semble se prêter le mieux à la constitution ultérieure de capitaux importants. A cet effet, l'établissement de caisses d'épargne dans toutes les localités paraît indispensable. Les autorités locales devraient encourager l'initiative privée de ce côté, et seconder la formation de ces caisses comme les conseils municipaux le font en France. Les caisses feraient, à leur tour, au moyen de ces petites épargnes, des placements en plus grandes masses. Moins les individus gardent de l'argent, plus les établissements de crédit deviennent puissants.

Avec le changement de l'étalon monétaire qui diminuerait les fluctuations du change, et avec l'appui de la banque centrale, les autres banques ouvriraient aussi l'accès à l'escompte de traites sur l'étranger. Le crédit du pays s'étendrait normalement au commerce international et se développerait grâce à l'accumulation de capitaux de plus en plus considérables.

CHAPITRE II

Possibilité de modifier, par voies diplomatiques, le taux des droits d'importation, et simultanément les clauses de la nation la plus favorisée.

Nous avons déjà montré que la généralisation du tarif de 5 o/o *ad valorem* des droits douaniers restreint dans une large mesure les ressources fiscales. On songe à le relever pour remédier au déficit budgétaire annuel. Nous avons montré, de plus, que le tarif de 5 o/o *ad valorem* n'est qu'une base sur laquelle repose le tarif spécifique — qui frappe la plupart de marchandises — et que par suite de variations et surtout d'élévations de prix, beaucoup de marchandises paient un droit au-dessous de 5 o/o *ad valorem*, ce qui s'écarte du principe conventionnel. On songe, avant tout, à appliquer le tarif de 5 o/o *ad valorem*. Il y a donc deux choses à faire : appliquer le tarif de 5 o/o *ad valorem* et élever encore ce même tarif. Sans doute, si ce dernier problème était

facile à résoudre, le premier serait résolu. Mais la solution de chacun d'eux tient à leur caractère juridique : le premier est un droit acquis pour la Chine, le deuxième un avantage envisagé ; le premier est à résoudre dans l'intérêt des traités mêmes entre les puissances et la Chine, le deuxième est à poser dans l'intérêt de la Chine. Aussi, le premier suppose-t-il une révision pure et simple, tandis que le deuxième implique nécessairement la réalisation de certaines conditions.

Envisageons d'abord la solution possible du premier problème, nous voulons parler de la révision des tarifs spécifiques en vue de les faire concorder avec la base de 5 0/0 *ad valorem*.

La révision prochaine portera sur les tarifs déjà révisés en 1902. Le tableau des tarifs commence par une note ainsi conçue : « Le tarif d'importation donné ici est celui convenu dans les négociations intervenues avec le plénipotentiaire britannique, avec modifications introduites à la suite de notes émanant d'autres puissances. Ce tarif a été accepté par toutes les puissances ». On voit ici apparaître la solidarité d'action de toutes les puissances, conséquence de la généralisation de la clause de la nation la plus favorisée.

Les tarifs révisés en 1902 font partie du traité de Mackay, signé entre la Grande-Bretagne et la Chine. En ce qui concerne la révision ultérieure de ces

tarifs l'article 15 de ce traité déclare : « Il est convenu que l'une ou l'autre partie contractante peut demander la révision de ce tarif à la fin de dix années ; mais si aucune demande n'est formulée par l'une ou par l'autre partie dans les six mois après la fin de la première dizaine, alors le tarif demeurera en vigueur pour une nouvelle dizaine, comptée de la fin de l'année précédente ; et il en sera ainsi à la fin de toute dizaine successive ».

La demande a, en effet, été formulée de la part du gouvernement chinois dans le délai utile. Ce fut à la fin de 1913 que la révision des tarifs est venue en question. Au mois de janvier 1914 la Grande-Bretagne, les Etats Unis, la Belgique et les Pays-Bas se déclarèrent disposés à donner satisfaction à la demande chinoise et à mettre, par suite, en application le principe conventionnel existant. Mais l'accord unanime avec les autres puissances intéressées n'a pas été obtenu. Les négociations ne se sont pas terminées avant la guerre et depuis elles ont été complètement suspendues.

Le Gouvernement chinois a, dans ces dernières années, organisé des commissions spéciales d'enquêtes pour vérifier la valeur de toutes les marchandises dans tous les ports. Cette préparation faciliterait beaucoup la tâche de révision. On peut espérer que la reprise prochaine des négociations ne rencontrera plus d'obstacles, la continuation de l'état

actuel des choses étant la condamnation à mort de la base conventionnelle du tarif de 5 o/o *ad valorem*.

Quant à la question d'élévation des tarifs au-dessus de 5 o/o *ad valorem* elle a été aussi rendue possible par le traité de Mackay. La première section de l'article 8 du traité est ainsi conçue : « Le Gouvernement chinois s'engage à abolir pour toujours toutes les barrières, quelles qu'elles soient, qui perçoivent le likin et autres droits similaires le long des routes, des chemins de fer et des voies d'eau dans les 18 provinces de la Chine et les trois provinces de l'Est. Cette disposition ne s'applique pas aux douanes régulières qui existent au bord de la mer, sur les voies d'eau, dans les ports ouverts, sur les voies terrestres et sur les frontières de la Chine ».

La deuxième section a fait une promesse de compensation suivante : « Le Gouvernement britannique consent à ce que les marchandises étrangères importées, en outre du droit d'importation de 5 o/o *ad valorem* effectif tel que prévu dans le protocole de 1901, payeront une surtaxe spéciale équivalant à une fois et demie du dit droit d'importation pour compenser l'abolition du « likin, des droits de transit, qui tiennent place du likin, et de toutes autres taxes sur les marchandises étrangères, et en considération des autres réformes prévues dans cet article... »

Dans le traité de 1903 avec les Etats-Unis, l'article IV porte une disposition principale analogue.

Dans la même année un autre traité avec le Japon contient la même promesse dans l'article premier. En 1909 un traité signé avec le Portugal comporte aussi des engagements semblables. Empressons-nous d'ajouter que tout cela reste encore à l'état de projet ; nous sommes simplement en présence d'une pure promesse de l'une et de l'autre partie contractante envisageant une réforme éventuelle sans savoir quand elle pourra être réalisée.

La condition principale à laquelle l'élévation du tarif doit être subordonnée est donc l'abolition du likin et des taxes semblables. Reste la question de savoir si la surtaxe sur l'importation sera suffisante pour compenser l'abolition du likin, car, si la compensation n'est que très juste, c'est-à-dire si elle est strictement compensatrice, elle sera loin d'améliorer l'état fiscal actuel. Un calcul approximatif aurait suffi pour condamner la réforme proposée, la surtaxe sur l'importation ne devait être qu'un et demi du droit d'importation de 5 o/o *ad valorem*. En réalité, il n'y a qu'une surtaxe de 5 o/o *ad valorem*, puisque le tarif actuel d'importation de 5 o/o *ad valorem* avec un demi-droit à titre de transit forme déjà un total de 75 o/o *ad valorem*. Le total proposé ne serait que 12 et demi *ad valorem*. D'autre part, le tarif actuel des droits d'exportation est en principe le même que celui des droits d'importation, c'est-à-dire qu'il donne un total de 75 o/o *ad valorem*

y compris le droit de transit, et il demeurerait le même après l'abolition du likin. Donc l'augmentation totale du revenu douanier que réaliserait la réforme projetée ne serait que d'un tiers de ce qu'il est aujourd'hui, c'est-à-dire qu'aujourd'hui la totalité qui comprend le droit d'importation, le droit d'exportation et deux droits de transit forme 15 o/o *ad valorem* et qu'après l'abolition de likin elle ne serait que de 20 o/o *ad valorem*. Or le likin procure actuellement au fisc chinois une somme normalement égale à la moitié du revenu douanier. Il paraît singulier que dans le but d'augmenter le revenu fiscal, on aboutisse à une diminution.

La question serait plus embarrassante si l'on songeait, comme nous l'avons indiqué plus haut, à l'abolition des droits d'exportation, à l'exemple de ce qui se fait dans le reste du monde. Il faut ajouter que l'établissement d'impôts de consommation et d'impôts de production est aussi limité par ce traité aux seuls produits indigènes non destinés à l'exportation. Tout cela paraît rendre inopportune la réforme proposée.

Cependant il faut se garder de s'attacher trop à l'augmentation directe et immédiate du revenu fiscal. C'est en escomptant la prospérité future du commerce et de l'industrie nationale que des réformes très coûteuses pour le pays s'imposent à la Chine, et, pour réaliser ces réformes, les moyens transitoires qui les

autorisent et les facilitent, constituent eux mêmes des améliorations. On ne trouverait pas un autre moyen meilleur que l'élévation du tarif douanier. Quelque minime que soit cette élévation, il faut la considérer comme constituant une augmentation positive du revenu fiscal, puisque le likin se trouve dans la nécessité de disparaître, à moins qu'on ne veuille laisser subsister une maladie incurable dans la vie économique du pays.

La promesse faite par les puissances contractantes à la Chine, doit donc être considérée comme empreinte d'une sincère bienveillance. D'ailleurs, il n'a été tracé qu'un simple croquis d'une réforme complexe. Il est à espérer que le jour où sa réalisation immédiate sera discutée cette promesse prendra plus d'ampleur et de souplesse afin de répondre aux besoins impérieux de la Chine. Il est aussi à souhaiter que les puissances intéressées apportent à la Chine une aide bienveillante et complète dans la réalisation de réformes aussi utiles aux étrangers qu'aux indigènes.

En ce qui concerne la clause de la nation la plus favorisée, le problème est plus difficile à résoudre, car, à raison d'absence de réciprocité à l'origine, toute tentative de la Chine de toucher à cette clause suppose un geste dans son intérêt seul. Toutefois ce qui la rend discutable c'est précisément l'absence de réciprocité qui se concilie mal avec l'indépendance de la Chine.

L'effet de cette clause généralisée par la Chine à toutes les puissances n'est pas moins embarrassante pour ces dernières, parce que tout arrangement entre l'une d'elles et la Chine suppose une intervention de toutes les autres. La révision du tarif en fournit un exemple frappant. S'il n'y avait pas eu besoin d'un accord unanime de toutes les nations les plus favorisées, les négociations à ce sujet [auraient été terminées au début de l'année 1914, au moins entre certaines puissances et la Chine.

Logiquement, la clause de la nation la plus favorisée ne sert qu'à dispenser les deux parties d'engager de nouvelles négociations, à sous-entendre de nouveaux avantages semblables à ceux qu'un tiers a obtenus de l'une ou de l'autre partie contractante. L'absence de cette clause n'implique pas l'impossibilité d'arriver au même résultat que si elle existait. Et, peut-être, une nouvelle négociation conviendrait-elle mieux aux intérêts propres des deux parties, que l'application automatique de dispositions qui sont essentiellement propres aux intérêts d'un tiers. D'autre part, la clause en vigueur est facile à éluder par la fameuse méthode de spécialisation.

Il ne paraît pas impossible que si la Chine sollicite, auprès de la collectivité des puissances, l'abrogation ou la modification de la clause de la nation la plus favorisée, elle ait des chances de réussir. Mais pourquoi auprès de la collectivité des puissances, puisque cette clause a été conclue séparément avec l'une

après l'autre ? Parce que c'est la rivalité existant entre elles qui est le plus grand obstacle à son abandon, un sacrifice commun étant toujours plus acceptable qu'un abandon individuel.

Par modification, nous entendons seulement l'insertion d'une disposition réciproque sans la dénonciation de la clause même. La réciprocité impliquerait l'égalité entre la Chine et ses contractantes. Cette égalité suffirait pour garantir son autonomie économique et financière, parce que désormais elle mesurerait ses obligations à ses droits, tandis qu'aujourd'hui, ces derniers n'existent pas.

La possibilité de ce changement se manifeste dans le traité de 1903 entre les Etats-Unis et la Chine. Son article V est ainsi conçu : «... Il est convenu que les citoyens des Etats-Unis ne payeront, à aucun moment, aucun droit autre ou plus élevé que celui payé par les citoyens ou les sujets de la nation la plus favorisée. Et inversement, les sujets chinois ne payeront, par leur importation aux Etats-Unis, aucun droit autre ou plus élevé que celui payé par les citoyens ou les sujets de la nation la plus favorisée ».

Pour obtenir ce minimum de succès auprès des autres puissances il suffit que la Chine fasse auprès d'elles le même geste qu'elle a fait auprès du gouvernement des Etats-Unis. Désireuses de concilier le sentiment de la justice avec leurs intérêts propres, elles ne pourront qu'accueillir favorablement sa demande.

En tout cas la Chine, en agissant ainsi, ne réclamerait que ce qui est un minimum de droit pour un pays indépendant et ne peut causer préjudice aux puissances qui entretiennent avec elle de bons rapports.

CONCLUSION

Le commerce extérieur touche à l'économie générale du pays. L'objet de notre étude est évidemment d'une portée plus restreinte. La question financière n'a qu'un intérêt partiel dans l'économie générale. On peut même faire remarquer qu'à certains points de vue, la considération purement financière et la considération de l'économie générale peuvent ne pas se concilier : 1° Pour les libres-échangistes l'excédent d'importation ne signifie rien et peut être un avantage. Ils disent : « L'infériorité ou la ruine annoncée aux peuples qui se résigneront à la situation d'acheteurs, en regard de ceux qui sauront garder la situation de vendeurs, n'est qu'une vaine prédiction... En somme le peuple importateur est celui qui fait travailler d'autres peuples pour lui » (1). Mais si l'on se place sur le terrain purement financier, la balance défavorable y constitue toujours une atteinte. 2° L'abondance de ressources financières

1. Gide, *Cours d'Economie politique*, p. 425.

n'assure pas toujours la supériorité des forces économiques, et, au contraire, elle pourrait les affaiblir. C'était le cas de l'Espagne et du Portugal qu'a fait remarquer Adam Smith.

Toutefois, les forces réelles économiques et les finances sont des instruments avec lesquels la nation développe ses réelles forces économiques. Le commerce extérieur suppose le contact et l'épreuve des forces économiques des différentes nations. Leurs finances s'y trouvent fatalement engagées. Ce phénomène se manifeste par le grand rôle que la monnaie ou l'argent joue dans le commerce. C'est en prenant en considération ce rôle que nous découvrirons une importance capitale dans les rapports entre le commerce extérieur de la nation et sa situation financière. Car à supposer que tout compte soit arrêté, réglé par les importations et les exportations elles-mêmes, c'est encore l'argent qui dit le dernier mot, c'est-à-dire qui solde la différence.

Nous nous garderons cependant de pénétrer dans le domaine du mercantilisme. Nous y tomberions si nous concluions que l'on commerce pour de l'argent ; nous nous bornerons à affirmer que c'est avec de l'argent qu'on commerce. Pour les mercantilistes l'argent est le but du commerce ; pour nous c'est le moyen de commercer, mais un moyen nécessaire dès que le troc a été abandonné par tous les peuples, une fois qu'ils ont atteint un degré plus ou moins avancé dans la vie économique.

Si acharné contre le mercantilisme que fût Adam Smith, il n'a pas banni l'argent du domaine de la richesse nationale. Au contraire, il a bien montré l'utilité des « capitaux circulants », et il a reconnu que toutes choses se donnent « immédiatement » en échange contre l'argent. Cela suffit pour justifier l'importance du rôle de l'argent dans l'échange et pour montrer l'importance particulière qu'une nation commerçante doit attacher à ses finances. C'est à elles que le commerce extérieur s'attaque tout d'abord, et c'est elles qui doivent servir d'appui immédiat au commerce extérieur. Ce sont elles qui abritent d'autres forces économiques nationales. Il en résulte que, selon qu'un pays a une puissance financière plus ou moins forte, sa vie économique nationale sera plus ou moins exposée.

Nous avons vu à propos du commerce extérieur en Chine, l'influence qu'il a eu sur la situation financière du pays au cours des siècles, et nous avons été ainsi amené à étudier le développement de ce commerce et ses répercussions heureuses ou fâcheuses sur les finances nationales. Des indications plus nettes et plus compréhensives fournies en chiffres par les statistiques des importations et des exportations ont servi de base à notre chapitre sur la balance du commerce.

Dans cette balance continuellement défavorable nous avons vu une menace de ruine pour la nation.

Nous en avons découvert les causes les plus décisives dans le caractère primitif et l'infériorité des forces réelles économiques du pays : industries, outillages de transport, etc. Mais, pour accélérer leur progrès et pour encourager leur perfectionnement, il nous a fallu revenir à la question financière : de grandes entreprises industrielles exigent avant tout des capitaux circulants ; l'Etat demande des ressources fiscales pour aider les initiatives privées et protéger leurs intérêts ; et toutes les réformes dans le domaine économique, comme ailleurs, réclament des frais de réorganisation.

Ici nous sommes encore plus éloignés du mercantilisme, bien que nous ayions l'air de toujours nous en rapprocher. Notre but se confond plutôt avec le but du protectionnisme qu'avec celui du mercantilisme, car, nous voulons voir dans l'argent des capitaux et rien que des capitaux. En un mot, c'est dans l'intérêt de la production que nous considérons l'argent. Nous voulons faire naître ce que les protectionnistes tiennent à protéger. Si les Espagnols et les Portugais se ruinaient sur leurs stocks fabuleux d'argent, c'est qu'ils les traitaient en trésor et non en capital. Or c'est dans ce dernier cas que l'argent joue un rôle primordial.

Mais la préoccupation financière ne suppose pas l'accumulation d'argent à tout prix. Une pareille accumulation est de nature à nuire à l'intérêt vital

du pays. Par exemple, dans un but fiscal, on lève des impôts et des taxes difficiles à supporter. La meilleure méthode pour se procurer des ressources financières réside dans une bonne organisation, qui n'entrave aucune activité économique et facilite au contraire la circulation de la richesse du pays et surtout la circulation des richesses internationales. C'est en tirant profit de celle-ci qu'on augmentera la richesse nationale qui est limitée par la nature. Cette considération nous a amené à insister sur les avantages d'une conciliation harmonieuse entre la préoccupation financière et le commerce extérieur. Il faut tenir compte des intérêts vitaux de l'un comme de l'autre et les amener à se prêter des facilités mutuelles.

A cet effet, nous avons signalé les inconvénients dus dans le commerce extérieur au régime financier, et à ceux dus dans les finances aux traités de commerce ; nous avons indiqué également les mesures propres à leur suppression ou à leur atténuation, en ce qui concerne le système de taxation, le régime monétaire, le crédit, d'une part, et en ce qui concerne le tarif des droits d'importation, les clauses de la nation la plus favorisée, d'autre part.

Que l'on voie une lutte ou une entre-aide dans le commerce extérieur, la nation doit être en état à la fois de s'en défendre et d'y apporter son concours le plus absolu.

En somme, la liberté de commerce est un idéal ; il faut la favoriser, mais pour qu'un pays soit maître, et non victime de cette liberté, il faut la mesurer au degré de perfection de ses instruments de commerce. La Chine est un pays déjà libre-échangiste, au point de vue du tarif douanier. Seulement sur un autre point elle est plus que libre-échangiste, parce qu'elle frappe l'exportation sur le même pied que l'importation. En second lieu, elle compromet la liberté du commerce par les taxes multiples dont elle frappe les marchandises en transit. En troisième lieu, elle limite la liberté du commerce par le régime des ports à traités.

Quand nous qualifions la Chine de « plus que libre-échangiste » nous faisons allusions à une restriction dans un sens inverse. En réalité il faut souhaiter que les droits d'exportation soient supprimés, et que le likin et d'autres taxes semblables qui gênent la libre circulation des marchandises le soient aussi. Il faut souhaiter aussi que le jour où l'extraterritorialité étrangère sera supprimée, le régime des ports à traités soit abrogé en même temps, et que tout le territoire de la Chine serve de champ d'action au commerce international. Nous voulons supprimer toutes ces restrictions dans l'intérêt du commerce, mais cela n'implique pas le libre-échange absolu, car, ce que nous voulons anéantir complètement, ce sont des entraves particulières au commerce exté-

rieur en Chine, dont il n'existe pas d'exemple dans le reste du monde, même dans les pays non libre-échangites.

Quant au libre-échange absolu, il est incontestable que la Chine y est prématurément entrée, abstraction faite des restrictions plus haut indiquées qui sont tout à fait étrangères à la politique commerciale. S'il lui est impossible de faire un pas en arrière, il lui faudra redoubler d'activité pour s'adapter à la situation qu'elle s'est faite.

Vu : le Président de la thèse,

A. DESCHAMPS

Vu : le Doyen

LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. POINCARÉ

BIBLIOGRAPHIE

- Anderson (F.)*. — Memorandum on Chinese currency. Changhaï, 1903.
- Anderson (George-E.)*. — Cotton-Goods trade in China. Washington, 1911.
- Arnauné (Aug.)*. — Le commerce extérieur et les tarifs de douane, 1 vol. Paris, 1911.
- Barker (F.-H.)*. — China, her history, diplomacy and commerce from the earliest times to the present day. London, 1901.
- Burill (Harry-R.)*. — Report on trade conditions in China. Washington, 1906.
- Cauwès*. — Cours d'économie politique, 4 vol. Paris, 1893.
- Chin-Chu*. — The tariff problem in China. London, 1916.
- Cordier (Henri)*. — Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales, 3 vol. Paris, 1901-1902.
- Dalmas (Philippe)*. — Les douanes impériales chinoises. Thèse. Paris, 1902.
- Dubois (Joseph)*. — L'empire de l'argent. Étude sur la Chine financière. Paris, 1906.
- Gide*. — Cours d'économie politique, 1 vol. Paris, 1913.
- Goschen*. — Théorie des changes étrangers (traduit de l'anglais en français par Léon Say).
- Inspectorat des Douanes maritimes de la Chine*. — Returns of trade and trade reports (de 1867 à 1916).
- Inspectorat des Douanes maritimes de la Chine*. — Treaties between China and foreign states. Changhaï, 1908.
- Jernigan (T.-R.)*. — China's business methods and policy. London, 1904.
- China in law and Commerce. New-York, 1905.

- Jensk (Jeremiah)*. — Report on the Introduction of the Gold Exchange standard into China, the Philippina Islands, Panama, and Other silver using countries. Washington, 1904.
- Jèze*. — Science des finances et de législation financière française. Paris, 1912.
- Kia-Chi-Y*. — L'histoire financière de la république chinoise. Changhaï, 1916.
- Laboulaye (Edouard de)*. — Les Chemins de fer de Chine. Paris, 1911.
- Leroy-Beaulieu (Pierre)*. — La rénovation de l'Asie, Sibérie, Chine, Japon. Paris, 1900.
- Morse (H.-B.)*. — The trade and administration of the Chinese Empire. London, 1908.
- The Gilds of China. London, 1909.
- Nogaro (Bertrand)*. — La monnaie dans le commerce international et la théorie quantitative. Paris, 1904.
- Pila (Fernand)*. — Le marché chinois, commerce et industrie (extrait de l'Asie française, mai 1914). Paris, 1914.
- Rodolphe van Loo*. — La Belgique industrielle et la Chine commerciale. Bruxelles, 1911.
- Sargent*. — Anglo-Chinese commerce and diplomacy. Oxford, 1907.
- Spalding (William-F.)*. — Externe exchange currency and finance. London, 1917.
- Tchen Ki Chan*. — La politique de la porte-ouverte en Chine. Thèse, Paris, 1912.
- Théry (Edmond)*. — Etudes économiques et financières. Paris, 1901.
- Vissering (J.)*. — On Chinese currency, 2 vol. Amsterdam, 1914.
- Wagel (S.-R.)*. — Finance in China. Changhaï, 1914.
- Chinese currency and Banking. Changhaï, 1915.
- Woodhead (H.-G.-W.) et Montagne Bell (H.-T.)*. — The China Year-Book. London, 1914 et 1916.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

Le régime particulier du commerce extérieur de la Chine.

— Le commerce extérieur dans le temps et dans l'espace.

— Ses influences sur la situation financière du pays.

CHAPITRE PREMIER. — Le régime et l'étendue du commerce extérieur de la Chine.....	15
---	----

Section I. — Le régime particulier du commerce extérieur de la Chine.....	15
---	----

Section II. — Aperçu des traités de commerce entre la Chine et les diverses puissances.....	21
---	----

Section III. — Extension du commerce extérieur de la Chine dans l'espace.....	32
---	----

CHAPITRE II. — Influence du commerce extérieur sur la situation financière de la Chine.....	39
---	----

Section I. — Introduction de l'inspection des douanes maritimes et avantages qu'il procure aux finances publiques.....	39
--	----

Section II. — Drainage d'argent de la Chine par le commerce extérieur et en particulier par l'opium.....	48
--	----

Section III. — Système particulier du droit de	
--	--

transit constituant un <i>imperium in imperio</i> dans le commerce intérieur de la Chine.....	57
--	----

DEUXIÈME PARTIE

Balance du commerce de la Chine et politique économique suivie par la Chine

CHAPITRE PREMIER. — Importance particulière de la balance du commerce de la Chine dans sa balance de comptes. — Peu d'influence réac- tive de la dernière sur la première.....	67
CHAPITRE II. — Indications statistiques sur l'importa- tion et l'exportation en général et relativement à certaines matières particulières. — Les causes principales de la balance du commerce défa- vorable à la Chine.....	81
<i>Section I.</i> — Comparaison de l'exportation et de l'importation de la Chine en général.....	81
<i>Section II.</i> — Observations statistiques sur les matières importantes d'exportation et d'importa- tion dont la valeur pèse le plus sur la balance du commerce.....	88
<i>Section III.</i> — Causes les plus décisives de la balance défavorable de la Chine : progrès trop lent des industries nationales et insuffisance des moyens de transport.....	105
CHAPITRE III. — Quelle politique économique est sui- vie par la Chine : protectionniste, mercantiliste ou libre-échangiste ?	124

TROISIÈME PARTIE

Inconvénients dans le commerce extérieur de la Chine, dus au régime financier, et inconvénients dans les finances dus à la base conventionnelle du commerce.

CHAPITRE PREMIER. — Inconvénients dans le commerce extérieur dus au régime financier.....	133
<i>Section I.</i> — Système defectueux de taxation.....	133
<i>Section II.</i> — Inconvénients du système monétaire chinois	142
<i>Section III.</i> — Défaut de crédit.....	157
CHAPITRE II. — Inconvénients dans les finances publiques dus aux engagements que la Chine a pris dans les traités de commerce : tarif douanier trop modéré sur les marchandises étrangères et clause de la nation la plus favorisée.....	167

QUATRIÈME PARTIE

Remèdes proposés aux inconvénients indiqués plus haut

CHAPITRE PREMIER. — Remèdes proposés au régime financier, en vue de supprimer ou d'atténuer les difficultés existant dans le commerce extérieur.....	179
<i>Section I.</i> — Suppression possible des entraves au commerce extérieur provenant du système de taxation.....	179
<i>Section II.</i> — Réforme du système monétaire....	187
<i>Section III.</i> — Amélioration du système de crédit.	203
CHAPITRE II. — Possibilité de modifier par voies diplo-	

matiques les taux des droits d'importation et simultanément les clauses de la nation la plus favorisée	213
CONCLUSION.....	223
BIBLIOGRAPHIE.....	231

